



Banque Royale du Canada |

Premier trimestre de 2017



Résultats de la Banque Royale du Canada pour le premier trimestre de 2017

Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*.

TORONTO, le 24 février 2017 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a déclaré aujourd'hui un bénéfice net de 3 027 millions de dollars pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2017, en hausse de 580 millions de dollars, ou 24 %, par rapport à un an plus tôt. Nos résultats reflètent les bénéfices élevés des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie. Nos résultats tiennent aussi compte de l'accent que nous continuons de mettre sur la gestion de l'efficacité, donnant ainsi lieu à un puissant effet de levier d'exploitation dans la plupart de nos secteurs. Exclusion faite de notre quote-part du profit de la vente des activités américaines de Moneris Solutions Corporation (Moneris), qui était de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net de 2 815 millions de dollars⁽¹⁾ affichait une hausse de 368 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à un an plus tôt.

Comparativement au trimestre précédent, le bénéfice net a augmenté de 484 millions de dollars, ou 19 %. Exclusion faite du profit découlant de la vente mentionné ci-dessus, le bénéfice net a augmenté de 272 millions de dollars, ou 11 %⁽¹⁾, en raison surtout d'une hausse du bénéfice de la plupart de nos secteurs. Les résultats rendent compte de l'amélioration de la qualité du crédit, notre ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances étant de 0,22 %, en baisse de 5 points de base (p.b.), en raison surtout d'une réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et de recouvrements du secteur Marchés des Capitaux.

Notre position de capital a été solide, affichant un ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires de 11,0 %. Nous avons aussi annoncé aujourd'hui la majoration de notre dividende trimestriel de 0,04 \$, ou 5 %, à 0,87 \$ par action.

« RBC a déclaré un bénéfice de 3 milliards de dollars au premier trimestre, témoignage de la vigueur de nos secteurs qui est attribuable à notre investissement soutenu dans la croissance. Poursuivant notre engagement de verser des capitaux à nos actionnaires, j'ai le plaisir de vous annoncer une augmentation de 5 % de notre dividende trimestriel, » a déclaré Dave McKay, président et chef de la direction de RBC. « Dans un contexte d'exploitation en évolution, nous nous concentrons sur notre stratégie de création d'une banque relationnelle à l'ère numérique afin de répondre aux attentes changeantes de nos clients. »

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

- Bénéfice net de 3 027 millions de dollars (en hausse de 24 % par rapport à 2 447 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,97 \$ (en hausse de 0,39 \$ par rapport à 1,58 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires⁽²⁾ de 18,0 % (en hausse de 270 p.b. par rapport à 15,3 %)
- Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires de 11,0 % (en hausse de 110 p.b. par rapport à 9,9 %)

Résultats excluant l'élément précisé⁽¹⁾ : Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

- Bénéfice net de 2 815 millions de dollars (en hausse de 15 % par rapport à 2 447 millions de dollars)
- Bénéfice dilué par action de 1,83 \$ (en hausse de 0,25 \$ par rapport à 1,58 \$)
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,7 % (en hausse de 140 p.b. par rapport à 15,3 %)

L'élément précisé comprend notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris Solutions Corporation (Moneris) à Vantiv, Inc., qui était de 212 millions de dollars (avant et après impôt).

⁽¹⁾ Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017.

⁽²⁾ Cette mesure n'a pas de sens normalisé en vertu des PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017.

Table des matières

<p>1 Faits saillants du premier trimestre</p> <p>2 Rapport de gestion</p> <p>2 Mise en garde au sujet des déclarations prospectives</p> <p>2 Vue d'ensemble et perspectives</p> <p>2 À propos de la Banque Royale du Canada</p> <p>3 Faits saillants financiers et autres</p> <p>4 Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives</p> <p>6 Principaux événements de 2017</p> <p>7 Rendement financier</p> <p>7 Vue d'ensemble</p> <p>12 Résultats des secteurs d'exploitation</p> <p>12 Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation</p>	<p>12 Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR</p> <p>15 Services bancaires aux particuliers et aux entreprises</p> <p>18 Gestion de patrimoine</p> <p>19 Assurances</p> <p>20 Services aux investisseurs et de trésorerie</p> <p>21 Marchés des Capitaux</p> <p>22 Services de soutien généraux</p> <p>23 Résultats par secteur géographique</p> <p>24 Analyse des résultats trimestriels et des tendances</p> <p>26 Situation financière</p> <p>26 Bilans résumés</p> <p>27 Arrangements hors bilan</p> <p>30 Gestion du risque</p> <p>30 Risque de crédit</p>	<p>37 Risque de marché</p> <p>42 Risque de liquidité et risque de financement</p> <p>51 Gestion des fonds propres</p> <p>56 Information financière supplémentaire</p> <p>56 Questions en matière de comptabilité et de contrôle</p> <p>56 Contrôles et procédures</p> <p>56 Transactions entre parties liées</p> <p>57 Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements</p> <p>58 États financiers intermédiaires résumés (non audité)</p> <p>63 Notes annexes (non audité)</p> <p>77 Renseignements à l'intention des actionnaires</p>
---	---	--

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 janvier 2017 et pour le trimestre clos à cette date, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre clos le 31 octobre 2016. Le présent rapport de gestion, daté du 23 février 2017, doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (états financiers résumés), ainsi qu'avec notre rapport annuel 2016. Sauf indication contraire, tous les montants sont libellés en dollars canadiens et sont basés sur nos états financiers établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Des renseignements additionnels à notre sujet, y compris notre notice annuelle 2016, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à l'adresse sec.gov.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995 des États-Unis, et toute loi sur les valeurs mobilières applicables au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la SEC, dans d'autres rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations relatives à nos objectifs en matière de rendement financier, à notre vision et à nos objectifs stratégiques, à l'examen de la conjoncture économique et des marchés et aux perspectives concernant les économies canadienne, américaine, européenne et internationale, au contexte réglementaire au sein duquel nous exerçons nos activités, aux perspectives et aux priorités pour chacun de nos secteurs d'exploitation, ainsi qu'au contexte de gestion des risques, y compris le risque de liquidité et de financement. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée afin d'aider les détenteurs de nos titres et les analystes financiers à comprendre notre situation financière et nos résultats d'exploitation aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques, et pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Les mots « croire », « s'attendre à », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « viser », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes, et que nos objectifs en matière de rendement financier, notre vision et nos objectifs stratégiques ne se matérialisent pas. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs de risque. Ces facteurs, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté et dont nous pouvons difficilement prévoir les répercussions, comprennent les risques de crédit, de marché, de liquidité et de financement, les risques liés à l'assurance, à la conformité à la réglementation, aux activités d'exploitation, aux stratégies, à la réputation, au contexte juridique et réglementaire et à la concurrence, ainsi que les risques systémiques et d'autres risques qui sont expliqués aux rubriques Gestion du risque et Aperçu des autres risques de notre rapport annuel 2016 et à la rubrique Gestion du risque du rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2017, l'incertitude mondiale, le vote sur le Brexit visant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, la faiblesse des cours du pétrole et du gaz, le cyber-risque, la lutte contre le blanchiment d'argent, l'exposition à des secteurs plus volatils, l'innovation technologique et les nouveaux venus en technologie financière, la complexité grandissante de la réglementation, la gestion de données, les litiges et les pénalités administratives, les activités et la conjoncture économique dans les secteurs géographiques où nous exerçons nos activités, l'incidence des modifications des politiques budgétaires, monétaires et autres de gouvernements, le risque fiscal et la transparence, et le risque environnemental.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Les hypothèses économiques significatives qui sous-tendent les déclarations prospectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017 sont présentées à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives et, pour chaque secteur d'exploitation, sous la rubrique Perspectives et priorités de notre rapport annuel 2016, et sont mises à jour à la rubrique Vue d'ensemble et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis aux rubriques Gestion du risque et Aperçu d'autres risques de notre rapport annuel 2016, ainsi qu'à la rubrique Gestion du risque du présent rapport aux actionnaires portant sur le premier trimestre de 2017.

Vue d'ensemble et perspectives

À propos de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada est, selon la capitalisation boursière, la plus importante banque du Canada et l'une des plus grandes banques du monde. Elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord et offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services d'assurance, des services aux investisseurs ainsi que des services liés aux marchés des capitaux. Nous comptons plus de 80 000 employés à temps plein et à temps partiel au service de plus de 16 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 35 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers et autres

	En date du et pour le trimestre clos le			Variation au 31 janvier 2017 par rapport au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016	31 octobre 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	9 546 \$	9 265 \$	9 359 \$	281 \$	187 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	294	358	410	(64)	(116)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	397	829	(214)	(646)
Frais autres que d'intérêt	5 215	5 198	4 960	17	255
Bénéfice avant impôt	3 854	3 312	3 160	542	694
Bénéfice net	3 027 \$	2 543 \$	2 447 \$	484 \$	580 \$
Secteurs – bénéfice net					
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 592 \$	1 275 \$	1 290 \$	317 \$	302 \$
Gestion de patrimoine	430	396	303	34	127
Assurances	134	228	131	(94)	3
Services aux investisseurs et de trésorerie	214	174	143	40	71
Marchés des Capitaux	662	482	570	180	92
Services de soutien généraux	(5)	(12)	10	7	(15)
Bénéfice net	3 027 \$	2 543 \$	2 447 \$	484 \$	580 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	1,98 \$	1,66 \$	1,59 \$	0,32 \$	0,39 \$
– dilué	1,97	1,65	1,58	0,32	0,39
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	18,0 %	15,5 %	15,3 %	250 p.b.	270 p.b.
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	64 650	63 100	61 450	1 550	3 200
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) (3)	1,73 %	1,70 %	1,71 %	3 p.b.	2 p.b.
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,22 %	0,27 %	0,31 %	(5) p.b.	(9) p.b.
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations (4)	0,66 %	0,73 %	0,59 %	(7) p.b.	7 p.b.
Ratio de liquidité à court terme (5)	123 %	127 %	127 %	(400) p.b.	(400) p.b.
Ratios de fonds propres et de levier					
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (6)	11,0 %	10,8 %	9,9 %	20 p.b.	110 p.b.
Ratio de fonds propres de première catégorie (6)	12,6 %	12,3 %	11,3 %	30 p.b.	130 p.b.
Ratio du total des fonds propres (6)	14,7 %	14,4 %	13,4 %	30 p.b.	130 p.b.
Ratio de levier (6)	4,4 %	4,4 %	4,0 %	– p.b.	40 p.b.
Principales données figurant au bilan et autres renseignements (7)					
Total de l'actif	1 161 766 \$	1 180 258 \$	1 200 352 \$	(18 492)\$	(38 586)\$
Valeurs mobilières	224 827	236 093	233 711	(11 266)	(8 884)
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	522 010	521 604	516 186	406	5 824
Actifs liés aux dérivés	97 419	118 944	132 560	(21 525)	(35 141)
Dépôts	757 512	757 589	769 568	(77)	(12 056)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	64 853	64 304	63 111	549	1 742
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres	443 940	449 712	462 449	(5 772)	(18 509)
Biens sous gestion	584 100	586 300	561 500	(2 200)	22 600
Biens administrés (8)	4 934 600	5 058 900	4 898 000	(124 300)	36 600
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne de base	1 484 262	1 483 869	1 486 560	393	(2 298)
– moyenne diluée	1 492 350	1 491 872	1 495 035	478	(2 685)
– à la fin de la période (9)	1 475 540	1 485 394	1 486 631	(9 854)	(11 091)
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,83 \$	0,83 \$	0,79 \$	0,00 \$	0,04 \$
Rendement de l'action (10)	3,8 %	4,0 %	4,4 %	(20) p.b.	(60) p.b.
Cours de l'action ordinaire (RY sur TSX) (11)	93,56 \$	83,80 \$	72,55 \$	9,76 \$	21,01 \$
Capitalisation boursière (TSX) (11)	138 052	124 476	107 855	13 576	30 197
Renseignements généraux liés aux activités					
Nombre d'employés (équivalent temps plein)	75 459	75 510	76 380	(51)	(921)
Nombre de succursales	1 415	1 419	1 430	(4)	(15)
Nombre de guichets automatiques bancaires (GAB)	4 902	4 905	4 900	(3)	2
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US pour la période (12)	0,752 \$	0,757 \$	0,728 \$	(0,005)\$	0,024 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en \$ US à la fin de la période	0,769 \$	0,746 \$	0,714 \$	0,023 \$	0,055 \$

- (1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Elles ont trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires utilisée pour calculer le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (2) Ces mesures pourraient ne pas avoir de définition normalisée en vertu des principes comptables généralement reconnus (PCGR) et elles pourraient ne pas être comparables aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.
- (3) La marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs) représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs. Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.
- (4) Le montant brut des prêts douteux comprend un montant de 348 millions de dollars (418 millions de dollars au 31 octobre 2016) lié au portefeuille de prêts dépréciés acquis (PDA) obtenu dans le cadre de l'acquisition de City National Corporation (City National). L'acquisition de ces PDA a fait croître de 6 points de base le ratio du montant brut des prêts douteux du premier trimestre de 2017 (8 points au 31 octobre 2016). Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.
- (5) Le ratio de liquidité à court terme se calcule conformément à la ligne directrice sur les normes de liquidité de l'accord de Bâle III. Depuis le premier trimestre de 2017, le BSIF exige que le ratio de liquidité à court terme soit présenté en fonction de la moyenne des positions quotidiennes au cours du trimestre. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Risque de liquidité et risque de financement.
- (6) Les ratios de fonds propres et de levier présentés ci-dessus sont calculés selon la méthode « tout compris ». Le ratio de levier est une mesure réglementaire en vertu du cadre de l'accord de Bâle III. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (7) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.
- (8) Les biens administrés comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés se chiffrant respectivement à 18,7 milliards de dollars et 8,4 milliards de dollars (18,6 milliards de dollars et 9,6 milliards de dollars au 31 octobre 2016; 20,4 milliards de dollars et 9,7 milliards de dollars au 31 janvier 2016). Les montants relatifs aux périodes précédentes ont été révisés par rapport aux résultats présentés précédemment.
- (9) Nous avons réduit de 10,2 millions d'actions le nombre d'actions ordinaires en circulation afin de refléter le nombre d'actions ordinaires attendu que nous sommes tenus de racheter dans le cadre du programme de rachat d'actions particulier. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.
- (10) Dividende par action ordinaire divisé par la moyenne des cours extrêmes pour la période visée.
- (11) Selon le cours de clôture à la TSX à la fin de la période.
- (12) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives – données en date du 23 février 2017

Les prédictions et les prévisions économiques présentées dans la présente rubrique sont fondées sur des informations et sur des hypothèses fournies par des sources que nous considérons comme fiables. Si ces informations ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les perspectives économiques réelles pourraient différer de façon significative des perspectives présentées dans la présente rubrique.

Canada

L'économie canadienne a enregistré une croissance de 0,4 %¹ en novembre 2016, après un recul de 0,2 %¹ en octobre et une progression de 0,4 %¹ en septembre. Pour l'année civile 2016, la croissance devrait être de 1,3 %, ce qui cadre avec nos estimations au 29 novembre 2016. La hausse de l'emploi et de la valeur nette des ménages a favorisé une augmentation des dépenses de consommation. Le taux de chômage national a reculé, à 6,8 % en janvier 2017, contre 6,9 % en décembre 2016, la forte progression de l'emploi ayant surpassé l'accroissement de la main-d'œuvre. En Alberta, le taux de chômage a atteint 8,8 % en janvier 2017 (contre 8,5 % en décembre 2016), son sommet de 22 ans. Par rapport à l'année précédente, les prix des maisons ont augmenté de 14 % au quatrième trimestre civil et le marché de la revente a progressé de 6,3 % en 2016. La divergence de politiques monétaires entre la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine a exercé de légères pressions à la baisse sur le dollar canadien, qui ont toutefois été compensées en partie par la hausse du prix du pétrole. La Banque du Canada a maintenu son taux de financement à un jour à 0,5 % en janvier 2017, l'économie canadienne continuant de montrer des signes d'amélioration; toutefois, elle demeure prudente, compte tenu du degré d'incertitude élevé qui pèse sur les perspectives économiques, en particulier au sujet de la politique américaine.

Nous estimons que l'économie canadienne croîtra à un taux de 1,8 % au cours de l'année civile 2017, taux qui est en accord avec notre estimation du 29 novembre 2016, car la reprise se poursuit dans le secteur de l'énergie, les secteurs non liés aux marchandises poursuivent leur élan et les mesures budgétaires stimulent l'économie. Le marché de l'habitation continue de s'ajuster aux changements de politiques mises en œuvre en 2016, toutefois, à Vancouver et à Toronto, les prix exorbitants demeurent un sujet de préoccupation. L'activité dans le secteur de l'énergie est en hausse à la faveur de la remontée constante du cours du pétrole. Étant donné que la Banque du Canada a souligné la grande incertitude qui entoure les changements futurs aux politiques américaines, nous nous attendons à ce qu'elle demeure prudente et maintienne son taux de financement à un jour à 0,5 % jusqu'à la fin de l'année civile 2017.

États-Unis

Au quatrième trimestre de 2016, le taux de la croissance américaine a reculé, à un taux estimé à 1,9 %¹ au quatrième trimestre civil de 2016, comparativement à 3,5 %¹ au trimestre civil précédent. Les exportations nettes ont reculé, après une poussée temporaire des exportations alimentaires au trimestre précédent. Par ailleurs, les dépenses de consommation et les investissements des entreprises et du secteur résidentiel ont été élevés, reflétant la robustesse du marché de l'emploi, les hausses salariales et la confiance des consommateurs. Les marchés du travail sont demeurés près du taux de plein emploi, le taux de chômage ayant été de 4,8 % en janvier 2017. La forte reprise des mises en chantier s'est poursuivie au quatrième trimestre de 2016. Pour l'année au complet, elles ont atteint un sommet inégalé depuis 2007. En raison de l'amélioration de la conjoncture, la Réserve fédérale a augmenté son taux directeur de 25 points de base en décembre 2016, dans une fourchette de 0,50 % à 0,75 %.

Nous prévoyons une croissance de l'économie américaine de 2,3 % au cours de l'année civile 2017, soit un taux légèrement supérieur à nos estimations précédentes de 2,2 %, le 29 novembre 2016, à la faveur de la solidité du marché du travail, du raffermissement de la conjoncture et du regain de confiance des entreprises et des consommateurs. Les baisses d'impôt prévues pour les particuliers et les entreprises représentent des mesures de stimulation budgétaire, en dépit du fort degré d'incertitude entourant les changements précis sur lesquels l'administration Trump n'a pas encore fourni de précisions. Compte tenu de la montée de l'inflation et de la hausse des salaires, un autre retrait des mesures de relance budgétaire est attendu en 2017. Ces hausses devraient être graduelles, la prochaine majoration des taux étant attendue au deuxième trimestre de 2017. La nouvelle administration Trump pourrait entraîner des changements de politique susceptibles d'avoir une incidence sur les perspectives économiques, quoique toute révision de nos projections dépendra des déclarations à venir.

Europe

L'activité économique a poursuivi son redressement dans la zone euro, et sa croissance pour le quatrième trimestre civil de 2016 a été de 0,5 %. Pour l'année civile 2016, l'économie a progressé de 1,7 %, soit un taux légèrement supérieur à nos estimations précédentes de 1,6 %. Cette croissance a été possible grâce notamment aux mesures de relance budgétaires, aux meilleures conditions sur le marché du travail et à un regain de confiance envers l'économie. Le taux de chômage est tombé à son plus bas niveau depuis juillet 2009 et, en décembre 2016, il était de 9,6 %, contre 10,0 % en septembre 2016. La Banque centrale européenne (BCE) a élargi son programme d'achat de titres mensuel et a annoncé une diminution des achats mensuels de 20 milliards d'euros, les portant à 60 milliards d'euros, à compter d'avril 2017.

Nous nous attendons à ce que la croissance de l'économie de la zone euro se fasse légèrement plus lente au cours de l'année civile 2017, à 1,5 %, soit un peu plus que notre estimation précédente de 1,3 %, le 29 novembre 2016, en raison des incertitudes politiques concernant les négociations sur le Brexit et les nombreuses élections générales qui prennent place dans la zone euro, ainsi que la hausse des prix de l'énergie. Alors que la faible inflation continue d'inquiéter, nous nous attendons à ce que la BCE poursuive comme prévu son programme d'achats d'actifs jusqu'à la fin de l'exercice en cours.

Marchés financiers

Bien que l'incertitude plane toujours sur l'économie mondiale, les marchés boursiers au Canada, aux États-Unis et en Europe se sont améliorés en raison du regain de confiance des investisseurs au cours du trimestre. Les marchés ont été stimulés par la stabilisation du prix du pétrole, reflétant la décision prise par les pays de l'OPEP de freiner la production de pétrole, les importantes améliorations économiques en Chine et aux États-Unis, ainsi que par les attentes concernant la stratégie de croissance de l'administration Trump.

1 Taux annualisé

Les taux des obligations d'État de 10 ans de référence du Canada et du Trésor des États-Unis ont augmenté, à l'image des attentes quant aux mesures de relance budgétaire et aux niveaux plus élevés d'inflation. Pour contrer les pressions inflationnistes, la Réserve fédérale a annoncé une hausse des taux à la fin de 2016 et a indiqué qu'elle pourrait les hausser à au moins trois reprises en 2017. Néanmoins, le paysage politique mondial demeure imprévisible, d'importants changements, tels que la politique étrangère américaine sous l'administration Trump et les négociations du Brexit, restent à être établis.

Les facteurs macroéconomiques défavorables dont il est question plus haut, notamment la volatilité des prix de l'énergie, le risque d'une plus grande incertitude ou instabilité du marché des capitaux en raison du Brexit et de la nouvelle administration Trump et le degré élevé d'incertitude économique mondiale, pourraient modifier nos perspectives et nos résultats pour l'exercice 2017 et les périodes à venir. Ces pressions persistantes risquent d'entraîner une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos portefeuilles de prêts de gros et de détail et d'avoir des répercussions sur la situation commerciale et la conjoncture économique des régions où nous exerçons nos activités.

Contexte réglementaire

Nous continuons de surveiller l'actualité réglementaire et de nous y préparer, afin d'assurer notre conformité aux nouvelles exigences et d'atténuer les répercussions défavorables d'ordre commercial ou financier qu'elles pourraient avoir. Ces répercussions pourraient découler de l'application de lois ou de règlements nouveaux ou modifiés et des attentes de ceux qui les mettent en œuvre. Comme nous le mentionnons plus loin, les récents événements politiques, notamment la nouvelle administration présidentielle aux États-Unis et le vote du référendum du Brexit, ont causé une incertitude quant à la mise en œuvre, au champ d'application et au calendrier des réformes réglementaires.

Réforme réglementaire aux États-Unis

Le Président des États-Unis et les représentants de l'administration actuelle ont fait de nombreuses déclarations au sujet d'une possible réforme réglementaire. Plus récemment, soit le 3 février 2017, le Président a signé un décret ordonnant que le secrétaire du Trésor effectue un réexamen de la réglementation financière fédérale et, le cas échéant, propose des modifications à cette réglementation afin de la rendre davantage conforme aux « principes fondamentaux » indiqué dans le décret. Certaines réglementations financières pourront être retardées ou révisées en raison d'autres réglementations appliquées par des fonctionnaires d'organismes de l'État, par des lois passées par le Congrès et ratifiées par le Président.

Capacité totale d'absorption des pertes

Le 15 décembre 2016, la Réserve fédérale des États-Unis a publié sa ligne directrice définitive sur la capacité totale d'absorption des pertes. Notre société de portefeuille intermédiaire américaine ne sera visée par cette règle que si le Conseil de stabilité financière nous désigne comme banque d'importance systémique mondiale. En vertu de la règle, les banques d'importance systémique mondiale exerçant d'importantes activités aux États-Unis devront maintenir un montant minimal d'instruments permettant d'absorber les pertes, y compris la dette à long terme non garantie. En outre, la règle définitive prévoit certains volants supplémentaires, et tout manquement à ceux-ci se traduirait par une limitation des distributions en capital et des primes de rémunération discrétionnaires de sociétés de portefeuille bancaire ou d'une société de portefeuille intermédiaire couverte américaines. Si une modification importante à la règle proposée était entérinée, la règle définitive permettrait aux sociétés de portefeuille intermédiaire américaines d'émettre des prêts à long terme à une société liée hors États-Unis ainsi qu'à leur société mère hors États-Unis. Dans sa version proposée, la règle n'autorisait l'émission qu'aux sociétés mères hors États-Unis.

Réformes mondiales du marché des dérivés hors cote

Le 1^{er} septembre 2016, nous avons commencé à échanger des dépôts de garantie sur des dérivés bilatéraux hors cote conformément aux exigences réglementaires avec des contreparties concernées conformément aux règles des instances prudentielles aux États-Unis. Nous avons commencé à échanger des dépôts de garantie avec d'importants intervenants du marché dans l'Union européenne le 6 février 2017 et nous serons tenus de faire de même avec toutes les autres contreparties concernées à compter du 1^{er} mars 2017. Nous pouvons aussi être assujettis indirectement aux règles d'autres territoires sur les dépôts de garantie lorsque ces règles auront été fixées. Les règles sur les dépôts de garantie en vigueur dans le monde représentent un changement fondamental dans la façon dont se négocient les dérivés hors cote non compensés centralement et imposent la documentation de toutes les contreparties et dépositaires touchés.

Le 19 janvier 2017, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont adopté le Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale, qui exige la compensation de produits dérivés hors cote désignés dans le cadre d'opérations conclues avec des contreparties concernées. À compter du 4 avril 2017, ce règlement couvrira les opérations avec les contreparties qui sont membres d'une chambre de compensation réglementée. Le 4 octobre 2017, l'obligation de compensation s'étendra : i) à toutes les contreparties locales dont le montant notionnel brut à la fin du mois de l'ensemble des dérivés hors cote excède 500 milliards de dollars, compte non tenu des opérations intragroupe et ii) aux filiales des membres de la chambre de compensation dont le montant notionnel brut de l'ensemble des dérivés hors cote en cours excède 1 milliard de dollars, compte non tenu des opérations intragroupe.

Le 28 septembre 2016, la CFTC a élargi les catégories de dérivés hors cote devant être compensés, y compris notamment les swaps de taux d'intérêt fixe-variables et les swaps indexés sur les taux à un jour libellés en dollars canadiens. Les obligations de compensation s'appliqueront à Hong Kong et à Singapour à compter de la seconde moitié de 2017.

Normes fiduciaires uniformes

Le 6 avril 2016, le ministère du Travail des États-Unis a publié une règle définitive établissant une norme fiduciaire uniforme à l'intention des prestataires de services-conseils en placements et de services connexes en ce qui concerne les régimes de retraite américains et les titulaires de comptes d'épargne-retraite individuels, règle qui entrera en vigueur le 10 avril 2017. Le 3 février 2017, le Président des États-Unis a signé un avis présidentiel sommant le secrétaire du Travail des États-Unis d'examiner la règle afin de déterminer si elle nuit à

la capacité des Américains à accéder à l'information sur la retraite et aux conseils financiers. Par la suite, selon les résultats de cet examen, le ministère du Travail sera tenu de proposer une abrogation de la règle ou une révision aux fins de conformité à la loi.

Dans son état actuel, la règle pourrait avoir des retombées importantes sur notre groupe américain de Gestion de patrimoine. Cependant, aucune des conséquences décrites plus haut (y compris la règle du ministère du Travail concernant les fiducies) ne devrait avoir de grandes conséquences sur notre résultat global.

Exigences en matière de fonds propres réglementaires et exigences connexes

En 2015 et 2016, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (« CBCB ») a publié des consultations sur un certain nombre de propositions en vue de réformer la façon dont les banques calculent, évaluent et présentent leurs fonds propres réglementaires et les risques correspondants, y compris l'utilisation de leurs propres modèles internes de gestion des risques. Le 3 janvier 2017, le CBCB a annoncé un retard dans la finalisation des révisions proposées et nous prévoyons qu'elles subiront d'autres modifications. Par conséquent, l'incidence sur nos ratios de fonds propres réglementaires dépendra des normes définitives adoptées par le CBCB et de la façon dont ces normes seront mises en œuvre par le Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »). Le CBCB a préalablement indiqué qu'il s'attend à ce que cette proposition ait un effet relativement modeste sur le capital et le levier de la plupart des banques lorsqu'elle sera publiée dans sa version définitive.

Réforme réglementaire au Royaume-Uni et en Europe

En mars 2016, certaines entités de RBC sont devenues assujetties au régime à l'intention des hauts dirigeants du Royaume-Uni qui impose à certains employés l'obligation prévue par la loi de prendre des mesures raisonnables afin de prévenir des violations de la réglementation dans leurs domaines de responsabilité. Un régime d'attestation s'applique aux employés qui jouent des rôles pouvant poser des préjudices importants. En outre, de nouvelles règles de conduite s'appliqueront aux employés visés à partir de mars 2017.

Divers articles du Règlement relatif à la transparence des opérations de financement sur titre sont entrés en vigueur en 2016, dont des dispositions sur la réutilisation des valeurs données en sûreté par des contreparties européennes. Une nouvelle obligation de divulgation des transactions pour les produits visés entrera en vigueur en 2018.

En vertu du Règlement sur les documents d'information clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, nous serons tenus de présenter aux investisseurs de détail des documents d'information prévus par la loi avant qu'ils fassent l'achat de produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, et de créer et de mettre à jour les documents pour les produits que nous créons. L'entrée en vigueur de ce règlement a été reportée à janvier 2018.

La directive MIF II et le règlement MIF entreront en vigueur en janvier 2018 et auront une incidence importante en matière de technologie et de procédure pour certaines entités de RBC exerçant des activités dans l'Union européenne. Les réformes donnent lieu à des changements en ce qui a trait à la transparence avant et après les activités de négociation, à la structure du marché, à la présentation des transactions et des négociations, à la négociation algorithmique et à la conduite des activités et s'appliqueront aux produits à revenu fixe et aux produits semblables à des titres de participation.

En vertu de la réglementation sur les indices de référence, en vigueur en janvier 2018, la présentation d'indices de référence deviendra une activité réglementée selon laquelle les fournisseurs d'indices devront obtenir une autorisation préalable et être supervisés à l'échelle nationale ainsi qu'à l'échelle de l'Union européenne. De plus, les administrateurs devront éviter les conflits d'intérêts, et les calculs des indices de référence, de même que les données sous-jacentes, devront être transparents.

La règle générale sur la protection des données entre en vigueur en mai 2018 et prévoit de nouvelles obligations qui s'appliqueront à l'échelle internationale à toutes les entités désignées comme étant contrôleur ou processeur de données sur des citoyens de l'Union européenne. Ces obligations comprennent des exigences relatives à la notification des violations, à la nomination d'un responsable de la protection des données compétent et expérimenté, à des règles plus strictes sur l'obtention du consentement visant le traitement des données et au renforcement des droits individuels.

Étant donné le résultat du référendum de juin 2016, le Royaume-Uni planifie son retrait de l'Union européenne. Le gouvernement du Royaume-Uni doit faire parvenir au Conseil européen un avis en bonne et due forme de son intention de se retirer de l'Union européenne, ce qui ouvrira une période de négociation de deux ans pendant laquelle les conditions du retrait du Royaume-Uni seront définies. Un projet de loi autorisant le gouvernement du Royaume-Uni à faire parvenir cet avis a été présenté au parlement en janvier 2017 et le processus législatif a été achevé en février, permettant ainsi au gouvernement du Royaume-Uni de lancer le retrait des négociations conformément à son intention énoncée. Le Royaume-Uni demeurera un État membre de l'Union européenne assujetti à toutes les lois de l'Union européenne jusqu'à l'aboutissement de ces négociations ou à la fin de la période de négociation.

Pour une analyse des facteurs de risque découlant de ces réformes et d'autres faits nouveaux en matière de réglementation qui pourraient se répercuter sur nos activités et nos résultats financiers, se reporter aux rubriques Gestion du risque – Risques principaux et risques émergents et Risque lié à l'environnement juridique et réglementaire de notre rapport annuel 2016, ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Gestion des fonds propres du présent rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2017.

Principaux événements de 2017

Vente des activités américaines de Moneris Solutions Corporation

Le 10 novembre 2016, notre coentreprise de traitement des opérations de paiement formée avec la Banque de Montréal, Moneris Solutions Corporation (Moneris), a conclu une convention d'achat-vente dans le but de vendre à Vantiv, Inc. ses activités américaines. La transaction a été conclue le 21 décembre 2016. Par conséquent, nous avons comptabilisé notre quote-part des bénéfices, qui se chiffrait à 212 millions de dollars (avant et après impôt), au poste Revenus autres que d'intérêt – Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées. Pour un complément d'information, voir la note 6 de nos états financiers résumés.

Rendement financier

Vue d'ensemble

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 3 027 millions de dollars, en hausse de 580 millions, ou 24 %, par rapport à un an plus tôt. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 1,97 \$, en hausse de 0,39 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est chiffré à 18,0 %, en hausse de 270 points de base par rapport à 15,3 % à l'exercice précédent. Notre ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'élevait à 11,0 %, en hausse de 110 points de base par rapport à un an plus tôt.

Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris au cours du trimestre considéré (qui est un élément précisé et décrit plus loin), le bénéfice net, qui s'est chiffré à 2 815 millions de dollars, s'est accru de 368 millions de dollars, ou 15 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, le bénéfice dilué par action de 1,83 \$ s'est hissé de 0,25 \$, tandis que le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 16,7 % a augmenté de 140 points de base. Nos résultats reflètent le bénéfice solide enregistré dans les secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Gestion de patrimoine, Marchés des Capitaux et Services aux investisseurs et de trésorerie.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru en raison de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris. Compte non tenu de cet élément précisé, le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a augmenté, grâce surtout à la solide performance au Canada, ce qui reflète la croissance de 6 % des volumes qui a été annulée en partie par la réduction des écarts de taux, l'augmentation des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont augmenté en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt résultant de la croissance des volumes, et de la hausse du bénéfice attribuable à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une hausse des produits tirés des opérations. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les résultats du secteur Marchés des Capitaux se sont accrus en raison essentiellement des résultats à la hausse dans les secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement, reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché plus favorables. L'augmentation tient également à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs.

Le bénéfice du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie a augmenté en raison surtout d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités, reflétant la volatilité des taux de change et des taux d'intérêt, et d'une amélioration des résultats tirés d'un élargissement des écarts de taux sur les dépôts des clients.

Les bénéfices tirés du secteur Assurances se sont accrus en raison surtout des résultats favorables en matière de sinistre essentiellement dans le secteur Assurances – International, facteur partiellement compensé par une diminution des bénéfices générés sur les nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni et l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile.

Pour plus de détails sur les résultats sectoriels et sur le ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, se reporter respectivement aux rubriques Résultats des secteurs d'exploitation et Gestion des fonds propres.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est établi à 3 027 millions de dollars, en hausse de 484 millions, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,97 \$, en hausse de 0,32 \$, et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,0 %, en hausse de 250 points de base. Notre ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires s'élevait à 11,0 %, en hausse de 20 points de base.

Exclusion faite de notre quote-part du profit de la vente effectuée au trimestre considéré dont il est fait mention plus loin, le bénéfice net de 2 815 millions de dollars a augmenté de 272 millions de dollars, ou 11 %, par rapport au trimestre précédent, le bénéfice dilué par action a augmenté de 0,18 \$ et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a progressé de 120 points de base. Nos résultats reflètent la hausse des bénéfices des secteurs Marchés des Capitaux, Services bancaires aux particuliers et aux entreprises, Services aux investisseurs et de trésorerie et Gestion de patrimoine, laquelle a été contrebalancée partiellement par la baisse des bénéfices du secteur Assurances.

Les bénéfices du secteur Marchés des Capitaux se sont accrus en raison essentiellement des résultats à la hausse dans le secteur Marchés mondiaux, reflétant des conditions de marché plus favorables, une diminution du taux d'imposition effectif et une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des résultats du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement, attribuable à une diminution des activités des clients, et par une augmentation de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs dans le secteur Marchés des Capitaux.

Le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru en raison de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris. Compte non tenu de cet élément précisé, le bénéfice du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises s'est accru, rendant ainsi surtout compte d'une croissance de 2 % des volumes, qui a été annulée en partie par la réduction des écarts de taux, la baisse des frais de commercialisation et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. La hausse des revenus tirés des services tarifés du fait surtout d'une hausse des revenus sur cartes a également contribué à cette augmentation.

Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont augmenté, en raison essentiellement d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités, une amélioration des résultats d'exécutions d'opérations de change et d'une baisse des frais liés au personnel.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine ont augmenté en raison surtout de la hausse des produits tirés des opérations, de l'accroissement du revenu net d'intérêt résultant de la croissance des volumes et d'une hausse des honoraires liés au rendement annuel. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Les résultats du secteur Assurances sont en baisse, étant donné qu'au trimestre précédent, des ajustements actuariels favorables rendant compte des mesures prises par la direction et de la révision des hypothèses et une hausse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni avaient été constatés.

Élément précisé

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, notre quote-part du profit de 212 millions de dollars (avant et après impôt) tiré de la vente des activités américaines de Moneris a influé sur nos résultats. Les résultats excluant cet élément précisé sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Incidence du change

Les fluctuations des taux de change influent sur nos résultats libellés en devises. Les revenus, la dotation à la provision pour pertes sur créances, les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, les frais autres que d'intérêt ainsi que le bénéfice net libellés en devises sont convertis au taux de change moyen pour la période.

Le tableau ci-après reflète l'incidence estimative du change sur les principaux éléments du compte de résultat :

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	T1 2017 par rapport au T1 2016	T1 2017 par rapport au T4 2016
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	(205)\$	(9)\$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(2)	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(45)	(3)
Frais autres que d'intérêt	(147)	(4)
Impôt sur le résultat	(7)	(1)
Bénéfice net	(4)	(1)
Incidence sur le bénéfice par action		
De base	– \$	– \$
Dilué	–	–

Le tableau ci-après présente les taux de change moyens pertinents qui influent sur nos activités :

(moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en devises) (1)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Dollar US	0,752	0,757	0,728
Livre sterling	0,603	0,592	0,496
Euro	0,707	0,680	0,677

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Revenu d'intérêt	6 459 \$	6 211 \$	6 056 \$
Frais d'intérêt	2 135	2 024	1 860
Revenu net d'intérêt	4 324 \$	4 187 \$	4 196 \$
Marge nette d'intérêt (selon la moyenne des actifs productifs)	1,73 %	1,70 %	1,71 %
Services de placement (1)	2 272 \$	2 197 \$	2 140 \$
Activité d'assurance (2)	497	824	1 159
Activités de négociation	263	119	90
Services bancaires (3)	1 257	1 268	1 092
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	468	509	374
Autres (4)	465	161	308
Revenus autres que d'intérêt	5 222 \$	5 078 \$	5 163 \$
Total des revenus	9 546 \$	9 265 \$	9 359 \$
Information supplémentaire			
Total des revenus tirés des activités de négociation			
Revenu net d'intérêt	669 \$	571 \$	638 \$
Revenus autres que d'intérêt	263	119	90
Total des revenus tirés des activités de négociation	932 \$	690 \$	728 \$

- (1) Comprend les commissions de courtage, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.
- (2) Comprend les primes d'assurance, les revenus de placement et les honoraires. Les revenus de placement reflètent la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance et sont compensés en grande partie dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.
- (3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les revenus sur cartes et les commissions de crédit.
- (4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, les profits nets (pertes nettes) sur les titres disponibles à la vente et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total des revenus a augmenté de 187 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à un an plus tôt. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris au cours du trimestre considéré, le total des revenus de 9 334 millions de dollars a reculé de 25 millions de dollars. L'incidence du change s'est traduite par une diminution de 205 millions de dollars du total des revenus pour ce trimestre.

Le revenu net d'intérêt a augmenté de 128 millions de dollars, ou 3 %, par suite surtout d'une croissance des volumes du secteur Services bancaires canadiens et Gestion de patrimoine, laquelle a été annulée en partie par une réduction des écarts de taux.

Les revenus tirés des services de placement ont augmenté de 132 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle tient à l'appréciation du capital et aux ventes nettes, de la hausse des revenus de transactions ainsi que de l'accroissement des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens, lequel est principalement attribuable à l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés du secteur Assurances ont diminué de 662 millions de dollars, ou 57 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et à la baisse des primes rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence de la restructuration de contrats et la nouvelle croissance des activités du secteur Assurances – International.

Les revenus tirés des activités de négociation inscrits dans les revenus autres que d'intérêt ont augmenté de 173 millions de dollars. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui comprend les revenus d'activités de négociation comptabilisés en revenu net d'intérêt et en revenus autres que d'intérêt, s'est établi à 932 millions de dollars. Ce total a grimpé de 204 millions de dollars, ou 28 %, en raison surtout de la hausse des revenus de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions, qui a été compensée en partie par la baisse des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation et de marchandises.

Les revenus tirés des services bancaires ont augmenté de 165 millions de dollars, ou 15 %, en raison essentiellement de l'augmentation des syndications de prêts essentiellement aux États-Unis, et de la variation de la juste valeur de certains titres disponibles à la vente qui sont libellés en dollars canadiens et qui ont été financés par des dépôts libellés en dollars américains, laquelle variation est compensée dans les Autres revenus. Une croissance des volumes de transaction ayant entraîné l'augmentation des revenus sur cartes a également contribué à la hausse.

Les commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils se sont accrues de 94 millions de dollars, rendant surtout compte de l'augmentation des activités d'origination de prêts en Amérique du Nord et des activités d'origination de titres de participation au Canada.

Les autres revenus ont augmenté de 157 millions de dollars, ou 51 %, par rapport à un an plus tôt, ce qui rend compte de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris au trimestre considéré. Ce facteur a été neutralisé en partie par la variation de la juste valeur de certains dérivés utilisés afin de couvrir la valeur économique des titres disponibles à la vente susmentionnés, ainsi que par la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondé sur des actions aux États-Unis, qui a été considérablement compensée dans les frais autres que d'intérêt.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total des revenus a grimpé de 281 millions de dollars, ou 3 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris au cours du trimestre considéré, le total des revenus a grimpé de 69 millions de dollars, ou 1 %, en raison essentiellement de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions, des revenus tirés des activités de négociation de titres de participation, surtout en Amérique du Nord, et de la variation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondé sur des actions aux États-Unis, qui a été compensée en grande partie dans les frais autres que d'intérêt du secteur Gestion de patrimoine. La croissance des volumes des Services bancaires canadiens et la hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont joué un rôle important dans cette augmentation. Ces facteurs ont été en partie atténués par la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les revenus excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Dotation à la provision pour pertes sur créances**Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 116 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des recouvrements dans le secteur Marchés des Capitaux et des baisses des dotations du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 22 points de base, en baisse de 9 points de base.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 64 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la baisse des dotations des secteurs Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Gestion de patrimoine, et des recouvrements du secteur Marchés des Capitaux.

Pour plus de détails sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance**Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016**

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 646 millions de dollars, ou 78 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les revenus, et à la baisse des coûts rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et de résultats favorables en matière de sinistre. Ces facteurs ont été neutralisés partiellement par une hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance attribuable à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les revenus.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 214 millions de dollars, ou 54 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, laquelle a été en grande partie compensée dans les revenus, et de la baisse des volumes d'activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance attribuable à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui a été amplement compensée dans les revenus. En outre, le trimestre précédent a bénéficié de l'incidence favorable des ajustements actuariels rendant compte des mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses ainsi que des nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Salaires	1 441 \$	1 466 \$	1 492 \$
Rémunération variable	1 215	1 158	1 074
Avantages du personnel et conservation du personnel	468	378	464
Rémunération fondée sur des actions	139	30	46
Ressources humaines	3 263 \$	3 032 \$	3 076 \$
Matériel	356	378	356
Frais d'occupation	399	406	393
Communications	221	278	203
Honoraires	255	312	240
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	252	257	234
Autres	469	535	458
Frais autres que d'intérêt	5 215 \$	5 198 \$	4 960 \$
Ratio d'efficience (1)	54,6 %	56,1 %	53,0 %

(1) Le ratio d'efficience représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 255 millions de dollars, ou 5 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats des secteurs Gestion de patrimoine et Marchés des Capitaux, à l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités, et à la fluctuation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été en grande partie compensées dans les revenus. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change de 147 millions de dollars, le recul des frais de restructuration liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité s'est établi à 54,6 %, en hausse de 160 points de base par rapport à 53,0 % un an plus tôt. Exclusion faite de notre quote-part du profit comptabilisé au trimestre considéré tiré de la vente des activités américaines de Moneris mentionnée plus haut, le ratio d'efficacité de 55,9 % a augmenté de 290 points de base, en grande partie en raison du recul des revenus de 518 millions de dollars attribuable à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui ont été en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, facteur atténué par le recul des frais de restructuration liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Les frais autres que d'intérêt sont restés sensiblement les mêmes alors que la hausse de la rémunération variable découlant de l'amélioration des résultats des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine, et l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités a été compensée dans une large mesure par la diminution des frais de commercialisation et des taxes sur le capital et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Notre ratio d'efficacité de 54,6 % a diminué de 150 points de base par rapport à 56,1 % au trimestre dernier. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente comptabilisé au trimestre considéré présenté plus haut, notre ratio d'efficacité a reculé de 20 points de base par rapport au dernier trimestre, essentiellement en raison de la diminution des frais de commercialisation et des taxes sur le capital et des avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité. Ces facteurs ont été annulés dans une large mesure par le recul des revenus de 309 millions de dollars attribuable à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui a été en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Le ratio d'efficacité excluant les éléments précisés sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Impôt sur le résultat

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Impôt sur le résultat	827 \$	769 \$	713 \$
Bénéfice avant impôt	3 854 \$	3 312 \$	3 160 \$
Taux d'imposition canadien prévu par la loi (1)	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Taux d'imposition moyen moins élevé applicable aux filiales	(3,5)%	(1,1)%	(1,5)%
Revenu tiré de valeurs mobilières exonéré d'impôt	(2,1)%	(2,1)%	(4,0)%
Modification du taux d'imposition	(0,2)%	(0,2)%	– %
Incidence d'une perte fiscale, d'un crédit d'impôt ou de différences temporaires non comptabilisés antérieurement	– %	(1,0)%	– %
Autres	0,8 %	1,1 %	1,6 %
Taux d'imposition effectif	21,5 %	23,2 %	22,6 %

(1) Taux d'imposition fédéral et provinciaux combinés prévus par la loi.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

La charge d'impôt a augmenté de 114 millions de dollars, ou 16 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif de 21,5 % a diminué de 110 points de base. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le taux d'impôt effectif de 22,7 % a grimpé de 10 points de base en raison de la diminution des revenus exonérés d'impôt tirés des titres, au trimestre écoulé, laquelle a été essentiellement neutralisée par un recul du bénéfice des filiales qui présentent des taux d'imposition plus élevés.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

La charge d'impôt a augmenté de 58 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôt. Le taux d'imposition effectif est passé de 23,2 % à 21,5 %, en baisse de 170 points de base. Compte non tenu de notre quote-part du profit susmentionné, le taux d'imposition effectif de 22,7 % a reculé de 50 points de base en raison surtout de la diminution du bénéfice des filiales qui présentent des taux d'imposition plus élevés.

Le taux d'impôt effectif excluant les éléments précisés ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Résultats des secteurs d'exploitation

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

La direction revoit périodiquement les principales méthodes et hypothèses utilisées aux fins de notre cadre d'information de gestion afin de s'assurer de leur validité, et celles-ci n'ont pratiquement pas changé depuis le 31 octobre 2016. Pour plus de détails sur l'attribution du capital, se reporter à la rubrique Gestion des fonds propres.

Pour plus de détails sur les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Mesures de rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de paramètres, dont le bénéfice net et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, tant sur une base consolidée que par secteur d'exploitation, à titre de mesure du rendement du total du capital investi dans nos secteurs. La direction considère la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires par secteur comme une mesure utile pour appuyer les prises de décisions relatives aux investissements et à l'attribution des ressources parce qu'elle permet d'effectuer des ajustements en fonction de certains éléments qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité entre nos secteurs d'exploitation et certains de nos concurrents. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2016.

Le tableau ci-après présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires :

	Pour les trimestres clos							le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
	le 31 janvier 2017								
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	1 567 \$	414 \$	132 \$	210 \$	640 \$	(23)\$	2 940 \$	2 458 \$	2 366 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1), (2)	19 350	13 400	1 550	3 300	19 100	7 950	64 650	63 100	61 450
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	32,1 %	12,2 %	33,7 %	25,1 %	13,3 %	n.s.	18,0 %	15,5 %	15,3 %

(1) Les chiffres ayant trait à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis.

(2) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont désignés à titre de capital attribué. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons accru notre taux d'attribution du capital en vue de mieux l'aligner sur les exigences accrues en matière de fonds propres réglementaires.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

n.s. non significatif

Mesures hors PCGR

Nous sommes d'avis que certaines mesures hors PCGR décrites ci-dessous sont plus représentatives de nos résultats d'exploitation courants et permettent aux lecteurs de mieux comprendre le point de vue de la direction à l'égard de notre performance. Ces mesures accroissent la comparabilité de notre rendement financier pour le trimestre clos 31 janvier 2017 par rapport aux résultats de la période correspondante de l'exercice précédent et du trimestre clos le 31 octobre 2016, et, en ce qui concerne le bénéfice économique, servent à évaluer l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires. Les mesures hors PCGR n'ont pas de définition normalisée en vertu des PCGR et ne sont pas nécessairement comparables à des mesures semblables présentées par d'autres institutions financières.

L'analyse qui suit décrit les mesures hors PCGR que nous utilisons pour évaluer nos résultats d'exploitation.

Bénéfice économique

Le bénéfice économique représente le bénéfice net à l'exclusion de l'incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles, moins une charge de capital liée à l'utilisation du capital attribué. Il permet d'évaluer le rendement généré par nos secteurs d'exploitation en sus de notre coût des capitaux propres, ce qui permet aux utilisateurs de l'information financière de connaître l'apport relatif à la valeur pour les actionnaires.

La charge de capital comprend une charge au titre des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des actions privilégiées. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons révisé notre coût des capitaux propres, le faisant passer de 9 % en 2016, à 8,5 %, surtout en raison de la baisse des taux d'intérêt à long terme.

Le tableau ci-après présente un sommaire de notre bénéfice économique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos							le 31 octobre	le 31 janvier
	le 31 janvier 2017							2016	2016
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net	1 592 \$	430 \$	134 \$	214 \$	662 \$	(5) \$	3 027 \$	2 543 \$	2 447 \$
Ajouter : participations ne donnant pas le contrôle	(3)	–	–	–	–	(9)	(12)	(10)	(21)
Incidence après impôt de l'amortissement des autres immobilisations incorporelles	3	49	–	4	–	–	56	53	56
Réduction de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette), montant ajusté	1 592 \$	479 \$	134 \$	218 \$	662 \$	(14) \$	3 071 \$	2 586 \$	2 482 \$
Moins : charge de capital	437	303	35	75	432	178	1 460	1 503	1 451
Bénéfice (perte) économique	1 155 \$	176 \$	99 \$	143 \$	230 \$	(192) \$	1 611 \$	1 083 \$	1 031 \$

Résultats excluant l'élément précisé

Nos résultats reflètent l'incidence de l'élément précisé suivant :

- Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de notre coentreprise de traitement des opérations de paiement Moneris Solutions Corporation (Moneris) à Vantiv, Inc., qui s'est élevée à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et qui a été comptabilisé dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Le tableau suivant présente les calculs de nos résultats et mesures par secteur consolidés excluant l'élément précisé pour le trimestre clos le 31 janvier 2017.

Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 janvier 2017		
	Données présentées	Élément exclu Profit lié à la vente de Moneris (2)	Données ajustées
Activités poursuivies			
Total des revenus	9 546 \$	(212) \$	9 334 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	294	–	294
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	–	183
Frais autres que d'intérêt	5 215	–	5 215
Bénéfice net avant impôt	3 854 \$	(212) \$	3 642 \$
Impôt sur le résultat	827	–	827
Bénéfice net	3 027 \$	(212) \$	2 815 \$
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 940 \$	(212) \$	2 728 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 484 262		1 484 262
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,98 \$	(0,14) \$	1,84 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 492 350		1 492 350
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,97 \$	(0,14) \$	1,83 \$
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	64 650 \$		64 650 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	18,0 %		16,7 %
Ratio d'efficience	54,6 %		55,9 %
Taux d'imposition effectif	21,5 %		22,7 %

(1) Nous n'avons comptabilisé aucun ajustement pour les trimestres clos le 31 janvier 2016 et le 31 octobre 2016.

(2) Tient compte du change.

(3) Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est fondé sur les soldes réels de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant leur arrondissement.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 janvier 2017		
	Données présentées	Élément exclu	
Profit lié à la vente de Moneris (2)		Données ajustées	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)			
Total des revenus	4 030 \$	(212)\$	3 818 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	249	–	249
Frais autres que d'intérêt	1 723	–	1 723
Bénéfice net avant impôt	2 058 \$	(212)\$	1 846 \$
Bénéfice net	1 592 \$	(212)\$	1 380 \$
Principaux soldes et autres informations			
Frais autres que d'intérêt	1 723 \$	– \$	1 723 \$
Total des revenus	4 030	(212)	3 818
Ratio d'efficacité	42,8 %		45,1 %
Taux de croissance des revenus	9,4 %		3,7 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	2,8 %		2,8 %
Lever d'exploitation	6,6 %		0,9 %

(1) Nous n'avons comptabilisé aucun ajustement pour les trimestres clos le 31 janvier 2016 et le 31 octobre 2016.

(2) Tient compte du change.

Services bancaires canadiens

	Pour le trimestre clos (1)		
	le 31 janvier 2017		
	Données présentées	Élément exclu	
Profit lié à la vente de Moneris (2)		Données ajustées	
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)			
Total des revenus	3 778 \$	(212)\$	3 566 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	250	–	250
Frais autres que d'intérêt	1 514	–	1 514
Bénéfice net avant impôt	2 014 \$	(212)\$	1 802 \$
Bénéfice net	1 546 \$	(212)\$	1 334 \$
Principaux soldes et autres informations			
Frais autres que d'intérêt	1 514 \$	– \$	1 514 \$
Total des revenus	3 778	(212)	3 566
Ratio d'efficacité	40,1 %		42,5 %
Taux de croissance des revenus	10,4 %		4,2 %
Taux de croissance des frais autres que d'intérêt	1,3 %		1,3 %
Lever d'exploitation	9,1 %		2,9 %

(1) Nous n'avons comptabilisé aucun ajustement pour les trimestres clos le 31 janvier 2016 et le 31 octobre 2016.

(2) Tient compte du change.

Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	2 649 \$	2 640 \$	2 572 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 381	1 144	1 111
Total des revenus	4 030	3 784	3 683
Dotation à la provision pour pertes sur créances	249	288	284
Frais autres que d'intérêt	1 723	1 780	1 676
Bénéfice avant impôt	2 058	1 716	1 723
Bénéfice net	1 592 \$	1 275 \$	1 290 \$
Revenus par secteur d'activité			
Services bancaires canadiens	3 778 \$	3 532 \$	3 422 \$
Services bancaires dans les Antilles et aux États-Unis	252	252	261
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	32,1 %	27,1 %	26,9 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,66 %	2,69 %	2,68 %
Ratio d'efficacité (2)	42,8 %	47,0 %	45,5 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	45,1 %	s.o.	s.o.
Levier d'exploitation	6,6 %	0,0 %	0,4 %
Levier d'exploitation ajusté (3)	0,9 %	s.o.	s.o.
Taux d'imposition effectif	22,6 %	25,7 %	25,1 %
Moyenne du total des actifs productifs	395 500 \$	391 000 \$	382 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations	394 600	390 000	380 300
Moyenne des dépôts	336 700	329 700	314 600
Biens administrés (4)	245 000	239 600	222 000
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,25 %	0,29 %	0,30 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt). Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,7 milliards et 8,4 milliards de dollars respectivement au 31 janvier 2017 (18,6 milliards et 9,6 milliards de dollars au 31 octobre 2016; 20,4 milliards et 9,7 milliards de dollars au 31 janvier 2016).

s.o. sans objet

Rendement financier

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 302 millions de dollars, ou 23 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net s'est accru de 90 millions de dollars, ou 7 %, rendant compte de la solide performance surtout attribuable à la croissance des volumes de 6 % au Canada qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 347 millions de dollars, ou 9 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris, dont il a déjà été question, le total des revenus a augmenté de 135 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus des Services bancaires canadiens ont augmenté de 356 millions de dollars, ou 10 %. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris, dont il a déjà été question, les revenus ont augmenté de 144 millions de dollars, ou 4 %, rendant surtout compte de la croissance des volumes de 6 %, qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, de la croissance des revenus tirés des services tarifés attribuable à la hausse des volumes de transactions donnant lieu à des frais de placement liés aux fonds communs de placement et de l'augmentation des revenus sur cartes.

Les revenus tirés des services bancaires aux Antilles et aux États-Unis ont reculé de 9 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à il y a un an, en raison surtout de l'incidence du change.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base, en raison surtout de la faiblesse soutenue des taux d'intérêt et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 35 millions de dollars par rapport à un an plus tôt, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 5 points de base, en raison des recouvrements et de la baisse de la dotation de notre portefeuille antillais et de notre portefeuille de prêts canadien. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 47 millions de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète en grande partie la hausse des coûts en raison de la croissance des activités au Canada, ainsi qu'une dépréciation liée aux propriétés détenues en vue de la vente et l'augmentation des coûts liés au personnel des Services bancaires dans les Antilles. Ces facteurs ont été compensés en partie par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité et par l'incidence du change.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 317 millions de dollars, ou 25 %, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris, dont il a déjà été question, le bénéfice net a grimpé de 105 millions de dollars, ou 8 %, reflétant principalement la croissance des volumes de 2 %, annulée en partie par une réduction des écarts de taux, une baisse des frais de commercialisation et une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. La hausse des revenus tirés des services tarifés a également contribué à cette augmentation.

Le total des revenus a augmenté de 246 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris, dont il a déjà été question, les revenus se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 1 %, ce qui s'explique surtout par une croissance des volumes de 2 % dans la plupart des secteurs, croissance qui a été annulée en partie par une diminution des écarts de taux, et une hausse saisonnière des volumes de transactions donnant lieu à un accroissement des revenus sur cartes.

La marge nette d'intérêt a reculé de 3 points de base, en raison surtout de la faiblesse soutenue des taux d'intérêt et des compressions des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 39 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 4 points de base, en raison principalement de la réduction des dotations liées à notre portefeuille de prêts au Canada, ainsi que des recouvrements et la baisse des dotations dans le portefeuille antillais. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 57 millions de dollars, ou 3 %, ce qui reflète en grande partie la diminution des frais de commercialisation et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficacité.

Les résultats excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Services bancaires canadiens

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	2 488 \$	2 471 \$	2 403 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 290	1 061	1 019
Total des revenus	3 778	3 532	3 422
Dotations à la provision pour pertes sur créances	250	276	266
Frais autres que d'intérêt	1 514	1 578	1 495
Bénéfice net avant impôt	2 014	1 678	1 661
Bénéfice net	1 546 \$	1 246 \$	1 231 \$
Revenus par secteur d'activité			
Services financiers aux particuliers	2 015 \$	1 997 \$	1 932 \$
Services financiers aux entreprises	820	811	792
Solutions cartes et paiements	943	724	698
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	37,8 %	32,5 %	31,8 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,61 %	2,63 %	2,62 %
Ratio d'efficacité (2)	40,1 %	44,7 %	43,7 %
Ratio d'efficacité ajusté (2), (3)	42,5 %	n.s.	n.s.
Taux d'imposition effectif	23,2 %	25,7 %	25,9 %
Levier d'exploitation	9,1 %	0,4 %	0,2 %
Levier d'exploitation ajusté (3)	2,9 %	s.o.	s.o.
Moyenne du total des actifs productifs	378 400 \$	374 300 \$	364 300 \$
Moyenne des prêts et acceptations	385 300	380 900	370 500
Moyenne des dépôts	318 400	311 400	295 500
Biens administrés (4)	236 700	231 400	211 900
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,26 %	0,29 %	0,29 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) Le ratio d'efficacité représente les frais autres que d'intérêt divisés par le total des revenus.

(3) Les mesures ont été ajustées en excluant notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt). Ces mesures sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(4) Les biens administrés représentent les soldes au comptant à la fin de la période et comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés de 18,7 milliards et 8,4 milliards de dollars, respectivement, au 31 janvier 2017 (18,6 milliards et 9,6 milliards de dollars au 31 octobre 2016; 20,4 milliards et 9,7 milliards de dollars au 31 janvier 2016).

Rendement financier

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 315 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt), le bénéfice net s'est accru de 103 millions, ou 8 %, reflétant essentiellement une croissance des volumes de 6 % qui a été neutralisée en partie par la réduction des écarts de taux, la forte croissance des revenus tirés des services tarifés et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 356 millions de dollars, ou 10 %, par rapport à un an plus tôt. Exclusion faite de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris, dont il a déjà été question, les revenus ont augmenté de 144 millions de dollars, ou 4 %.

Les revenus tirés des Services financiers aux particuliers ont augmenté de 83 millions de dollars, ou 4 %, résultat qui tient surtout à la hausse de 4 % des volumes, annulée en partie par la réduction des écarts de taux, et à l'accroissement des revenus tirés des services tarifés découlant principalement de la hausse des frais de placement liés aux fonds communs de placement.

Les revenus tirés des Services financiers aux entreprises se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 4 %, hausse qui tient surtout de la croissance des volumes de 9 %, annulée en partie par la réduction des écarts de taux, et de l'accroissement des revenus tirés des services tarifés.

Les revenus tirés des Solutions cartes et paiements se sont accrus de 245 millions de dollars, ou 35 %, en raison essentiellement du profit à la vente de 212 millions de dollars mentionné plus haut, et de l'augmentation des revenus sur cartes rendant compte de l'accroissement des volumes de transactions et des soldes de prêts.

La marge nette d'intérêt a affiché une baisse de 1 point de base, en raison de la faiblesse persistante des taux d'intérêt et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 16 millions de dollars, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances ayant reculé de 3 points de base, ce qui tient principalement à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Pour plus de détails, se reporter à la section de la rubrique Risque de crédit portant sur le rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 19 millions de dollars, ou 1 %, surtout en raison de la hausse des coûts attribuable à la croissance des activités, facteur qui a été atténué par les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 300 millions de dollars, ou 24 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris dont il a déjà été question, le bénéfice net s'est accru de 88 millions de dollars, ou 7 %, reflétant une croissance des volumes de 2 % annulée en partie par la réduction des écarts de taux, la hausse des revenus sur cartes, la diminution des frais de commercialisation et la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a augmenté de 246 millions de dollars, ou 7 %, par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu de notre quote-part du profit tiré de la vente de Moneris dont il a déjà été question, les revenus se sont accrus de 34 millions de dollars, ou 1 %, en raison surtout de la croissance des volumes de 2 %, annulée en partie par des réductions d'écarts de taux et de la hausse saisonnière des volumes de transactions donnant lieu à un accroissement des revenus sur cartes.

La marge nette d'intérêt a reculé de 2 points de base, en raison surtout de la faiblesse continue des taux d'intérêt et de la compression des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 26 millions de dollars, le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances ayant reculé de 3 points de base, ce qui tient principalement à la diminution des dotations liées à nos portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux, facteur neutralisé en partie par la hausse des radiations liées à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 64 millions de dollars, ou 4 %, ce qui reflète en grande partie la diminution des frais de commercialisation et les avantages que nous continuons de tirer de nos activités de gestion de l'efficience.

Les résultats excluant l'élément précisé dont il est fait mention ci-dessus sont des mesures hors PCGR. Pour de plus amples renseignements, y compris un rapprochement, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

Gestion de patrimoine

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres et les pourcentages et sauf indication contraire)			
Revenu net d'intérêt	541 \$	524 \$	469 \$
Revenus autres que d'intérêt			
Revenus tirés des services tarifés	1 351	1 331	1 270
Revenus tirés des transactions et autres revenus	539	432	348
Total des revenus	2 431	2 287	2 087
Dotation à la provision pour pertes sur créances	13	22	5
Frais autres que d'intérêt	1 855	1 736	1 678
Bénéfice avant impôt	563	529	404
Bénéfice net	430 \$	396 \$	303 \$
Revenus par secteur d'activité			
Gestion de patrimoine – Canada	698 \$	648 \$	595 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National)	1 170	1 081	940
Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US)	881	818	685
Gestion de patrimoine – International	96	102	113
Gestion mondiale d'actifs	467	456	439
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,2 %	11,6 %	8,9 %
Marge nette d'intérêt (1)	2,82 %	2,82 %	2,79 %
Marge avant impôt (2)	23,2 %	23,1 %	19,4 %
Nombre de conseillers (3)	4 797	4 780	4 648
Moyenne du total des actifs productifs	76 200 \$	73 800 \$	66 900 \$
Moyenne des prêts et acceptations	50 800	50 200	49 500
Moyenne des dépôts	95 100	91 300	83 100
Biens administrés (4), (5)	879 000	875 300	852 600
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (4)	395 000	394 200	389 500
– Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) (en millions de dollars US) (4)	303 500	293 900	278 100
Biens sous gestion (4)	578 600	580 700	556 000
Moyenne des biens administrés (5)	884 900	864 400	852 800
Moyenne des biens sous gestion	580 100	578 700	561 200

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)

Augmentation (diminution) :

	Pour les trimestres clos	
	T1 2017 par rapport au T1 2016	T1 2017 par rapport au T4 2016
Total des revenus	(67)\$	3 \$
Frais autres que d'intérêt	(60)	2
Bénéfice net	(4)	–
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	3 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	22 %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	4 %

(1) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne du total des actifs productifs.

(2) La marge avant impôt s'entend du bénéfice avant impôt, divisé par le total des revenus.

(3) Comprend les conseillers en placement et les conseillers financiers au sein de nos services de courtage traditionnel au Canada et aux États-Unis.

(4) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

(5) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Rendement financier

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 127 millions de dollars, ou 42 %, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt résultant de la croissance des volumes, et de la hausse du bénéfice attribuable à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et d'une hausse des produits tirés des opérations. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a augmenté de 344 millions de dollars, ou 16 %.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – Canada ont augmenté de 103 millions de dollars, ou 17 %, en raison surtout de la hausse des revenus de transaction et du bénéfice généré sur la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète les ventes nettes et une appréciation du capital.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) ont augmenté de 230 millions de dollars, ou 24 %. En dollars américains, les revenus se sont accrus de 196 millions de dollars, ou 29 %, en raison surtout des fluctuations de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, qui ont été compensées en grande partie dans les frais autres que d'intérêt, la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à la croissance des volumes, l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, ce qui reflète essentiellement l'appréciation du capital, et la croissance des revenus de transaction.

Les revenus du secteur Gestion de patrimoine – International ont régressé de 17 millions de dollars, ou 15 %, par suite surtout de la baisse de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients, essentiellement à cause du retrait de certaines activités internationales et de l'incidence du change.

Les revenus tirés de la Gestion mondiale d'actifs se sont accrus de 28 millions de dollars, ou 6 %, en raison principalement de la hausse des actifs sous gestion, reflétant l'appréciation du capital et les ventes nettes de nos activités canadiennes, et l'augmentation des honoraires liés au rendement annuel. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 8 millions de dollars, du fait surtout de la hausse des dotations à la provision liées au secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 177 millions de dollars, ou 11 %, résultat qui tient essentiellement à la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus, la fluctuation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, laquelle a été compensée en grande partie dans les revenus, et l'augmentation des coûts en raison de la croissance des activités. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence du change et la baisse des frais de restructuration liés à notre secteur Gestion de patrimoine – International.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net a progressé de 34 millions de dollars, ou 9 %, en raison surtout de la hausse des revenus de transaction, du revenu net d'intérêt attribuable à la croissance des volumes et des honoraires liés au rendement annuel. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts en raison de la croissance des activités.

Le total des revenus a grimpé de 144 millions de dollars, ou 6 %, hausse attribuable essentiellement aux fluctuations de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, facteur qui a été annulé en grande partie dans les frais autres que d'intérêts, la hausse des revenus de transaction, l'augmentation des honoraires liés au rendement annuel, et à la hausse du revenu net d'intérêt attribuable à la croissance des volumes.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a reculé de 9 millions de dollars, car celle du trimestre précédent comprenait une dotation à l'égard du secteur Gestion de patrimoine – International. La diminution tient également de la baisse des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis, y compris City National.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 119 millions de dollars, ou 7 %, résultat qui rend compte de la hausse des coûts en raison de la croissance des activités, de la fluctuation de la juste valeur de notre régime de rémunération fondée sur des actions aux États-Unis, ce qui a été compensé en grande partie dans les revenus, et de la hausse de la rémunération variable découlant de l'augmentation des revenus.

Assurances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Revenus autres que d'intérêt			
Primes acquises, montant net	749 \$	698 \$	876 \$
Revenu de placement (1)	(353)	(51)	162
Honoraires	101	176	121
Total des revenus	497	823	1 159
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance (1)	130	349	768
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	53	48	61
Frais autres que d'intérêt (2)	140	155	160
Bénéfice avant impôt	174	271	170
Bénéfice net	134 \$	228 \$	131 \$
Revenus par secteur d'activité			
Assurances – Canada	20 \$	295 \$	747 \$
Assurances – International	477	528	412
Principaux soldes et autres renseignements			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	33,7 %	54,3 %	32,4 %
Primes et dépôts (3)	1 003 \$	1 065 \$	1 214 \$
Variations de la juste valeur des placements garantissant les obligations au titre des polices d'assurance (1)	(481)	(172)	37

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains et en livres sterling (en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos	
	T1 2017 par rapport au T1 2016	T1 2017 par rapport au T4 2016
Augmentation (diminution) :		
Total des revenus	(44)\$	(4)\$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	(45)	(3)
Frais autres que d'intérêt	–	–
Bénéfice net	1	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	3 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	22 %	2 %

- Le revenu de placement peut être exposé à la volatilité découlant des fluctuations de la juste valeur des actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat, et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance.
- Les frais autres que d'intérêt pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 comprennent une dotation à la provision pour pertes sur créances de néant (1 million au 31 octobre 2016 et néant au 31 janvier 2016).
- Le poste Primes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur Assurances.

Rendement financier

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 3 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à l'an passé, en raison surtout des résultats favorables en matière de sinistre essentiellement dans le secteur Assurances – International, largement compensés par une diminution des bénéfices générés sur les nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni et l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile.

Le total des revenus a diminué de 662 millions de dollars, ou 57 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus tirés du secteur Assurances – Canada ont diminué de 727 millions de dollars, ou 97 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance de 561 millions de dollars, en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et la baisse des primes rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile.

Les revenus du secteur Assurances – International ont augmenté de 65 millions de dollars, ou 16 %, principalement en raison de l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés et de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui ont été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de la croissance des activités. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par l'incidence du change.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 646 millions de dollars, ou 78 %, résultat qui tient principalement à la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, en grande partie compensées dans les revenus, et à la baisse des coûts rendant compte de l'incidence de la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile et de résultats favorables en matière de sinistre. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance principalement en raison de l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, hausse qui a été amplement compensée par les revenus.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 20 millions de dollars, ou 13 %, résultat qui tient principalement à la vente de nos activités d'assurance habitation et automobile.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net a diminué de 94 millions de dollars, ou 41 %, étant donné que le dernier trimestre tenait compte d'ajustements techniques favorables reflétant les mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses, ainsi que des bénéfices supérieurs tirés des contrats de rente au Royaume-Uni.

Le total des revenus a reculé de 326 millions de dollars, ou 40 %, en raison essentiellement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, et de la baisse des volumes d'activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui ont été en grande partie compensés dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont diminué de 214 millions de dollars, ou 54 %, en raison principalement de la variation de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui est en grande partie compensée dans les revenus, et de la baisse des volumes d'activités. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une hausse des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance attribuable à l'incidence des contrats d'assurance-vie internationaux restructurés, qui ont été amplement compensés dans les revenus. En outre, le trimestre précédent tenait compte de l'incidence favorable des ajustements techniques rendant compte des mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses et des nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 15 millions de dollars, ou 10 %, en raison surtout du moment où ont été engagés les dépenses liées au projet et les frais de commercialisation.

Services aux investisseurs et de trésorerie

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Revenu net d'intérêt	237 \$	214 \$	226 \$
Revenus autres que d'intérêt	394	390	324
Total des revenus	631	604	550
Frais autres que d'intérêt (1)	350	376	361
Bénéfice net avant impôt	281	228	189
Bénéfice net	214 \$	174 \$	143 \$
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25,1 %	21,0 %	15,9 %
Moyenne des dépôts	128 500 \$	124 400 \$	151 700 \$
Dépôts des clients	52 500	50 900	53 600
Dépôts liés au financement de gros	76 000	73 500	98 100
Biens administrés (2)	3 797 000	3 929 400	3 807 300
Moyenne des biens administrés	3 774 100	3 886 900	3 864 300

Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Augmentation (diminution) :	Pour les trimestres clos	
	T1 2017 par rapport au T1 2016	T1 2017 par rapport au T4 2016
Total des revenus	(17)\$	(8) \$
Frais autres que d'intérêt	(15)	(6)
Bénéfice net	(1)	(1)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	3 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	22 %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	4 %

(1) Les frais autres que d'intérêt pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 comprennent une dotation à la provision pour pertes sur créances de néant ((3) millions au 31 octobre 2016 et néant au 31 janvier 2016).

(2) Représente les soldes au comptant à la fin de la période.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net a augmenté de 71 millions de dollars, ou 50 %, par suite surtout d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités rendant compte de la volatilité des taux de change et d'intérêt. Les résultats supérieurs découlant d'un élargissement des écarts de taux ont également contribué à la hausse.

Le total des revenus s'est accru de 81 millions de dollars, ou 15 %, principalement en raison d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités qui reflète la volatilité des taux d'intérêt et de change. L'accroissement des revenus résultant de l'augmentation des écarts de taux a également contribué à la hausse.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 11 millions de dollars, ou 3 %, en raison principalement de l'incidence du change.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net a grimpé de 40 millions de dollars, ou 23 %, surtout à cause d'une hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités, une amélioration des résultats d'exécutions d'opérations de change et d'une baisse des frais liés au personnel.

Le total des revenus s'est accru de 27 millions de dollars, ou 4 %, principalement en raison d'une hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités et d'une amélioration des résultats d'exécutions d'opérations de change, ce qui reflète la volatilité des marchés.

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 26 millions de dollars, ou 7 %, en raison surtout d'une baisse des frais liés au personnel et de l'incidence du change.

Marchés des Capitaux

	En date du et pour le trimestre clos le		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Revenu net d'intérêt (1)	947 \$	857 \$	1 062 \$
Revenus autres que d'intérêt (1)	1 124	1 036	918
Total des revenus (1)	2 071	1 893	1 980
Dotations à la provision pour pertes sur créances	32	51	120
Frais autres que d'intérêt	1 125	1 151	1 075
Bénéfice net avant impôt	914	691	785
Bénéfice net	662 \$	482 \$	570 \$
Revenus par secteur d'activité			
Grande entreprise et services de banque d'investissement	936 \$	976 \$	870 \$
Marchés mondiaux	1 194	978	1 110
Autres	(59)	(61)	–
Principales données moyennes figurant au bilan			
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	13,3 %	10,4 %	12,3 %
Moyenne du total de l'actif	493 600 \$	496 700 \$	518 800 \$
Moyenne des titres détenus à des fins de transaction	98 900	105 300	108 900
Moyenne des prêts et acceptations	83 800	85 500	89 700
Moyenne des dépôts	58 700	59 200	63 100
Dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et acceptations	0,15 %	0,24 %	0,53 %

	Pour les trimestres clos	
	T1 2017 par rapport au T1 2016	T1 2017 par rapport au T4 2016
Incidence estimative, sur les principaux postes du compte de résultat, de la conversion de montants libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros		
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et sauf indication contraire)		
<i>Augmentation (diminution) :</i>		
Total des revenus	(65)\$	1 \$
Frais autres que d'intérêt	(51)	1
Bénéfice net	(7)	1
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US	3 %	(1)%
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling	22 %	2 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros	4 %	4 %

(1) La majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 s'élève à 119 millions de dollars (115 millions au 31 octobre 2016; 151 millions au 31 janvier 2016). Une analyse plus détaillée est présente à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 92 millions de dollars, ou 16 %, en raison essentiellement des résultats à la hausse dans les secteurs Marchés mondiaux et Grande entreprise et services de banque d'investissement, reflétant l'accroissement des activités des clients et les conditions de marché plus favorables. L'augmentation tient également à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs.

Le total des revenus a augmenté de 91 millions de dollars, ou 5 %.

Les revenus tirés du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement ont augmenté de 66 millions de dollars, ou 8 %, en raison essentiellement de l'accroissement des activités de syndication de prêts surtout aux États-Unis, des activités d'origine de prêts essentiellement en Amérique du Nord et des activités d'origine de titres de participation, principalement au Canada. Ces facteurs ont été compensés en partie par l'incidence du change et la baisse des revenus tirés des prêts.

Les revenus de la division Marchés mondiaux ont augmenté de 84 millions de dollars, ou 8 %, principalement du fait de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et d'une hausse des activités d'origination de prêts principalement en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une diminution des revenus tirés de la négociation de titres de participation dans la plupart des régions, l'incidence du change et une diminution des revenus tirés des activités de négociation de marchandises surtout au Canada.

Les autres revenus ont diminué de 59 millions de dollars, par suite d'un recul des profits dans certains portefeuilles existants au cours du trimestre considéré.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 32 millions de dollars est en baisse de 88 millions de dollars, ou 73 %, en raison essentiellement de recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier, atténuée par une provision provenant d'un compte dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique Rendement au chapitre de la qualité du crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 50 millions de dollars, ou 5 %, par suite surtout de l'accroissement de la rémunération variable sur les résultats améliorés, ces facteurs étant atténués par l'écart de change.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est accru de 180 millions de dollars, ou 37 %, en raison essentiellement des résultats à la hausse dans les secteurs Marchés mondiaux, reflétant des conditions de marché plus favorables, une diminution du taux d'imposition effectif et une baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la baisse des résultats du secteur Grande entreprise et services de banque d'investissement attribuable à une diminution des activités des clients et à une hausse de la rémunération variable découlant de résultats supérieurs.

Le total des revenus a augmenté de 178 millions de dollars, ou 9 %, principalement du fait de l'augmentation des revenus tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe dans toutes les régions et d'une hausse des activités de négociation de titres de participation principalement en Amérique du Nord. Ces facteurs ont été atténués par le ralentissement des activités d'origination de prêts essentiellement aux États-Unis.

La dotation à la provision pour pertes sur créances de 32 millions de dollars est en baisse de 19 millions de dollars, ou 37 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement des reprises dans le secteur pétrolier et gazier, qui ont été annulées en partie par une provision provenant d'un compte dans le secteur de l'immobilier et un secteur connexe.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 26 millions de dollars, ou 2 %, par suite surtout d'une baisse des taxes sur le capital et une hausse des recouvrements sur litiges, lesquels ont été atténués par une augmentation de la rémunération variable attribuable aux résultats supérieurs.

Services de soutien généraux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Revenu net (perte nette) d'intérêt (1)	(50)\$	(48)\$	(133)\$
Revenus (pertes) autres que d'intérêt (1)	(64)	(78)	33
Total des revenus (1)	(114)	(126)	(100)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	–	(1)	1
Frais autres que d'intérêt	22	(2)	10
Bénéfice net (perte nette) avant impôt (1)	(136)	(123)	(111)
Charge (économie) d'impôt (1)	(131)	(111)	(121)
Bénéfice net (perte nette) (2)	(5)\$	(12)\$	10 \$

(1) Majoration au montant imposable équivalent.

(2) Le bénéfice net (perte nette) reflète le bénéfice attribuable aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour le trimestre prenant fin le 31 janvier 2017 s'établissait à 9 millions de dollars (9 millions au 31 octobre 2016; 19 millions au 31 janvier 2016).

En raison de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés pour ce secteur, nous estimons qu'une analyse comparative de la période n'est pas utile. Les renseignements qui suivent portent sur les éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Le total des revenus et la charge (l'économie) d'impôt de chaque période comptabilisés dans le secteur Services de soutien généraux tiennent compte de la déduction des ajustements liés à la majoration au montant imposable équivalent des revenus provenant des dividendes imposables de sociétés canadiennes et provenant des crédits d'impôt à l'investissement des États-Unis, qui est comptabilisée dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant porté en déduction du total des revenus a été compensé par une augmentation équivalente de la charge (l'économie) d'impôt.

Le montant de la majoration au montant imposable équivalent pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 s'est établi à 119 millions de dollars, contre 115 millions au trimestre précédent et 151 millions il y a un an. Une analyse plus détaillée est présentée à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2016.

Outre l'incidence de la majoration au montant imposable équivalent dont il est fait mention ci-dessus, les renseignements qui suivent portent sur les autres éléments significatifs qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

Premier trimestre de 2017

La perte nette s'est élevée à 5 millions de dollars.

Quatrième trimestre de 2016

La perte nette s'est élevée à 12 millions de dollars, résultat qui reflète essentiellement des ajustements fiscaux nets défavorables, qui ont été partiellement neutralisés par les mesures de gestion de l'actif et du passif.

Premier trimestre de 2016

Le bénéfice net de 10 millions de dollars résulte principalement des activités de gestion des actifs et passifs.

Résultats par secteur géographique ⁽¹⁾

Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les catégories suivantes : Canada, États-Unis et Autres pays. Les transactions sont essentiellement comptabilisées selon l'emplacement qui reflète le mieux les risques liés à la dégradation de la conjoncture économique ainsi que les perspectives de croissance liées à l'amélioration de cette conjoncture. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats financiers par secteur géographique :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos											
	le 31 janvier 2017				le 31 octobre 2016				le 31 janvier 2016 ⁽²⁾			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	5 554 \$	2 259 \$	1 733 \$	9 546 \$	5 431 \$	2 174 \$	1 660 \$	9 265 \$	5 767 \$	1 999 \$	1 593 \$	9 359 \$
Bénéfice net	2 232 \$	363 \$	432 \$	3 027 \$	1 873 \$	369 \$	301 \$	2 543 \$	1 788 \$	358 \$	301 \$	2 447 \$

(1) Pour plus de détails, se reporter à la note 30 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

(2) Les montants ont été révisés par rapport à ceux présentés précédemment.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 444 millions de dollars, ou 25 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt) et de la solide performance des Services bancaires canadiens en raison de la croissance de 6 % des volumes et de l'augmentation des revenus tirés des services tarifés. L'augmentation est aussi attribuable à la hausse des revenus de transaction et à la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital et des ventes nettes dans le secteur Gestion de patrimoine, à la réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens ainsi qu'à la croissance des activités de montage de titres de participation et de prêts dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés à la croissance des activités.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 5 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse du revenu net d'intérêt découlant de la croissance des volumes, de l'augmentation de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients découlant de l'appréciation du capital, et des revenus de transactions accrus dans le secteur Gestion de patrimoine, ainsi que de l'accroissement des activités de montage de titres de participation et de prêts dans le secteur Marchés des Capitaux. Ces facteurs ont été compensés en grande partie par la réduction des revenus tirés de prêts et des résultats des activités de négociation de titres de participation dans le secteur Marchés des Capitaux, la hausse de la rémunération variable dans les secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine du fait de l'amélioration des résultats, de l'augmentation des coûts liés à la croissance des activités du secteur Gestion de patrimoine et de l'incidence du change.

Le bénéfice net des autres pays a progressé de 131 millions de dollars, ou 44 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des résultats des activités de négociation de titres à revenu fixe du secteur Marchés des Capitaux, la hausse des revenus tirés des activités de financement et de gestion de liquidités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie découlant de la volatilité des taux d'intérêt et de change, les antécédents favorables en matière de sinistres du secteur Assurances et la diminution des frais de restructuration du secteur Gestion de patrimoine – Internationale. Ces facteurs ont été compensés en partie par la réduction du bénéfice tiré de nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni pour le secteur Assurances.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le bénéfice net au Canada a progressé de 359 millions de dollars, ou 19 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout de notre quote-part du profit indiqué ci-dessus, des revenus à la hausse tirés des activités de négociation des titres à revenu fixe et de titres de participation du secteur Marchés des Capitaux, reflétant l'amélioration des conditions du marché, l'augmentation des revenus de transaction et des honoraires annuels liés au rendement du secteur Gestion de patrimoine, et de la croissance des volumes dans les Services bancaires aux particuliers et aux entreprises. La réduction de la dotation à la provision pour pertes sur créances des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a également contribué à la hausse. Le trimestre précédent comprenait également des ajustements favorables des provisions techniques, lesquelles reflétaient les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses dans le secteur Assurances.

Le bénéfice net aux États-Unis a diminué de 6 millions de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la diminution des activités de montage de prêts et de la réduction des revenus tirés des prêts du secteur Marchés des Capitaux, ainsi que de la hausse des coûts liés à la croissance des activités du secteur Gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une augmentation des résultats des activités de négociation de titres à revenu fixe et des titres de participation et par la hausse des revenus de transaction et du revenu net d'intérêt dans le secteur Gestion de patrimoine.

Le bénéfice net des autres pays a progressé de 131 millions de dollars, ou 44 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des résultats des activités de négociation de titres à revenu fixe, la diminution des frais de personnel et la hausse du bénéfice tiré des activités de financement et de gestion de liquidités du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie qui découle de la volatilité du marché. L'augmentation tient également à l'incidence de la conversion des devises et à la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires dans les Antilles. En outre, le trimestre précédent tenait compte d'ajustements actuariels favorables rendant compte des mesures prises par la direction et des révisions d'hypothèses et de la hausse du bénéfice tiré des nouveaux contrats de rente au Royaume-Uni dans le secteur Assurances.

Analyse des résultats trimestriels et des tendances

Nos résultats trimestriels subissent l'action de tendances et de facteurs récurrents divers, qui comprennent le caractère saisonnier de certaines activités, la conjoncture générale et les conditions du marché, de même que les fluctuations du taux de change du dollar canadien par rapport aux devises. Le tableau ci-après présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres (la période) :

Résultats trimestriels ⁽¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)	2017	2016				2015		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Revenu net d'intérêt	4 324 \$	4 187 \$	4 123 \$	4 025 \$	4 196 \$	3 800 \$	3 783 \$	3 557 \$
Revenus autres que d'intérêt	5 222	5 078	6 132	5 501	5 163	4 219	5 045	5 273
Total des revenus	9 546 \$	9 265 \$	10 255 \$	9 526 \$	9 359 \$	8 019 \$	8 828 \$	8 830 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	294	358	318	460	410	275	270	282
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	397	1 210	988	829	292	656	493
Frais autres que d'intérêt	5 215	5 198	5 091	4 887	4 960	4 647	4 635	4 736
Bénéfice net avant impôt	3 854 \$	3 312 \$	3 636 \$	3 191 \$	3 160 \$	2 805 \$	3 267 \$	3 319 \$
Impôt sur le résultat	827	769	741	618	713	212	792	817
Bénéfice net	3 027 \$	2 543 \$	2 895 \$	2 573 \$	2 447 \$	2 593 \$	2 475 \$	2 502 \$
Bénéfice par action – de base	1,98 \$	1,66 \$	1,88 \$	1,67 \$	1,59 \$	1,74 \$	1,66 \$	1,68 \$
– dilué	1,97	1,65	1,88	1,66	1,58	1,74	1,66	1,68
Bénéfice net (perte nette) par secteur								
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 592 \$	1 275 \$	1 322 \$	1 297 \$	1 290 \$	1 270 \$	1 281 \$	1 200 \$
Gestion de patrimoine	430	396	388	386	303	255	285	271
Assurances	134	228	364	177	131	225	173	123
Services aux investisseurs et de trésorerie	214	174	157	139	143	88	167	159
Marchés des Capitaux	662	482	635	583	570	555	545	625
Services de soutien généraux	(5)	(12)	29	(9)	10	200	24	124
Bénéfice net	3 027 \$	2 543 \$	2 895 \$	2 573 \$	2 447 \$	2 593 \$	2 475 \$	2 502 \$
Taux d'imposition effectif	21,5 %	23,2 %	20,4 %	19,4 %	22,6 %	7,6 %	24,2 %	24,6 %
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars US pour la période	0,752 \$	0,757 \$	0,768 \$	0,768 \$	0,728 \$	0,758 \$	0,789 \$	0,806 \$

(1) Les fluctuations du dollar canadien par rapport aux devises ont eu une incidence sur nos résultats consolidés pour la période.

Fluctuations saisonnières

Des facteurs saisonniers pourraient se répercuter sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre a été historiquement celui au cours duquel le secteur Marchés des Capitaux a affiché ses meilleurs résultats. Le deuxième trimestre compte quelques jours de moins que les autres trimestres, ce qui donne généralement lieu à une diminution du revenu net d'intérêt et de certains éléments de charges. Les troisième et quatrième trimestres comprennent les mois estivaux au cours desquels les activités sur les marchés ralentissent, ce qui peut faire baisser les résultats liés à nos activités sur les marchés financiers ainsi qu'à nos activités de courtage et de gestion de placements.

Éléments précisés s'étant répercutés sur nos résultats consolidés

- Pour le premier trimestre de 2017, nos résultats tiennent compte de notre quote-part du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris de 212 millions de dollars (avant et après impôt).
- Pour le troisième trimestre de 2016, nos résultats tiennent compte d'un profit de 287 millions de dollars (235 millions de dollars après impôt) lié à la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC à Aviva Canada Inc.
- Pour le deuxième trimestre de 2015, nos résultats tiennent compte d'un profit de 108 millions de dollars (avant et après impôt) lié à la liquidation d'une filiale américaine ayant donné lieu à la reprise d'un écart de change comptabilisé précédemment dans les autres composantes des capitaux propres.

Analyse des tendances

D'une manière générale, l'économie canadienne a progressé au cours de la période, enregistrant une croissance pour l'année civile 2016 grâce aux dépenses élevées des consommateurs et à une forte activité sur le marché de l'habitation, reflet de la faiblesse des taux d'intérêt et de la résilience du marché de l'emploi. Toutefois, la situation s'est aggravée en raison des feux de forêt en Alberta qui ont occasionné un arrêt temporaire de la production de pétrole dans la région en mai 2016. L'économie américaine a aussi connu une expansion durant la période, stimulée par des dépenses de consommation importantes, signes d'une forte croissance de l'emploi et d'une hausse des salaires qui ont continué à renforcer la confiance des consommateurs, et par les investissements importants des entreprises et du secteur résidentiel. Le secteur Marchés mondiaux a été stimulé du fait de la stabilisation des prix du pétrole au second semestre de 2016, des progrès économiques notables réalisés en Chine et aux États-Unis, ainsi que de l'incidence sur le marché du programme axé sur la croissance de la nouvelle administration des États-Unis. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives.

Les bénéfices ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, alors qu'ils avaient été relativement stables en 2015. Ils ont été portés par la croissance des volumes des Services bancaires canadiens, compensée en partie par le rétrécissement

des écarts de taux. La hausse des revenus tirés des services tarifés au sein des Services bancaires canadiens, ainsi que la hausse du bénéfice découlant de la croissance de la moyenne des actifs liés aux services tarifés des clients reflétant la forte appréciation du capital et les ventes nettes élevées du secteur Gestion de patrimoine en raison de l'amélioration de la conjoncture sont autant de facteurs qui ont contribué à la croissance des bénéfices au cours de la période. Les résultats de l'entreprise acquise City National sont pris en compte dans le secteur Gestion de patrimoine depuis le premier trimestre de 2016 et ont affiché une tendance haussière depuis l'acquisition. Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont restés relativement stables au cours de la période, ayant subi une baisse au quatrième trimestre de 2016 surtout en raison d'une diminution des revenus tirés des activités de négociation, principalement aux États-Unis et en Europe, et d'une réduction des activités d'origination de titres de participation au Canada. Le profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC a eu une incidence sur les résultats de notre secteur Assurances pour le troisième trimestre de 2016. Les résultats du secteur Services aux investisseurs et de trésorerie ont été relativement stables au cours de la période, profitant d'un mois supplémentaire de bénéfices au troisième trimestre de 2015 et de la hausse des bénéfices tirés des activités de financement et de gestion de liquidités au quatrième trimestre de 2016 et au premier trimestre de 2017.

Dans l'ensemble, les revenus ont augmenté au cours de la période, reflétant la forte croissance des volumes et des revenus tirés des services tarifés dans le secteur Services bancaires canadiens. Le premier trimestre de 2017 a bénéficié du profit tiré de la vente des activités américaines de Moneris, tel qu'il a été indiqué précédemment. Les produits tirés de la Gestion de patrimoine ont, de façon générale, été à la hausse, principalement en raison de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'intégration de City National depuis le premier trimestre de 2016. Le revenu net d'intérêt a été à la hausse au cours de la période, en raison principalement de la solide croissance des volumes au sein de l'ensemble des Services bancaires canadiens et de l'intégration de City National. Le total des revenus tirés des activités de négociation, qui se compose des revenus tirés des activités de négociation comptabilisés dans le revenu net d'intérêt et dans les revenus autres que d'intérêt, a en général affiché une tendance haussière, reflète de la stabilisation des écarts de taux depuis le premier trimestre de 2016, ce qui a donné lieu à des revenus à la hausse tirés des activités de négociation de titres à revenu fixe au cours de la période. L'incidence du change, traduisant la dépréciation du dollar canadien en général, a aussi contribué à l'augmentation des revenus en 2016. Les revenus du secteur Assurances ont surtout subi les effets des variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance et qui ont profité du profit tiré de la vente de la Compagnie d'assurance générale RBC, tel qu'il est mentionné plus haut.

La qualité du crédit de nos portefeuilles est demeurée stable en général durant la période, une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances ayant été comptabilisée en 2016 à l'égard des secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens, surtout à cause de la faiblesse soutenue du cours du pétrole. La dotation à la provision pour pertes sur créances au premier trimestre de 2017 a été en baisse du fait notamment des recouvrements dans nos portefeuilles Marchés des Capitaux et Services bancaires dans les Antilles.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont subi des fluctuations trimestrielles, qui reflètent les variations de la juste valeur des placements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurance, qui sont en grande partie compensées dans les revenus. Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont aussi augmenté en raison de la croissance des activités et ont été touchés par les ajustements apportés aux provisions techniques et par les coûts liés aux sinistres au cours de la période.

Même si nous continuons de porter une attention soutenue à nos activités de gestion de l'efficacité, les frais autres que d'intérêt ont, de façon générale, été à la hausse au cours de la période, principalement en raison de la croissance des activités et de l'intégration de City National depuis le premier trimestre de 2016. Au cours de la période, les frais autres que d'intérêt ont aussi augmenté à cause des coûts de conformité et des dépenses liées aux technologies. L'incidence du change a également contribué à la hausse en 2016.

Notre taux d'imposition effectif a fluctué au cours de la période, reflétant principalement une proportion variable des bénéfices déclarés dans des territoires où les taux d'imposition sont différents, ainsi que des bénéfices variables provenant de sources présentant des avantages fiscaux, soit principalement les dividendes imposables de sociétés canadiennes. Notre taux d'imposition effectif a de façon générale été touché par la hausse du bénéfice avant impôt de la période, par l'augmentation des bénéfices dans les territoires où le taux d'imposition est plus élevé et par des ajustements fiscaux nets favorables.

Situation financière

Bilans résumés

Le tableau ci-après illustre notre bilan résumé :

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Actif ⁽¹⁾			
Trésorerie et montants à recevoir de banques	25 363 \$	14 929 \$	17 050 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	22 380	27 851	24 636
Valeurs mobilières	224 827	236 093	233 711
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	197 285	186 302	196 295
Prêts			
Prêts de détail	370 161	369 470	360 763
Prêts de gros	154 088	154 369	157 592
Provision pour pertes sur prêts	(2 239)	(2 235)	(2 169)
Actifs nets des fonds distincts	1 021	981	839
Autres – Dérivés	97 419	118 944	132 560
– Autres	71 461	73 554	79 075
Total de l'actif	1 161 766 \$	1 180 258 \$	1 200 352 \$
Passif ⁽¹⁾			
Dépôts	757 512 \$	757 589 \$	769 568 \$
Passif au titre des fonds distincts	1 021	981	839
Autres – Dérivés	95 646	116 550	132 023
– Autres	225 949	223 764	218 180
Débtentures subordonnées	9 487	9 762	9 854
Total du passif	1 089 615	1 108 646	1 130 464
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	71 566	71 017	69 315
Participations ne donnant pas le contrôle	585	595	573
Total des capitaux propres	72 151	71 612	69 888
Total du passif et des capitaux propres	1 161 766 \$	1 180 258 \$	1 200 352 \$

(1) Les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total de l'actif a fléchi de 39 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport à un an plus tôt. L'écart de change a réduit le total de l'actif de 44 milliards de dollars.

La trésorerie et les montants à recevoir de banques ont affiché une hausse de 8 milliards de dollars, en raison de notre gestion du risque de liquidité et de financement.

Les dépôts productifs d'intérêts auprès de banques ont diminué de 2 milliards de dollars, résultat qui reflète principalement l'incidence du change.

Les valeurs mobilières ont diminué de 9 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à un an auparavant, une baisse attribuable à la réduction des positions liées aux activités de négociation de titres de participations et à l'incidence du change, facteurs qui ont été annulés en partie par la hausse des titres d'emprunt de sociétés et d'État rendant compte de nos activités.

Les actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont progressé de 1 milliard de dollars, ou 1 %, résultat qui tient essentiellement à l'accroissement des activités des clients et des entreprises, facteur qui a été en grande partie annulé par l'incidence du change.

Les prêts ont augmenté de 6 milliards de dollars, ou 1 %, en raison principalement de la croissance soutenue des volumes respectifs de prêts hypothécaires résidentiels au Canada par suite de l'accroissement des activités des clients et de la hausse des prêts de gros attribuable à la croissance des activités, facteurs ayant été annulés partiellement par l'incidence du change.

Les actifs dérivés ont baissé de 35 milliards de dollars, ou 27 %, résultat qui tient essentiellement à la réduction de la juste valeur des contrats de change et swaps de taux d'intérêt et à l'incidence du change. Ces facteurs ont été atténués par une compensation financière plus faible.

Les autres actifs ont diminué de 8 milliards de dollars, ou 10 %, résultat qui reflète en grande partie l'incidence de la conversion des devises et la baisse des exigences relatives aux garanties en espèces.

Le total du passif a reculé de 41 milliards, ou 4 %, par rapport à un an plus tôt. L'écart de change a fait baisser le total du passif de 44 milliards de dollars.

Les dépôts ont diminué de 12 milliards de dollars, ou 2 %, en raison essentiellement de la baisse des émissions de billets à terme fixe attribuable aux exigences en matière de financement ainsi qu'à l'incidence du change. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des dépôts des entreprises et des dépôts de détail, reflétant essentiellement la demande accrue des clients.

Les passifs dérivés ont baissé de 36 milliards de dollars, ou 28 %, résultat qui tient essentiellement à la baisse de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, et à l'incidence du change.

Les autres passifs ont augmenté de 8 milliards de dollars, ou 4 %, ce qui reflète surtout l'incidence du change et la diminution des obligations liées aux titres vendus à découvert, facteurs annulés en partie par une augmentation des conventions de rachat tenant en grande partie à l'accroissement des activités des entreprises.

Le total des capitaux propres a augmenté de 2 milliards de dollars, ou 3 %, résultat qui reflète principalement le bénéfice, déduction faite des dividendes.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total de l'actif a diminué de 18 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'incidence du change de 21 milliards de dollars, et d'une réduction des positions liées aux activités de négociation de titres de participation pour soutenir les activités des entreprises. La baisse des actifs dérivés surtout attribuable à la réduction de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change, contrebalancée en partie par la diminution de la compensation financière, a également contribué à la diminution du total de l'actif. Ces facteurs ont été atténués en grande partie par la hausse des actifs achetés en vertu de conventions de revente du fait d'une intensification des activités des clients, par l'augmentation de la trésorerie et des montants à recevoir de banques, attribuable à notre gestion du risque de financement et de liquidité, et par la hausse des titres de créance de l'État.

Le total du passif a reculé de 19 milliards de dollars, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui tient essentiellement de l'incidence du change de 21 milliards de dollars, d'une diminution des passifs dérivés attribuable aux facteurs susmentionnés, et de la diminution des engagements afférents à des titres vendus à découvert. Ces facteurs ont été surtout neutralisés par l'accroissement des conventions de rachat tenant en grande partie à l'accroissement des activités des clients et des entreprises, et par l'augmentation des dépôts qui reflète en grande partie la croissance des dépôts de détail et d'entreprises découlant de l'augmentation de la demande des clients.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières qui, aux fins comptables, ne sont pas inscrites dans nos bilans consolidés. Les transactions hors bilan sont généralement effectuées aux fins de gestion des risques, du capital et du financement, à la fois pour notre propre compte et pour celui des clients. Il peut s'agir en l'occurrence de transactions avec des entités structurées et de l'émission de garanties. Ces transactions donnent lieu à des risques divers tels que les risques de marché et de crédit et le risque de liquidité et de financement, à l'égard desquels une analyse est présentée à la rubrique Gestion du risque. Une analyse plus détaillée de ces types d'arrangements est présentée aux pages 50 à 53 de notre rapport annuel 2016.

Nous avons recours à des entités structurées pour titriser nos actifs financiers ainsi que pour aider nos clients à titriser leurs actifs financiers. Ces entités ne sont pas des entités en exploitation et n'ont généralement aucun effectif; elles peuvent être inscrites ou non à nos bilans consolidés.

Nous nous livrons également, dans le cours normal des activités, à diverses transactions financières qui pourraient être admissibles à la décomptabilisation. Nous appliquons les règles de décomptabilisation pour déterminer si nous avons effectivement transféré la quasi-totalité des risques et avantages ou du contrôle inhérents aux actifs financiers à un tiers. Si la transaction satisfait à des critères précis, elle pourrait faire l'objet d'une décomptabilisation complète ou partielle dans nos bilans consolidés.

Titrisation de nos actifs financiers

Nous procédons périodiquement à la titrisation de nos créances sur cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux, ainsi que de certificats de participation liés à des obligations, principalement afin de diversifier nos sources de financement, d'améliorer notre position de liquidité et aux fins du capital. Nous titrisons également des prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation.

La majorité de nos activités de titrisation sont comptabilisées dans nos bilans consolidés. Nous titrisons nos créances sur cartes de crédit par l'entremise d'une entité structurée consolidée, sur une base renouvelable. Nous titrisons des prêts hypothécaires résidentiels grevant des maisons individuelles et des immeubles d'habitation dans le cadre du Programme des titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (Programme des titres hypothécaires LNH), qui ne sont pas décomptabilisés de nos bilans consolidés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 6 et 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

Les prêts hypothécaires commerciaux titrisés sont décomptabilisés dans nos bilans consolidés, car nous avons transféré la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la détention des actifs titrisés. Au cours du trimestre écoulé, nous n'avons titrisé aucun prêt hypothécaire commercial (299 millions de dollars au 31 octobre 2016, néant au 31 janvier 2016). Les liens que nous avons conservés avec les actifs transférés se limitent à la prestation de services de gestion pour certains prêts hypothécaires commerciaux sous-jacents vendus. Au 31 janvier 2017, l'encours des prêts hypothécaires commerciaux titrisés pour lesquels nous continuons d'assurer les services de gestion, se montait à 1,2 milliard de dollars (1,3 milliard au 31 octobre 2016, 1 milliard au 31 janvier 2016).

Participations dans des entités structurées non consolidées

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses transactions financières par l'entremise d'entités structurées, afin de soutenir les besoins de nos clients en matière de financement et d'investissement. Nous procédons notamment à la titrisation des actifs financiers de nos clients, et nous créons des produits de placement et d'autres types de financement structuré.

Nous pouvons avoir recours à des mesures d'atténuation du risque de crédit telles que des garanties offertes par des tiers, des swaps sur défaillance et des biens affectés en garantie, qui nous permettent d'atténuer les risques assumés dans le cadre des transactions de titrisation et de retitrisation. Le processus mis en œuvre pour surveiller la qualité du crédit liée à nos transactions de titrisation et retitrisation nécessite, notamment, l'examen du rendement des actifs sous-jacents. Nous confirmons nos notations chaque trimestre, et confirmons officiellement ou attribuons une nouvelle notation au moins une fois par an. Pour plus de détails sur nos activités de gestion du risque, se reporter à la rubrique Gestion du risque.

Nous fournissons ci-après une description de nos activités liées à certaines entités structurées non consolidées importantes. Pour une analyse complète de nos participations dans des entités structurées consolidées et non consolidées, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés audités de l'exercice 2016.

Conduits multicédants gérés par RBC

Nous administrons des conduits multicédants qui servent principalement à titriser des actifs financiers de nos clients. Au 31 janvier 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces conduits se chiffrait à 39,7 milliards de dollars (39,5 milliards au 31 octobre 2016; 42,3 milliards au 31 janvier 2016), et il avait trait principalement aux facilités de garantie de liquidités et de rehaussements de crédit partiels fournies à ces conduits.

Au 31 janvier 2017, la valeur nominale des facilités de garantie de liquidités que nous fournissons se chiffrait à 39,7 milliards de dollars (39,5 milliards au 31 octobre 2016; 42,3 milliards au 31 janvier 2016) et la valeur nominale des facilités de rehaussement de crédit partiel que nous fournissons se chiffrait à 2,3 milliards de dollars (2,2 milliards au 31 octobre 2016; 3 milliards au 31 janvier 2016). Les fluctuations reflètent l'accélération et le ralentissement des activités de titrisation.

Le total des prêts consentis aux conduits multicédants en vertu des facilités de garantie de liquidités s'établissait à 379 millions de dollars, en baisse de 354 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 434 millions par rapport à il y a un an en raison surtout des remboursements de capital et de l'incidence du change. Au 31 janvier 2017, le total de l'actif des conduits multicédants s'élevait à 38,9 milliards de dollars (38,7 milliards au 31 octobre 2016; 41,5 milliards au 31 janvier 2016). La hausse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement des augmentations des cartes de crédit, du financement des stocks des concessionnaires et des créances clients, qui ont été compensées par des baisses des titres adossés à des actifs et des prêts aux étudiants. Le recul par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement des diminutions des prêts aux étudiants, du financement au secteur des transports, des titres adossés à des actifs et des créances au titre du matériel.

Au 31 janvier 2017, le total du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) émis par des conduits s'élevait à 25,8 milliards de dollars (24,7 milliards au 31 octobre 2016; 29,7 milliards au 31 janvier 2016). Une tranche de 66 % (67 % au 31 octobre 2016; 66 % au 31 janvier 2016) de l'ensemble de ce PCAA a obtenu une notation parmi les plus élevées octroyées par les agences de notation qui évaluent le PCAA, et la tranche restante du papier commercial a obtenu une notation se situant dans la deuxième catégorie en importance prévue par ces agences de notation.

En octobre 2014, les organismes de réglementation fédéraux américains ont adopté des règlements visant l'application des règles de conservation des risques de crédit prescrites dans l'article 15G de la loi *Securities Exchange Act of 1934* (ajouté en vertu de l'article 941 de la loi Dodd-Frank) à l'égard des titres adossés à des actifs (les « règles de conservation des risques ») en vigueur pour la Banque le 24 décembre 2016. Afin de respecter les règles de conservation des risques, chaque jour entre le 24 décembre 2016 et le 31 janvier 2017, nous avons détenu du PCAA des conduits multicédants américains gérés par RBC, dont le montant équivalait à au moins 5 % du total du montant de capital du PCAA alors en cours et de toutes les avances au titre de la convention de prêt sous forme de liquidités. Au 31 janvier 2017, la juste valeur du PCAA acheté s'élevait à 1,1 milliard de dollars (670 millions au 31 octobre 2016; néant au 31 janvier 2016). Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente, dans nos bilans consolidés.

Nous achetons également le PCAA émis par les conduits multicédants, en notre qualité d'agent des placements, afin de faciliter la liquidité générale du programme. Au 31 janvier 2017, la juste valeur de nos placements s'élevait à 7 millions de dollars, en hausse de 2 millions de dollars par rapport au trimestre précédent et de 2 millions par rapport à il y a un an. La variation des placements reflète des niveaux normaux d'activités de négociation. Ces placements sont classés au poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de transaction de nos bilans consolidés.

Entités de financement structuré

Nous investissons dans des titres à enchères de fiducies qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Notre risque de perte maximal lié à ces fiducies de titres à enchères s'élevait à 530 millions de dollars au 31 janvier 2017 (549 millions au 31 octobre 2016; 585 millions au 31 janvier 2016). Les diminutions par rapport au trimestre précédent et à un an plus tôt du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'expliquent principalement par l'incidence du change.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certaines fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales dans lesquelles nous détenons des participations, mais que nous ne consolidons pas du fait que les certificats résiduels émis par les fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations sont détenus par des tiers. Au 31 janvier 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces fiducies d'obligations encaissables par anticipation liées à des obligations municipales et non consolidées se chiffrait à 1,6 milliard de dollars (1,6 milliard au 31 octobre 2016; 1,2 milliard au 31 janvier 2016). L'augmentation, par rapport à un an plus tôt, du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique principalement par l'ajout de nouvelles fiducies d'obligations encaissables par anticipation.

Nous fournissons du financement sur stocks de premier rang à des entités structurées non liées et distinctes créées par des tiers, dont le but est l'acquisition de prêts et l'émission de titres garantis par des prêts à terme. Une tranche du produit de la vente des titres garantis par des prêts à terme sert à rembourser intégralement le financement sur stocks de premier rang que nous fournissons. Au 31 janvier 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés, qui était lié aux facilités de financement sur stocks de premier rang en cours, se chiffrait à 242 millions de dollars (141 millions au 31 octobre 2016; 652 millions au 31 janvier 2016). La hausse par rapport au trimestre précédent du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés tient principalement à l'augmentation de l'encours des facilités de financement. La baisse par rapport à il y a un an du risque de perte maximal auquel nous sommes exposés s'explique quant à elle essentiellement par les remboursements des facilités de financement.

Fonds de placement

Nous investissons dans des fonds de couverture surtout pour offrir aux clients l'exposition qu'ils souhaitent avoir à des fonds référencés. Lorsque nous investissons dans les fonds référencés, l'exposition aux fonds est simultanément transférée aux clients au moyen de transactions sur dérivés. Notre risque de perte maximal dans les fonds référencés se limite à nos placements dans les fonds. Au 31 janvier 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés se chiffrait à 3 milliards de dollars (2,6 milliards au 31 octobre 2016; 3,1 milliards au 31 janvier 2016). L'augmentation du risque de perte maximal en regard du dernier trimestre

s'explique principalement par une intensification de l'activité des fonds. La diminution du risque de perte maximal par rapport à un an plus tôt s'explique surtout par la liquidation de certains fonds en réponse à de nouvelles exigences réglementaires aux États-Unis.

Nous fournissons également des facilités de liquidités à certains fonds de placement de tiers. Ces fonds émettent des actions privilégiées à taux variable non garanties et investissent dans des portefeuilles d'obligations exonérées d'impôt. Au 31 janvier 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés, qui était lié à ces fonds, se chiffrait à 271 millions de dollars (764 millions au 31 octobre 2016; 797 millions au 31 janvier 2016). La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport au dernier trimestre et au trimestre correspondant de l'exercice précédent résultent principalement d'une diminution des engagements conclus pendant la période.

Entités de titrisation de tiers

Nous détenons des participations dans certaines structures de titrisation non consolidées mises en place par des tiers, qui constituent des entités structurées. À l'instar d'autres institutions financières, nous sommes tenus de fournir à ces entités un financement n'excédant pas notre engagement maximal, et nous sommes exposés aux pertes sur créances à l'égard des actifs sous-jacents, compte tenu des divers rehaussements de crédit. Au 31 janvier 2017, le risque de perte maximal auquel nous étions exposés relativement à ces entités se chiffrait à 7,8 milliards de dollars (9 milliards au 31 octobre 2016; 10,1 milliards au 31 janvier 2016). La diminution du risque de perte maximal auquel nous étions exposés par rapport au trimestre dernier et à il y a un an reflète essentiellement une baisse des actifs titrisés et l'incidence du change.

Garanties, engagement envers la clientèle de détail et engagements commerciaux

Nous fournissons à nos clients des garanties et des engagements qui nous exposent aux risques de liquidité et de financement. Le montant maximal potentiel des paiements futurs relatifs à nos garanties et à nos engagements s'établissait à 339 milliards de dollars au 31 janvier 2017 (340 milliards au 31 octobre 2016; 349 milliards au 31 janvier 2016). La diminution par rapport au trimestre précédent tient principalement à l'incidence du change des autres engagements liés au crédit et à la réduction des lettres de crédit de soutien financier, facteurs qui ont été atténués par la croissance des engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. La baisse par rapport à l'exercice précédent est attribuable essentiellement à l'incidence sur change des autres engagements liés au crédit et à l'échéance de certaines facilités de garantie de liquidités, facteurs qui ont été annulés en partie par la croissance des activités pour les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres. Se reporter à la rubrique Risque de liquidité et risque de financement et à la note 26 des états financiers consolidés annuels audités de 2016 pour de plus amples renseignements sur nos garanties et engagements.

Gestion du risque

Risque de crédit

Risque de crédit brut par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au						31 octobre 2016
	31 janvier 2017						
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres	Dérivés (3)	Risque total (4)	
En cours	Engagements inutilisés (1)	Autres (2)	Risque total (4)				
Par portefeuille							
Prêts hypothécaires résidentiels	257 324 \$	736 \$	221 \$	– \$	– \$	258 281 \$	256 275 \$
Prêts aux particuliers	92 106	83 837	145	–	–	176 088	176 138
Prêts sur cartes de crédit	16 942	28 290	–	–	–	45 232	41 699
Prêts aux petites entreprises (5)	3 789	6 374	5	–	–	10 168	10 071
Prêts de détail	370 161 \$	119 237 \$	371 \$	– \$	– \$	489 769 \$	484 183 \$
Prêt aux entreprises (5)							
Exploitations agricoles	6 886 \$	1 189 \$	67 \$	– \$	75 \$	8 217 \$	8 008 \$
Industrie automobile	7 939	5 658	445	–	612	14 654	14 128
Biens de consommation	10 083	8 049	760	–	493	19 385	20 921
Énergie							
Pétrole et gaz	6 176	10 414	1 673	–	1 400	19 663	19 860
Services publics	6 083	14 430	3 272	–	1 355	25 140	26 618
Produits financiers	7 732	2 569	16	672	607	11 596	13 015
Produits forestiers	1 113	574	81	–	8	1 776	1 772
Services de santé	7 637	4 160	1 846	–	584	14 227	14 001
Sociétés de portefeuille et investissements	7 825	2 118	617	–	234	10 794	10 381
Produits industriels	5 875	7 039	530	–	563	14 007	14 443
Mines et métaux	1 343	3 530	1 081	–	180	6 134	6 374
Services financiers non bancaires	8 792	12 765	15 174	280 945	36 131	353 807	328 500
Autres services	12 705	8 769	10 465	3 708	1 151	36 798	34 414
Immobilier et secteurs connexes	42 817	11 158	1 795	4	389	56 163	53 984
Technologie et médias	10 193	13 490	771	2	1 737	26 193	28 952
Transport et environnement	5 712	4 446	3 259	–	1 455	14 872	15 693
Autres secteurs	6 154	899	8 877	543	528	17 001	15 568
Organismes souverains (5)	11 084	8 553	85 900	38 871	12 971	157 379	157 596
Banques (5)	1 898	1 282	121 350	115 447	24 041	264 018	252 983
Prêts de gros	168 047 \$	121 092 \$	257 979 \$	440 192 \$	84 514 \$	1 071 824 \$	1 037 211 \$
Risque total	538 208 \$	240 329 \$	258 350 \$	440 192 \$	84 514 \$	1 561 593 \$	1 521 394 \$
Par secteur géographique (6)							
Canada	433 188 \$	156 014 \$	89 530 \$	71 122 \$	21 502 \$	771 356 \$	767 638 \$
États-Unis	75 066	64 105	74 646	229 383	13 852	457 052	449 729
Europe	14 836	14 987	74 966	90 170	43 123	238 082	224 840
Autres pays	15 118	5 223	19 208	49 517	6 037	95 103	79 187
Risque total	538 208 \$	240 329 \$	258 350 \$	440 192 \$	84 514 \$	1 561 593 \$	1 521 394 \$

(1) Les engagements inutilisés représentent une estimation du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Tient compte des montants en équivalent-crédit liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, les montants en cours liés aux titres d'emprunt disponibles à la vente, des dépôts auprès d'institutions financières et d'autres actifs.

(3) Montant en équivalent-crédit, compte tenu des conventions-cadres de compensation.

(4) Le risque de crédit brut est présenté compte non tenu de la provision pour pertes sur prêts. Les risques liés aux catégories d'actifs Expositions renouvelables sur la clientèle de détail admissibles et Autres expositions sur la clientèle de détail prévues par l'accord de Bâle III sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit sur valeur nette sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2016 pour la définition de ces termes.

(6) Le profil géographique est déterminé en fonction du pays de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le risque de crédit brut total a augmenté de 40 milliards de dollars, ou 3 %, par rapport au dernier trimestre, résultat qui tient principalement à une hausse au chapitre de la mise en pension de titres et de dépôts auprès d'institutions financières, tout comme à la croissance des prêts sur cartes de crédit et des prêts hypothécaires résidentiels. Ces facteurs ont été atténués par de plus faibles expositions aux dérivés.

Le risque de crédit lié aux prêts de détail a grimpé de 6 milliards de dollars, ou 1 %, résultat attribuable principalement à la croissance des volumes de nos portefeuilles de cartes de crédit et de prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

Le risque de crédit lié aux prêts de gros a augmenté de 34 milliards de dollars, ou 3 %, surtout en raison de la hausse au chapitre de la mise en pension de titres causée par une intensification des activités des clients et un accroissement des dépôts auprès d'institutions financières, ce qui découle de notre gestion des risques de financement et de liquidité. Ces facteurs ont été atténués

par de plus faibles expositions aux dérivés attribuables à la baisse des justes valeurs sur les swaps de taux d'intérêt et les contrats de change. Le taux d'utilisation des prêts de gros est resté stable en regard de celui du trimestre précédent qui se chiffrait à 40 %. Notre risque à l'égard des titres disponibles à la vente (portefeuille bancaire) visait à 95 % des titres de qualité investissement et à 5 % des titres de qualité inférieure.

Au 31 janvier 2017, notre risque à l'égard des prêts et acceptations du secteur pétrolier et gazier se chiffrait à 16,6 milliards de dollars (17,0 milliards au 31 octobre 2016) et se composait de prêts en cours de 6,2 milliards de dollars (6,3 milliards au 31 octobre 2016) et d'engagements inutilisés de 10,4 milliards de dollars (10,7 milliards au 31 octobre 2016). Le portefeuille pétrolier et gazier représente 2,1 % (2,2 % au 31 octobre 2016) de notre portefeuille total de prêts et d'acceptations. Sur les 16,6 milliards, 42 % représentaient des crédits de qualité investissement, tandis que 58 % correspondaient à des crédits de contreparties de qualité inférieure (respectivement 42 % et 58 % au 31 octobre 2016).

Le profil géographique de notre risque de crédit brut est resté relativement inchangé par rapport au trimestre précédent. Notre risque lié au Canada, aux États-Unis, à l'Europe et aux autres pays s'établissait respectivement à 50 %, à 29 %, à 15 % et à 6 % (respectivement 50 %, 30 %, 15 % et 5 % au 31 octobre 2016). La croissance dans les autres pays et en Europe vient surtout des hausses au chapitre de la mise en pension de titres, dont il a été question plus haut.

Risque net lié à l'Europe par pays, par type d'actif et par type de client ^{(1), (2)}

(en millions de dollars canadiens)	Au								31 octobre 2016
	31 janvier 2017								
	Type d'actif				Type de client				
	Prêts en cours	Valeurs mobilières (3)	Mise en pension de titres	Dérivés	Institutions financières	Prêts aux organismes souverains	Grandes entreprises	Total	
Royaume-Uni	8 203 \$	11 408 \$	1 035 \$	1 551 \$	7 496 \$	7 140 \$	7 561 \$	22 197 \$	17 956 \$
Allemagne	825	10 198	1	553	9 259	1 182	1 136	11 577	11 273
France	280	5 992	150	475	1 213	5 367	317	6 897	8 398
Total Royaume-Uni, Allemagne, France	9 308 \$	27 598 \$	1 186 \$	2 579 \$	17 968 \$	13 689 \$	9 014 \$	40 671 \$	37 627 \$
Grèce	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Irlande	611	121	131	38	173	22	706	901	880
Italie	64	75	–	9	64	26	58	148	120
Portugal	–	3	–	17	17	–	3	20	16
Espagne	281	35	–	23	34	–	305	339	446
Total – pays périphériques (4)	956 \$	234 \$	131 \$	87 \$	288 \$	48 \$	1 072 \$	1 408 \$	1 462 \$
Luxembourg	1 155 \$	5 648 \$	10 \$	34 \$	974 \$	4 965 \$	908 \$	6 847 \$	6 054 \$
Pays-Bas	716	2 137	36	749	2 265	39	1 334	3 638	3 904
Norvège	252	3 458	–	27	3 394	86	257	3 737	3 945
Suède	184	3 938	2	35	2 978	957	224	4 159	4 168
Suisse	351	1 234	91	33	1 007	657	45	1 709	2 271
Autres	1 415	1 267	53	153	626	814	1 448	2 888	2 982
Total – autres pays d'Europe	4 073 \$	17 682 \$	192 \$	1 031 \$	11 244 \$	7 518 \$	4 216 \$	22 978 \$	23 324 \$
Risque net lié à l'Europe (5), (6)	14 337 \$	45 514 \$	1 509 \$	3 697 \$	29 500 \$	21 255 \$	14 302 \$	65 057 \$	62 413 \$

- (1) Le profil géographique est basé sur le pays où survient le risque, ce qui reflète notre évaluation du risque géographique associé à un risque donné. Il s'agit en général du lieu de résidence de l'emprunteur.
- (2) Les expositions sont calculées selon la juste valeur, déduction faite de la valeur des sûretés, lesquelles représentent 75,1 milliards de dollars donnés en garantie à l'égard des mises en pension de titres (64 milliards au 31 octobre 2016) et 12,5 milliards de dollars à l'égard des dérivés (15,7 milliards au 31 octobre 2016).
- (3) Les valeurs mobilières comprennent des titres détenus à des fins de transaction de 12,7 milliards de dollars (11,1 milliards au 31 octobre 2016), des dépôts de 17,8 milliards (12,3 milliards au 31 octobre 2016) et des titres disponibles à la vente de 15 milliards (15,9 milliards au 31 octobre 2016).
- (4) Le risque de crédit brut lié aux pays périphériques d'Europe était de néant pour la Grèce (néant au 31 octobre 2016), de 22,2 milliards de dollars pour l'Irlande (18,9 milliards au 31 octobre 2016), de 0,3 milliard pour l'Italie (0,3 milliard au 31 octobre 2016), de 0,1 milliard pour le Portugal (0,1 milliard au 31 octobre 2016) et de 1 milliard pour l'Espagne (1,1 milliard au 31 octobre 2016).
- (5) Exclut un risque de 2,2 milliards de dollars (1,9 milliard au 31 octobre 2016) lié aux organismes supranationaux.
- (6) Reflète une tranche de 1,8 milliard de dollars au titre de l'atténuation des risques au moyen de swaps sur défaillance, qui sont régulièrement utilisés pour couvrir les risques liés à une seule entreprise et le risque de marché (1,5 milliard au 31 octobre 2016).

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le risque de crédit net lié à l'Europe a progressé de 2,6 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du risque accru au Royaume-Uni, hausse qui a été atténuée par un recul en France. Le risque net lié aux pays périphériques d'Europe, dont la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, est demeuré faible, et le risque de crédit total a diminué de 0,1 milliard de dollars au cours du trimestre pour s'arrêter à 1,4 milliard.

Notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises en Europe est géré à l'échelle mondiale, et les normes en matière de commissions de prise ferme appliquées à ce portefeuille de prêts revêtent la même approche que celle adoptée au Canada et aux États-Unis pour ce qui est de l'utilisation de notre bilan. La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée à l'égard de ce portefeuille pour le trimestre s'est chiffrée à 14 millions de dollars. Le ratio du montant brut des prêts douteux de ce portefeuille de prêts correspond à 0,8 %, en baisse par rapport à 1,1 % au trimestre précédent.

Prêts hypothécaires résidentiels et marges de crédit sur valeur nette (assurés et non assurés)

Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur valeur nette sont garantis par des immeubles résidentiels. Le tableau ci-après présente la répartition par secteur géographique.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2017					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marge de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 558 \$	58 %	5 549 \$	42 %	13 107 \$	2 026 \$
Québec	14 356	49	14 930	51	29 286	4 020
Ontario	42 100	41	60 727	59	102 827	16 233
Alberta	21 458	58	15 654	42	37 112	6 991
Saskatchewan et Manitoba	8 848	53	7 868	47	16 716	2 652
Colombie-Britannique et territoires	17 189	38	27 711	62	44 900	8 587
Total – Canada (5)	111 509 \$	46 %	132 439 \$	54 %	243 948 \$	40 509 \$
États-Unis	1	–	10 241	100	10 242	1 486
Autres pays	12	–	3 067	100	3 079	2 233
Total – autres pays	13 \$	– %	13 308 \$	100 %	13 321 \$	3 719 \$
Total	111 522 \$	43 %	145 747 \$	57 %	257 269 \$	44 228 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 octobre 2016					
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)					Marge de crédit sur valeur nette (2)
	Assurés (3)		Non assurés		Total	Total
Secteur géographique (4)						
Canada						
Provinces de l'Atlantique	7 633 \$	59 %	5 409 \$	41 %	13 042 \$	2 034 \$
Québec	14 432	50	14 429	50	28 861	4 060
Ontario	43 314	43	58 016	57	101 330	16 512
Alberta	21 746	58	15 429	42	37 175	7 066
Saskatchewan et Manitoba	8 897	54	7 730	46	16 627	2 682
Colombie-Britannique et territoires	17 657	40	27 024	60	44 681	8 739
Total – Canada (5)	113 679 \$	47 %	128 037 \$	53 %	241 716 \$	41 093 \$
États-Unis	2	–	10 012	100	10 014	1 464
Autres pays	13	–	3 171	100	3 184	2 442
Total – autres pays	15 \$	– %	13 183 \$	100 %	13 198 \$	3 906 \$
Total	113 694 \$	45 %	141 220 \$	55 %	254 914 \$	44 999 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent nos titres adossés à des créances hypothécaires de tiers de 55 millions de dollars (84 millions au 31 octobre 2016).

(2) Les marges de crédit sur valeur nette comprennent les prêts renouvelables et les prêts non renouvelables.

(3) Les prêts hypothécaires résidentiels assurés sont des prêts hypothécaires pour lesquels le risque de défaillance auquel nous sommes exposés est atténué par l'assurance souscrite auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou d'autres sociétés d'assurance indépendantes.

(4) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(5) Le total consolidé des prêts hypothécaires résidentiels au Canada de 244 milliards de dollars (242 milliards au 31 octobre 2016) comprend essentiellement des prêts hypothécaires résidentiels de 219 milliards de dollars (217 milliards au 31 octobre 2016) et des prêts hypothécaires commerciaux de 6 milliards (6 milliards au 31 octobre 2016), dont une tranche de 3 milliards (3 milliards au 31 octobre 2016) est garantie, dans le secteur Services bancaires canadiens, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels de 19 milliards (19 milliards au 31 octobre 2016) dans le secteur Marchés des Capitaux, qui sont détenus à des fins de titrisation.

Les marges de crédit sur valeur nette ne sont pas assurées et sont présentées dans les prêts aux particuliers. Au 31 janvier 2017, les marges de crédit sur valeur nette du secteur Services bancaires canadiens représentaient une tranche de 40 milliards de dollars (41 milliards au 31 octobre 2016). Environ 98 % de ces marges de crédit (98 % au 31 octobre 2016) sont garanties à l'aide d'un privilège de premier rang grevant la propriété, et une tranche de seulement 7 % (7 % au 31 octobre 2016) du total des clients qui utilisent une marge de crédit sur valeur nette acquitte uniquement les paiements d'intérêt prévus.

Prêts hypothécaires résidentiels par période d'amortissement

Le tableau ci-après présente un sommaire du pourcentage des prêts hypothécaires résidentiels qui sont classés dans les périodes d'amortissement restantes selon les paiements effectués par les clients, qui comprennent des paiements plus élevés que le montant contractuel minimal ou des paiements plus fréquents.

Période d'amortissement	Au					
	31 janvier 2017			31 octobre 2016		
	Canada	États-Unis et autres pays	Total	Canada	États-Unis et autres pays	Total
25 ans ou moins	73 %	43 %	72 %	74 %	40 %	72 %
De 25 à 30 ans	26	57	27	25	58	27
De 30 à 35 ans	1	—	1	1	2	1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio

Le tableau ci-après présente un sommaire du ratio prêt-valeur moyen des nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, des prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et des produits de la gamme Marge Proprio, par secteur géographique.

Secteur géographique (3)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2017		le 31 octobre 2016	
	Non assurés		Non assurés	
	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)	Prêts hypothécaires résidentiels (1)	Produits de la gamme Marge Proprio (2)
Provinces de l'Atlantique	74 %	74 %	74 %	74 %
Québec	71	73	71	73
Ontario	70	67	70	68
Alberta	73	72	73	72
Saskatchewan et Manitoba	73	74	74	74
Colombie-Britannique et territoires	67	64	68	65
États-Unis	70	n.s.	71	n.s.
Autres pays	63	n.s.	63	n.s.
Moyenne des nouveaux prêts et des prêts acquis pour le trimestre (4), (5)	70 %	68 %	70 %	69 %
Total du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels du secteur Services bancaires canadiens (6)	54 %	51 %	54 %	51 %

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels excluent les prêts hypothécaires résidentiels faisant partie des produits de la gamme Marge Proprio.

(2) Les produits de la gamme Marge Proprio comprennent des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur valeur nette.

(3) Le secteur géographique est déterminé selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire. Les provinces de l'Atlantique comprennent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick; la Colombie-Britannique et les territoires comprennent la Colombie-Britannique, le Nunavut, les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

(4) Nous calculons le ratio prêt-valeur moyen concernant les nouveaux prêts hypothécaires résidentiels, les prêts hypothécaires résidentiels non assurés acquis et les produits de la gamme Marge Proprio sur une base pondérée, selon le montant du prêt hypothécaire lors du montage.

(5) En ce qui a trait aux nouveaux prêts hypothécaires et aux produits de la gamme Marge Proprio, le ratio prêt-valeur est calculé en fonction du montant total de la facilité aux fins des prêts hypothécaires résidentiels et des produits de la gamme Marge Proprio divisé par la valeur des propriétés résidentielles connexes.

(6) Pondéré selon les soldes des prêts hypothécaires et ajusté pour tenir compte des valeurs des propriétés basées sur l'indice composite de prix des maisons Teranet – Banque Nationale.

n.s. non significatif

Nous avons recours à une approche fondée sur le risque pour évaluer les propriétés. Nos méthodes d'évaluation des propriétés comprennent des modèles d'évaluation automatisés et des estimations. Les modèles d'évaluation automatisés servent à estimer la valeur d'une propriété en fonction des données du marché, dont les ventes de propriétés comparables et les tendances des prix dans la zone statistique métropolitaine où se trouve la propriété évaluée. Nous avons également recours, dans le cadre d'une approche fondée sur le risque, à des méthodes d'évaluation, dont des estimations à partir d'un véhicule et des estimations complètes sur place.

Nous continuons de gérer activement l'intégralité de notre portefeuille de prêts hypothécaires et effectuons des simulations de crise fondées sur une hausse du taux de chômage, conjuguée à des hausses de taux d'intérêt et à un ralentissement des marchés immobiliers.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

Dotation à la (reprise de) provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	249 \$	288 \$	284 \$
Gestion de patrimoine	13	22	5
Marchés des Capitaux	32	51	120
Services de soutien généraux et autres (1)	–	(3)	1
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	294 \$	358 \$	410 \$
Canada (2)			
Prêts hypothécaires résidentiels	6 \$	16 \$	11 \$
Prêts aux particuliers	109	116	116
Prêts sur cartes de crédit	108	105	103
Prêts aux petites entreprises	7	9	8
Prêts de détail	230	246	238
Prêts de gros	11	31	117
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	241	277	355
États-Unis (2), (3)			
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$
Prêts de gros	42	20	38
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	42	20	38
Autres pays (2), (3)			
Prêts de détail	2 \$	17 \$	20 \$
Prêts de gros	9	44	(3)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	11	61	17
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts non encore désignés comme douteux	–	–	–
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances	294 \$	358 \$	410 \$
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances			
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances	0,22 %	0,27 %	0,31 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts douteux	0,22 %	0,27 %	0,31 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,25 %	0,29 %	0,30 %
Services bancaires canadiens	0,26 %	0,29 %	0,29 %
Services bancaires dans les Antilles	(0,06)%	0,59 %	0,88 %
Gestion de patrimoine	0,10 %	0,17 %	0,04 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts	0,10 %	0,18 %	0,02 %
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances – prêts dépréciés acquis	0,00 %	(0,01)%	0,02 %
Marchés des Capitaux	0,15 %	0,24 %	0,53 %

(1) La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services de soutien généraux et autres se compose principalement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts qui n'ont pas encore été désignés comme prêts douteux. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Comprend les prêts dépréciés acquis.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 116 millions de dollars, ou 28 %, par rapport à l'exercice précédent et le ratio correspondant s'est établi à 22 points de base, en baisse de 9 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 35 millions de dollars, ou 12 %, et le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 25 points de base, en baisse de 5 points de base, en raison principalement de recouvrements et de baisses de dotations dans nos portefeuilles de prêts antillais, ainsi que dans les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises du Canada. Ces facteurs ont été atténués par des radiations plus élevées dans notre portefeuille de cartes de crédit.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a augmenté de 8 millions de dollars, en raison surtout de la hausse des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National).

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a diminué de 88 millions de dollars, ou 73 %, en raison surtout de recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier, qui ont été annulées en partie par une dotation à l'égard d'un seul compte dans le secteur immobilier et secteurs connexes.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 64 millions de dollars, ou 18 %, par rapport au trimestre précédent et le ratio correspondant de 22 points de base a cédé 5 points de base.

La dotation à la provision pour pertes sur créances comptabilisée dans le secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 39 millions de dollars, ou 14 %, et le ratio correspondant s'est établi à 25 points de base, en baisse de 4 points de base, en raison principalement d'une diminution des dotations dans le portefeuille de prêts du Canada et dans le portefeuille antillais.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 9 millions de dollars, car celle du dernier trimestre comprenait une dotation à l'égard du secteur Gestion de patrimoine – International. La diminution des dotations dans le secteur Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National) a également contribué à la baisse.

La dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 19 millions de dollars, en raison surtout de recouvrements dans le secteur pétrolier et gazier, qui ont été annulés en partie par une dotation à l'égard d'un seul compte dans le secteur immobilier et secteurs connexes.

Montant brut des prêts douteux

	Au		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	1 537 \$	1 651 \$	1 817 \$
Gestion de patrimoine (1)	610	710	835
Marchés des Capitaux	1 396	1 524	466
Services aux investisseurs et de trésorerie	–	2	2
Services de soutien généraux et autres	16	16	–
Total du montant brut des prêts douteux	3 559 \$	3 903 \$	3 120 \$
Canada (2)			
Prêts de détail	639 \$	642 \$	624 \$
Prêts de gros	427	522	604
Montant brut des prêts douteux	1 066	1 164	1 228
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	50 \$	56 \$	22 \$
Prêts de gros	1 653	1 736	876
Montant brut des prêts douteux	1 703	1 792	898
Autres pays (2)			
Prêts de détail	355 \$	380 \$	392 \$
Prêts de gros	435	567	602
Montant brut des prêts douteux	790	947	994
Total du montant brut des prêts douteux	3 559 \$	3 903 \$	3 120 \$
Prêts douteux, solde d'ouverture	3 903 \$	3 716 \$	2 285 \$
Classés comme douteux au cours de la période (nouveaux prêts douteux) (3)	649	917	544
Remboursements nets (3)	(434)	(275)	(175)
Montants radiés	(336)	(354)	(347)
Autres (3), (4)	(223)	(101)	813
Prêts douteux, solde à la fin de la période	3 559 \$	3 903 \$	3 120 \$
Ratio du montant brut des prêts douteux (5)			
Ratio total du montant brut des prêts douteux	0,66 %	0,73 %	0,59 %
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	0,39 %	0,42 %	0,48 %
Services bancaires canadiens	0,26 %	0,27 %	0,27 %
Services bancaires dans les Antilles	6,70 %	7,84 %	8,99 %
Gestion de patrimoine	1,20 %	1,41 %	1,69 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts	0,52 %	0,58 %	0,40 %
Ratio du montant brut des prêts douteux – prêts dépréciés acquis	0,68 %	0,83 %	1,29 %
Marchés des Capitaux	1,66 %	1,78 %	0,52 %

(1) Y compris 348 millions de dollars (418 millions au 31 octobre 2016; 636 millions au 31 janvier 2016) relativement à des prêts dépréciés acquis. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers résumés.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

(3) Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros du secteur Services bancaires canadiens sont généralement attribuées aux nouveaux prêts douteux, car il n'est pas raisonnablement possible de déterminer les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts nets remboursés, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et autres variations. Certaines variations du montant brut des prêts douteux liées aux portefeuilles de prêts de détail et de prêts de gros dans les Antilles sont généralement attribuées aux remboursements nets et aux nouveaux prêts douteux, car les montants relatifs aux prêts de nouveau productifs, aux prêts vendus et aux variations du taux de change et aux autres variations ne peuvent pas être raisonnablement déterminés.

(4) Tient compte des prêts de nouveau productifs pour l'exercice, des reprises au titre des prêts et des avances radiés précédemment, des prêts vendus et des variations du taux de change et autres variations.

(5) Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le montant brut total des prêts douteux s'est accru de 439 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à il y a un an, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux total a augmenté de 7 points de base pour se fixer à 66 points de base, ce qui rend essentiellement compte de l'accroissement des prêts douteux dans notre portefeuille des Marchés des Capitaux. En outre, le montant brut total des prêts douteux incluait des prêts dépréciés acquis de 348 millions de dollars en lien avec City National, ce qui a contribué à hauteur de 6 points de base au ratio du montant brut des prêts douteux. Pour en savoir davantage sur les prêts dépréciés acquis, se reporter à la note 5 de nos états financiers résumés.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 280 millions de dollars, ou 15 %, tandis que le ratio du montant brut des prêts douteux a diminué de 9 points de base pour atteindre 39 points de base, en raison surtout des remboursements de nos portefeuilles de prêts antillais et de la diminution des prêts douteux de nos portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 225 millions de dollars, ou 27 %, en raison surtout d'une diminution des prêts dépréciés acquis en lien avec City National.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a grimpé de 930 millions de dollars par suite essentiellement de l'augmentation des prêts douteux dans les secteurs du pétrole et du gaz et de l'immobilier.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total du montant brut des prêts douteux a fléchi de 344 millions de dollars, ou 9 %, par rapport au trimestre précédent, alors que le ratio correspondant, soit 66 points de base, a cédé 7 points.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises a diminué de 114 millions de dollars, ou 7 %, et le ratio correspondant (39 points de base) a baissé de 3 points de base par rapport au trimestre précédent, recul attribuable essentiellement aux remboursements de nos portefeuilles de prêts antillais et à la diminution des prêts douteux de nos portefeuilles canadiens de prêts aux particuliers et de prêts commerciaux.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Gestion de patrimoine a diminué de 100 millions de dollars, ou 14 %, en raison surtout d'un recul des prêts dépréciés acquis en lien avec City National et d'un remboursement dans notre secteur Gestion de patrimoine – International.

Le montant brut des prêts douteux du secteur Marchés des Capitaux a reculé de 128 millions de dollars, ou 8 %, par suite surtout de la diminution des prêts douteux dans le secteur du pétrole et du gaz, baisse qui a été atténuée par une augmentation des prêts douteux dans les portefeuilles du secteur immobilier et secteurs connexes.

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Provision pour prêts douteux			
Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	496 \$	520 \$	587 \$
Gestion de patrimoine (1)	75	73	51
Marchés des Capitaux	243	216	146
Services aux investisseurs et de trésorerie	–	–	2
Services de soutien généraux et autres	1	–	–
Total de la provision pour prêts douteux	815 \$	809 \$	786 \$
Canada (2)			
Prêts de détail	156 \$	160 \$	155 \$
Prêts de gros	119	119	200
Provision pour prêts douteux	275	279	355
États-Unis (1), (2)			
Prêts de détail	1 \$	2 \$	1 \$
Prêts de gros	195	177	50
Provision pour prêts douteux	196	179	51
Autres pays (2)			
Prêts de détail	169 \$	180 \$	193 \$
Prêts de gros	175	171	187
Provision pour prêts douteux	344	351	380
Total de la provision pour prêts douteux	815 \$	809 \$	786 \$
Provision au titre des prêts non encore désignés comme douteux	1 515	1 517	1 474
Total de la provision pour pertes sur créances	2 330 \$	2 326 \$	2 260 \$

(1) Depuis le premier trimestre de 2016, comprend la provision pour pertes sur créances liée aux prêts dépréciés acquis issus de l'acquisition de City National.

(2) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 70 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat tient essentiellement à l'augmentation de la provision pour pertes sur créances liée aux secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine. Au deuxième trimestre de 2016, une hausse de 50 millions de dollars de la provision pour les prêts non encore désignés comme douteux avait été constatée. Ces facteurs ont été atténués par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total de la provision pour pertes sur créances est demeuré sensiblement le même qu'au dernier trimestre, puisque la provision pour pertes sur créances des secteurs Marchés des Capitaux et Gestion de patrimoine a été en grande partie atténuée par un repli de la provision pour pertes sur créances du secteur Services bancaires aux particuliers et aux entreprises.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend de l'incidence des prix du marché sur notre situation financière, notamment les profits ou les pertes potentiels découlant des fluctuations de variables déterminées par le marché telles que les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les prix des marchandises, les taux de change et les volatilités implicites. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de marché depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2016. Nous continuons de gérer les contrôles et les procédures de gouvernance qui servent à s'assurer que les risques de marché auxquels nous sommes exposés cadrent avec les contraintes relatives au goût du risque établies par le Conseil. Ces contrôles prévoient des plafonds relatifs aux mesures fondées sur des probabilités utilisées pour déterminer les pertes potentielles des positions liées aux activités de négociation, telles que la valeur à risque et la valeur à risque en périodes de tensions. Pour plus de détails sur notre approche de gestion du risque de marché, se reporter à la rubrique Risque de marché de notre rapport annuel 2016.

Des contrôles du risque de marché sont aussi mis en place pour gérer le risque de taux d'intérêt structurel découlant de positions liées aux activités autres que de négociation. Les facteurs qui contribuent au risque de taux d'intérêt structurel incluent la non-concordance des dates de modification futures des taux des actifs et des passifs, les modifications relatives des taux des actifs et des passifs, et les caractéristiques des produits qui pourraient avoir une incidence sur le calendrier prévu des flux de trésorerie, telles que les options de remboursement anticipé de prêts ou de remboursement des dépôts à terme avant leur échéance contractuelle. Afin d'assurer la surveillance et le contrôle du risque de taux d'intérêt structurel, la Banque évalue deux principaux paramètres financiers, soit le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, en fonction de divers chocs et scénarios touchant le marché. Il n'y a eu aucun changement important à la méthode de mesure du risque de taux d'intérêt structurel, ni aux contrôles et plafonds relatifs à cette mesure, depuis celle décrite dans notre rapport annuel 2016.

Évaluations du risque de marché – Positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net

VAR et VAR en période de tensions

Le tableau ci-après présente les chiffres ayant trait à la VAR liée à la gestion du risque de marché et la VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2017				31 octobre 2016		31 janvier 2016	
	Au. 31 janv.	Pour le trimestre clos à cette date			Au 31 oct.	Pour le trimestre clos à cette date	Au 31 janv.	Pour le trimestre clos à cette date
		Moyenne	Haut	Bas		Moyenne		Moyenne
Capitaux propres	14 \$	13 \$	24 \$	8 \$	13 \$	12 \$	21 \$	22 \$
Change	4	5	5	3	5	4	4	4
Marchandises	3	3	5	2	5	3	2	3
Taux d'intérêt (1)	15	15	19	13	18	20	29	24
Risque de crédit spécifique (2)	5	4	5	4	4	4	5	6
Effet de diversification (3)	(19)	(17)	(23)	(14)	(21)	(18)	(18)	(19)
VAR liée à la gestion du risque de marché	22 \$	23 \$	33 \$	18 \$	24 \$	25 \$	43 \$	40 \$
VAR en période de tensions liée à la gestion du risque de marché	52 \$	55 \$	76 \$	44 \$	46 \$	51 \$	114 \$	106 \$

(1) Le risque lié à l'écart de taux général et le risque lié à l'écart de financement associé aux dérivés non garantis sont inclus dans la VAR liée aux taux d'intérêt.

(2) Le risque spécifique de crédit tient compte de la volatilité de l'écart de taux lié à chaque émetteur.

(3) La VAR liée à la gestion du risque de marché est inférieure à la somme des VAR individuelles par facteur de risque, en raison de la diversification du portefeuille.

Premier trimestre de 2017 par rapport au premier trimestre de 2016

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 23 millions de dollars, en baisse de 17 millions par rapport à l'exercice précédent. La réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés, y compris la cessation de certaines anciennes activités de négociation, ont été prises en compte dans la baisse des moyennes de la VAR liées au taux d'intérêt au cours du trimestre. Le faible risque lié aux capitaux propres, surtout attribuable à des marchés de dérivés moins volatils, et l'incidence du change ont également contribué à la diminution.

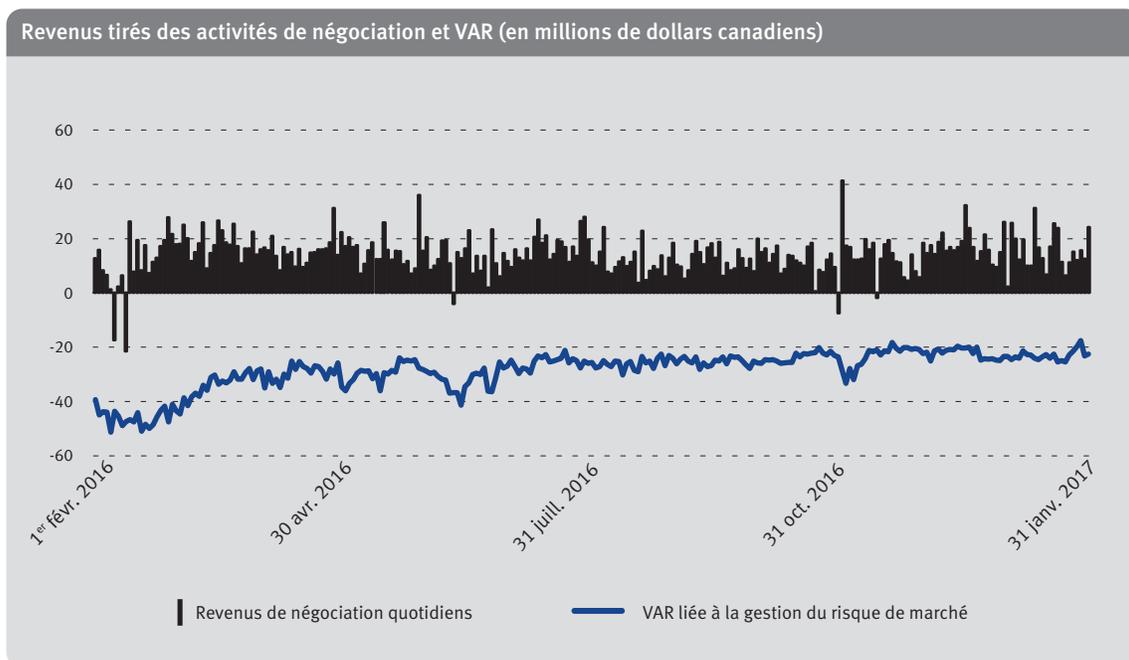
La moyenne de la VAR en période de tensions s'est établie à 55 millions de dollars, en baisse de 51 millions par rapport à il y a un an, surtout à cause de la réduction des placements en titres à revenu fixe et en produits titrisés mentionnés plus haut, et de l'incidence du change.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

La moyenne de la VAR liée à la gestion du risque de marché s'est établie à 23 millions de dollars, sensiblement inchangée par rapport au trimestre précédent, ne fléchissant que de 2 millions de dollars, du fait du faible risque de crédit lié au marché depuis la fin du dernier trimestre.

La moyenne de la VAR en période de tensions s'est chiffrée à 55 millions de dollars, aussi pratiquement inchangée par rapport au trimestre précédent, augmentant de seulement 4 millions.

Le graphique ci-après illustre nos profits et pertes de négociation quotidiens, ainsi que notre VAR quotidienne liée à la gestion du risque de marché. Au cours du trimestre, nous avons connu une (1) séance marquée par des pertes de négociation nettes totalisant 2 millions de dollars, comparativement à une (1) séance totalisant 8 millions de dollars au quatrième trimestre de 2016, aucune de ces pertes n'ayant excédé la VAR. Les pertes subies au cours du trimestre à l'étude découlent de conditions défavorables pour les marchés monétaires canadiens et les marchés des obligations municipales aux États-Unis dans la foulée de l'élection présidentielle américaine.



Évaluations du risque de marché – Autres positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net – Actifs et passifs de RBC Assurances

Nous offrons une vaste gamme de produits d'assurance à nos clients et détenons des placements afin de pouvoir respecter nos obligations futures au titre des polices d'assurance. Les placements à l'appui des provisions techniques sont principalement des actifs à revenu fixe désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du résultat net. Par conséquent, les variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisées dans le poste Revenus de placement du compte consolidé de résultat et sont en grande partie neutralisées par les variations de la juste valeur des provisions techniques, dont l'incidence est reflétée dans les indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance. Au 31 janvier 2017, les passifs relatifs aux obligations au titre des polices d'assurance se chiffraient à 8,8 milliards de dollars (contre 9,2 milliards à la clôture du trimestre précédent), et nous avons des titres détenus à des fins de transaction de 6,6 milliards de dollars à l'appui des passifs (contre 7,2 milliards à la clôture du trimestre précédent).

Évaluations du risque de marché – Sensibilités au risque de taux d'intérêt structurel

Le tableau suivant présente l'incidence potentielle avant impôt sur le bilan structurel de la Banque d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres prévus sur une période de 12 mois, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Dans le cas de scénarios de baisse des taux, des taux plancher sont appliqués, et ceux-ci sont établis en fonction des statistiques de mouvements de taux à l'échelle mondiale. Les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur les risques de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos mesures liées à la gestion des risques.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2017						31 octobre 2016		31 janvier 2016	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt (1)			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt (2)
	Incidence – Dollar canadien	Incidence – Dollar américain (2)	Total	Incidence – Dollar canadien	Incidence – Dollar américain (2)	Total				
Incidence avant impôt d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(1 137) \$	(167) \$	(1 304) \$	259 \$	155 \$	414 \$	(1 377) \$	420 \$	(1 286) \$	427 \$
diminution des taux de 100 p.b.	956	(96)	860	(367)	(186)	(553)	644	(465)	593	(457)

(1) Représente le risque lié au revenu net d'intérêt sur 12 mois découlant d'une variation instantanée et soutenue des taux d'intérêt.

(2) Représente l'incidence sur le risque de taux d'intérêt structurel des portefeuilles détenus par City National et nos services bancaires aux États-Unis.

Au 31 janvier 2017, un choc immédiat et soutenu constituant une diminution de 100 points de base aurait eu une incidence négative de 553 millions de dollars sur le revenu net d'intérêt de la Banque, en hausse par rapport à 465 millions au dernier trimestre. Un choc immédiat et soutenu constituant une augmentation de 100 points de base à la fin de la période close le 31 janvier 2017 aurait eu une incidence négative de 1 304 millions de dollars sur la valeur économique des capitaux propres de la Banque, en baisse par rapport à 1 377 millions au dernier trimestre. L'augmentation d'un trimestre à l'autre du risque lié au revenu net d'intérêt résulte surtout de la croissance du bilan et d'une hausse des taux à court terme. La faible baisse du risque lié à la valeur économique des capitaux propres d'un trimestre à l'autre est principalement imputable à une diminution des actifs canadiens à taux fixe. Au cours du premier trimestre de 2017, le risque lié au revenu net d'intérêt et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres sont demeurés largement dans les limites approuvées.

Évaluations du risque de marché concernant les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente s'établissaient à 68 milliards de dollars au 31 janvier 2017, contre 70 milliards au 31 octobre 2016. Nous détenons des titres d'emprunt désignés comme disponibles à la vente principalement à des fins de placement, mais aussi pour gérer le risque de liquidité et couvrir le risque de taux d'intérêt liés à nos activités bancaires autres que de négociation dans notre bilan. Certains portefeuilles de titres d'emprunt existants sont également classés comme disponibles à la vente. Les variations de la valeur de ces titres sont présentées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 janvier 2017, notre portefeuille de titres disponibles à la vente nous exposait au risque de taux d'intérêt, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 10,3 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur des titres découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements. Le portefeuille nous exposait également au risque lié à l'écart de taux, lequel représentait une variation de valeur avant impôt de 23,9 millions de dollars, ce qui correspondait à la variation de la valeur découlant de l'élargissement de un point de base des écarts de taux. La valeur des titres disponibles à la vente pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel au 31 janvier 2017 s'établissait à 46,7 milliards de dollars. Nos titres disponibles à la vente comprenaient également des risques liés aux actions de 1,5 milliard de dollars au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 1,6 milliard au 31 octobre 2016.

Dérivés liés aux activités autres que de négociation

Nous avons aussi recours à des dérivés pour couvrir les risques de marché non liés à nos activités de négociation. Au total, les actifs dérivés non liés aux activités de négociation s'établissaient à 3,5 milliards de dollars au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 5,9 milliards au trimestre précédent, et les passifs dérivés se chiffraient à 3,6 milliards au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 4,8 milliards au trimestre précédent.

Dérivés non détenus à des fins de transaction dans le cadre de relations de couverture comptable

Les actifs et passifs dérivés décrits ci-dessus comprennent des actifs dérivés dans le cadre d'une relation de couverture comptable désignée qui s'établissaient à 1,9 milliard de dollars au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 2,4 milliards au 31 octobre 2016, et des passifs dérivés qui se chiffraient à 1,6 milliard de dollars au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 1,8 milliard de dollars au dernier trimestre. Ces actifs et passifs dérivés sont pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel et dans les évaluations du risque de marché concernant les activités internes autres que de négociation. Nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque lié à nos titres disponibles à la vente et au taux d'intérêt structurel, qui est décrit ci-dessus. Dans la mesure où ces swaps sont considérés comme des couvertures efficaces, les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Le risque de taux d'intérêt lié aux couvertures de flux de trésorerie désignées, qui correspond à la variation de la juste valeur des dérivés découlant d'une augmentation parallèle de un point de base des rendements, représentait un montant de 6,8 millions de dollars au 31 janvier 2017, contre 5,2 millions au 31 octobre 2016.

Nous avons aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir la variation de la juste valeur de certains instruments à taux fixe. Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et des instruments couverts qui sont liées aux fluctuations des taux d'intérêt sont comptabilisées en résultat.

Nous utilisons aussi des dérivés de change pour gérer le risque relativement aux placements en titres de capitaux propres dans des filiales qui sont libellés en devises, particulièrement ceux qui sont libellés en dollars américains, en livres sterling et en euros. Les variations de la juste valeur de ces couvertures et les écarts de conversion cumulés liés à notre risque de change structurel sont présentés dans les autres éléments du résultat global.

Autres dérivés non détenus à des fins de transaction

Nous avons recours à des dérivés, y compris des swaps de taux d'intérêt et des dérivés de change, qui ne sont pas utilisés dans une relation de couverture comptable désignée, afin de gérer les risques liés aux activités autres que de négociation. Ces dérivés ont été désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat. Les actifs dérivés s'établissaient à 1,6 milliard de dollars au 31 janvier 2017 pour ces transactions, en baisse par rapport à 2,7 milliards au 31 octobre 2016, et les passifs dérivés se chiffraient à 2,0 milliards au 31 janvier 2017, en baisse par rapport à 2,3 milliards au trimestre précédent.

Risque de change lié aux activités autres que de négociation

Le risque de change correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux de change sur le bénéfice et la valeur économique. Nos revenus, nos charges et notre bénéfice libellés en devises autres que le dollar canadien sont assujettis aux fluctuations de la moyenne du dollar canadien par rapport à la moyenne de chacune de ces devises. Notre exposition la plus importante concerne le dollar américain, en raison du volume d'activités que nous exerçons aux États-Unis et de nos autres opérations conclues en dollars américains. Les autres risques importants sont liés à la livre sterling et à l'euro, et ils tiennent à nos opérations conclues dans ces monnaies à l'échelle mondiale. L'appréciation ou la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou à l'euro pourrait faire diminuer ou augmenter, selon le cas, la valeur convertie de nos revenus, charges et bénéfices libellés en devises et pourrait aussi avoir une incidence importante sur nos résultats d'exploitation. Nous sommes aussi exposés au risque de change découlant de nos placements dans des établissements étrangers. Dans le cas des placements en titres de capitaux propres qui ne font pas l'objet d'une opération de couverture, lorsque le dollar canadien s'apprécie par rapport à d'autres monnaies, les pertes de change latentes sur les placements étrangers nets donnent lieu à une diminution de nos capitaux propres, par l'entremise des autres composantes des capitaux propres, et à une réduction de la valeur de conversion de l'actif pondéré en fonction des risques relativement aux actifs libellés en devises. La situation inverse se produit lorsque le dollar canadien se déprécie par rapport à des devises. Nous tenons donc compte de ces répercussions lorsque nous déterminons le niveau approprié de nos placements dans des établissements étrangers qui doivent faire l'objet d'une opération de couverture.

L'ensemble de nos objectifs, politiques et méthodes en matière de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2016.

Lien entre le risque de marché et les principales données figurant au bilan

Le tableau ci-après illustre le lien entre les principales données figurant au bilan et les positions incluses dans les informations fournies à l'égard du risque de marché lié aux activités de négociation et du risque de marché lié aux activités autres que de négociation, ainsi que la façon dont nous gérons le risque de marché lié à nos actifs et passifs à l'aide de différentes évaluations du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	25 363 \$	17 047 \$	8 316 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (4)	22 380	13 404	8 976	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	142 192	135 516	6 676	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	82 635	–	82 635	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	197 285	197 024	261	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	370 161	9 179	360 982	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	154 088	3 569	150 519	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 239)	–	(2 239)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	1 021	–	1 021	Taux d'intérêt
Dérivés	97 419	93 932	3 487	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	66 333	20 676	45 657	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	5 128			
Total de l'actif	1 161 766 \$	490 347 \$	666 291 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	757 512 \$	127 222 \$	630 290 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	1 021	–	1 021	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	37 969	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	123 474	123 474	–	Taux d'intérêt
Dérivés	95 646	92 026	3 620	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	59 459	18 302	41 157	Taux d'intérêt
Débiteures subordonnées	9 487	–	9 487	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (16)	5 047			
Total du passif	1 089 615 \$	398 993 \$	685 575 \$	
Total des capitaux propres	72 151 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 161 766 \$			

- (1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions qui sont classées ou désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.
- (2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :
- (3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 8 289 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 27 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.
- (4) Des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques de 8 976 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 6 603 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.
- (6) Comprend des titres disponibles à la vente de 67 717 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 14 918 millions de dollars. Une tranche de 61 647 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 887 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 19 101 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.
- (7) Les actifs achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 261 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (8) Les prêts de détail comprennent un montant de 360 711 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 271 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (9) Les prêts de détail comprennent un montant de 149 061 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 458 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (11) Les autres actifs comprennent un montant de 43 267 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 390 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 128 millions de dollars.
- (13) Les dépôts comprennent un montant de 630 290 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.
- (14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.
- (15) Les autres passifs comprennent un montant de 9 397 millions de dollars utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 31 760 millions utilisé aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.
- (16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 5 047 millions de dollars.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016			
	Montant figurant au bilan	Évaluation du risque de marché		Risque principal associé aux activités autres que de négociation
		Risque lié aux activités de négociation (1)	Risque lié aux activités autres que de négociation (2)	
Actifs exposés au risque de marché				
Trésorerie et montants à recevoir de banques (3)	14 929 \$	5 906 \$	9 023 \$	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques (4)	27 851	16 058	11 793	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières				
Titres détenus à des fins de transaction (5)	151 292	144 001	7 291	Taux d'intérêt, écart de taux
Titres disponibles à la vente (6)	84 801	–	84 801	Taux d'intérêt, écart de taux, cours des actions
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés (7)	186 302	186 033	269	Taux d'intérêt
Prêts				
Prêts de détail (8)	369 470	9 081	360 389	Taux d'intérêt
Prêts de gros (9)	154 369	2 341	152 028	Taux d'intérêt
Provision pour pertes sur prêts	(2 235)	–	(2 235)	Taux d'intérêt
Actif net des fonds distincts (10)	–	981	981	Taux d'intérêt
Dérivés	118 944	113 862	5 082	Taux d'intérêt, écart de change
Autres actifs (11)	68 353	24 727	43 626	Taux d'intérêt
Actifs non exposés au risque de marché (12)	5 201			
Total de l'actif	1 180 258 \$	502 009 \$	673 048 \$	
Passifs exposés au risque de marché				
Dépôts (13)	757 589 \$	118 815 \$	638 774 \$	Taux d'intérêt
Passif au titre des fonds distincts (14)	981	–	981	Taux d'intérêt
Autres				
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 369	50 369	–	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	103 441	103 441	–	Taux d'intérêt
Dérivés	116 550	112 500	4 050	Taux d'intérêt, écart de change
Autres passifs (15)	61 987	19 984	42 003	Taux d'intérêt
Déventures subordonnées	9 762	–	9 762	Taux d'intérêt
Passifs non exposés au risque de marché (16)	7 967			
Total du passif	1 108 646 \$	405 109 \$	695 570 \$	
Total des capitaux propres	71 612 \$			
Total du passif et des capitaux propres	1 180 258 \$			

(1) Le risque lié aux activités de négociation comprend les positions évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net pour lesquelles les profits et pertes de réévaluation sont comptabilisés dans les revenus. Les évaluations du risque de marché liées à la VAR, à la VAR en période de tensions et aux simulations de crise servent de contrôles des risques pour le risque lié aux activités de négociation.

(2) Le risque lié aux activités autres que de négociation comprend les positions utilisées aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel et d'autres portefeuilles d'activités autres que de négociation. Les autres portefeuilles d'activités autres que de négociation significatifs comprennent les positions liées à nos activités d'assurance et les titres disponibles à la vente non pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

Les notes ci-dessous fournissent des renseignements additionnels sur les montants associés au risque lié aux activités autres que de négociation :

(3) La trésorerie et les montants à recevoir de banques comprennent un montant de 8 954 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 69 millions de dollars est pris en compte dans les autres contrôles des risques.

(4) Des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques de 11 793 millions de dollars sont pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(5) Les titres détenus à des fins de transaction comprennent des titres d'un montant de 7 291 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation du risque de taux d'intérêt structurel que nous présentons.

(6) Comprend des titres disponibles à la vente de 69 922 millions de dollars et des titres détenus jusqu'à l'échéance de 14 879 millions de dollars. Une tranche de 63 475 millions de dollars du total des valeurs mobilières est prise en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Des titres additionnels d'un montant de 1 901 millions de dollars sont détenus dans le cadre de nos activités d'assurance, titres qui ne sont pas pris en compte dans notre évaluation du risque de taux d'intérêt structurel. La tranche restante de 19 425 millions de dollars est prise en compte dans la présentation des risques de marché liés aux activités internes autres que de négociation.

(7) Les actifs achetés en vertu de conventions de revente comprennent un montant de 269 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(8) Les prêts de détail comprennent un montant de 360 138 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 251 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(9) Les prêts de gros comprennent un montant de 150 619 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 1 409 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(10) Les placements pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(11) Les autres actifs comprennent un montant de 41 168 millions de dollars pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel. Un montant additionnel de 2 458 millions de dollars est utilisé aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(12) Les actifs non exposés au risque de marché comprennent des immobilisations corporelles et d'autres actifs d'un montant de 5 201 millions de dollars.

(13) Les dépôts comprennent un montant de 638 774 millions de dollars pris en compte dans le risque de taux d'intérêt structurel.

(14) Les contrats d'assurance et de placement pour le compte de détenteurs de fonds distincts sont pris en compte aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances.

(15) Les autres passifs comprennent un montant de 9 900 millions de dollars utilisés aux fins de la gestion du risque de taux d'intérêt structurel de RBC Assurances, et un montant de 32 103 millions utilisés aux fins de l'évaluation de notre risque de taux d'intérêt structurel.

(16) Les passifs non exposés au risque de marché comprennent des passifs liés à la paie et d'autres passifs d'un montant de 7 967 millions de dollars.

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité et de financement (risque de liquidité) est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer en temps opportun et de façon rentable la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements lorsqu'ils deviennent exigibles. Le risque de liquidité résulte de la non-concordance de l'échéancier et de la valeur des flux de trésorerie, en ce qui concerne tant les éléments figurant au bilan que ceux hors bilan.

Notre cadre de gestion du risque de liquidité est conçu de manière à nous assurer que nous disposons de suffisamment de liquidités pour satisfaire à nos engagements actuels et éventuels dans des conditions commerciales normales et dans des périodes de tensions. Il n'y a eu aucun changement significatif touchant notre cadre de gestion du risque de liquidité depuis celui décrit dans notre rapport annuel 2016.

Nous continuons de maintenir une position de liquidité et de financement qui est appropriée aux fins de l'exécution de notre stratégie. Le risque de liquidité auquel nous sommes exposés demeure largement dans les limites de notre goût du risque.

Réserve de liquidités

Notre réserve de liquidité est constituée d'actifs liquides non grevés ainsi que de facilités de crédit non engagées et inutilisées consenties par des banques centrales auxquelles nous pouvons accéder dans des circonstances exceptionnelles, dans la mesure où certaines conditions préalables établies par ces banques centrales (p. ex., la Banque du Canada, la Réserve fédérale des États-Unis, la Banque d'Angleterre et la Banque de France) peuvent être respectées.

Les actifs non grevés représentent à différents degrés une source de financement à laquelle nous pouvons rapidement avoir accès. Ils représentent l'écart entre le total des actifs et les actifs grevés, qu'ils figurent au bilan ou non. Les actifs grevés ne sont pas considérés comme une source de liquidités disponibles.

Notre capacité en matière de financement de gros, laquelle est évaluée régulièrement, pourrait constituer une autre source de liquidités pour atténuer des périodes de tensions, mais nous ne la considérons pas pour le calcul de notre réserve de liquidité.

Réserve de liquidités

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	36 448 \$	– \$	36 448 \$	1 743 \$	34 705 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	2 376	–	2 376	231	2 145
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	316 673	26 524	343 197	196 645	146 552
Autres titres	140 682	37 750	178 432	64 709	113 723
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	578	–	578	–	578
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 203	–	13 203	–	13 203
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5)	103 367	–	103 367	–	103 367
Autres actifs liquides (6)	19 480	–	19 480	19 480	–
Total des actifs liquides	632 807 \$	64 274 \$	697 081 \$	282 808 \$	414 273 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016				
	Actifs liquides détenus par des banques (1)	Titres reçus en garantie dans le cadre des transactions de financement de titres et des transactions sur dérivés	Total des actifs liquides	Actifs liquides grevés	Actifs liquides non grevés
Trésorerie et placements auprès de banques centrales	31 771 \$	– \$	31 771 \$	1 781 \$	29 990 \$
Dépôts à un jour auprès d'autres banques	1 679	–	1 679	262	1 417
Titres émis ou garantis par des organismes souverains, des banques centrales ou des banques multilatérales de développement (2)	295 603	28 564	324 167	168 395	155 772
Autres titres	146 269	34 386	180 655	72 765	107 890
Actifs liquides admissibles auprès de banques centrales (non inclus dans les éléments ci-dessus) (3)	600	–	600	–	600
Lignes de crédit inutilisées accordées par des banques centrales (4)	13 558	–	13 558	–	13 558
Autres actifs admissibles à titre de garanties pour obtenir un escompte (5)	141 888	–	141 888	–	141 888
Autres actifs liquides (6)	23 307	–	23 307	23 307	–
Total des actifs liquides	654 675 \$	62 950 \$	717 625 \$	266 510 \$	451 115 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Banque Royale du Canada	219 984 \$	264 522 \$
Succursales à l'étranger	61 514	53 006
Filiales	132 775	133 587
Total des actifs liquides non grevés	414 273 \$	451 115 \$

(1) Le montant des actifs liquides détenus par des banques tient compte des titres détenus sans condition par la Banque et des garanties reçues par l'entremise de conventions de revente.

(2) Inclut les titres liquides émis par des gouvernements provinciaux et des entités dont une entité gouvernementale américaine est le promoteur et dont le gouvernement fédéral des États-Unis est le curateur (p. ex., la Federal National Mortgage Association et la Federal Home Loan Mortgage Corporation).

(3) Inclut les titres à enchères.

(4) Inclut les prêts qui sont admissibles à titre de garanties pour la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York (Federal Reserve Bank). Les montants sont présentés à la valeur nominale et pourraient être assujettis aux exigences en matière de marges de nantissement appliquées par la Federal Reserve Bank afin de déterminer la valeur de la garantie/la capacité d'emprunt. L'accès au programme d'emprunt sur la facilité d'escompte est conditionnel au respect des exigences établies par la Federal Reserve Bank, et les emprunts devraient normalement être rares et attribuables à des circonstances inhabituelles nécessitant des arrangements temporaires.

(5) Représente notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) qui pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal, mais pourraient, dans des circonstances exceptionnelles, lorsque la liquidité normale sur le marché est gravement perturbée, nous permettre, ainsi qu'à d'autres banques, de monétiser les actifs admissibles à titre de garanties auprès de la banque centrale afin de satisfaire aux exigences et d'atténuer toute perturbation supplémentaire des liquidités sur le marché.

(6) Représente les garanties dans le cadre de transactions visant des dérivés négociés hors cote et en Bourse.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le total des actifs liquides a diminué de 21 milliards de dollars, ou 3 %, en raison essentiellement d'une diminution des prêts autres qu'hypothécaires pouvant être donnés en garantie en vertu du programme d'aide d'urgence de la Banque du Canada. Ce recul a été neutralisé en partie par une hausse des titres reçus en garantie dans le cadre de conventions de revente.

Charges grevant les actifs

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la trésorerie, des valeurs mobilières et des autres actifs, et indique ceux qui sont grevés ainsi que ceux qui sont disponibles à la vente ou qui peuvent être donnés à titre de garantie dans le cadre de transactions de financement garanti. Les autres actifs, tels que les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit, peuvent être monétisés, mais la monétisation de ces actifs nécessite un plus long délai d'exécution que celle des titres négociables. Au 31 janvier 2017, nos actifs disponibles à titre de garantie non grevés comptaient pour 35 % du total de nos actifs (38 % au 31 octobre 2016).

Charges grevant les actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au									
	31 janvier 2017					31 octobre 2016				
	Actifs grevés		Actifs non grevés			Actifs grevés		Actifs non grevés		
	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)	Donnés en garantie	Autres (1)	Pouvant être donnés en garantie (2)	Autres (3)	Total (4)
Trésorerie et montants à recevoir de banques	– \$	1 743 \$	23 620 \$	– \$	25 363 \$	– \$	1 781 \$	13 148 \$	– \$	14 929 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	–	231	22 149	–	22 380	–	262	27 589	–	27 851
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction	53 245	–	87 431	1 516	142 192	66 734	–	83 219	1 339	151 292
Titres disponibles à la vente	3 207	–	76 656	2 772	82 635	2 858	–	78 966	2 977	84 801
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	213 421	–	81 826	14 521	309 768	179 534	–	89 200	15 204	283 938
Prêts										
Prêts de détail										
Titres hypothécaires	34 238	–	35 155	–	69 393	34 624	–	35 591	–	70 215
Prêts hypothécaires	41 120	–	12 991	133 820	187 931	40 293	–	12 796	131 694	184 783
Prêts autres qu'hypothécaires	8 979	–	60 998	42 860	112 837	10 422	–	100 612	3 438	114 472
Prêts de gros	3 563	–	43 745	106 780	154 088	3 477	–	41 445	109 447	154 369
Provision pour pertes sur prêts	–	–	–	(2 239)	(2 239)	–	–	–	(2 235)	(2 235)
Actifs nets des fonds distincts	–	–	–	1 021	1 021	–	–	–	981	981
Autres – Dérivés	–	–	–	97 419	97 419	–	–	–	118 944	118 944
– Autres (5)	19 480	–	–	51 981	71 461	23 307	–	–	50 247	73 554
Total de l'actif	377 253 \$	1 974 \$	444 571 \$	450 451 \$	1 274 249 \$	361 249 \$	2 043 \$	482 566 \$	432 036 \$	1 277 894 \$

(1) Inclut les actifs qui ne peuvent être utilisés pour obtenir un financement garanti en raison de restrictions juridiques ou d'autre nature.

(2) Inclut les prêts qui pourraient être utilisés afin de garantir les avances consenties par les banques centrales. Notre portefeuille de prêts autres qu'hypothécaires non grevés en dollars canadiens (à la valeur nominale) pourrait, sous réserve du respect des conditions préalables à l'emprunt et à l'application des exigences en matière de marges de nantissement prescrites, être donné en garantie à la Banque du Canada en vue d'obtenir des avances en vertu de son programme d'aide d'urgence. Nous déposons également en garantie des prêts qui sont admissibles à titre de garanties au titre de la facilité d'escompte dont nous disposons à la Federal Reserve Bank of New York. Le programme d'aide d'urgence et d'autres facilités de la banque centrale ne sont pas considérés comme des sources de liquidités disponibles dans notre profil de risque de liquidité normal. Toutefois, en période de crise exceptionnelle et aiguë de liquidités sur le marché, les banques pourraient monétiser des actifs qui remplissent les conditions de sûreté imposées par les banques centrales.

(3) Les autres actifs non grevés ne sont assujettis à aucune restriction en ce qui a trait à leur recours pour obtenir du financement ou à leur utilisation à titre de garantie, mais ils ne seront pas

considérés comme aisément disponibles, car ils pourraient ne pas être acceptables par les banques centrales ou conformément à d'autres programmes de prêts.

(4) Inclut les actifs liquides détenus par des banques et les titres reçus en garantie dans le cadre de transactions sur dérivés et de financement de titres hors bilan.

(5) Les montants donnés en garantie ont trait aux transactions visant des dérivés négociés hors cote et en bourse.

Financement

Stratégie de financement

Le financement de base, qui inclut le capital, les passifs liés au financement de gros à long terme et un portefeuille diversifié de dépôts de particuliers et, dans une moindre mesure, de dépôts d'entreprises et de dépôts institutionnels, constitue l'assise de notre position structurelle de liquidité.

Profil des dépôts et du financement

Au 31 janvier 2017, les dépôts fondés sur les relations, qui constituent la principale source de financement des prêts de détail et des prêts hypothécaires, se sont établis à 505 milliards de dollars, ou 55 % du total du financement (506 milliards, ou 55 %, au 31 octobre 2016). La tranche restante est composée de financement de gros à court terme et à long terme.

Le financement des actifs très liquides se compose principalement d'un financement de gros à court terme qui reflète la période de monétisation des actifs. Le financement de gros à long terme sert principalement à financer les actifs de gros qui sont moins liquides et à soutenir des réserves d'actifs liquides.

Pour plus de détails sur le financement de gros, se reporter au tableau de la composition du financement de gros ci-dessous.

Émission de titres d'emprunt à long terme

Nos activités de financement de gros sont bien diversifiées tant sur le plan géographique que sur le plan des secteurs d'investissement, des instruments, des devises, de la structure et des échéances. Nous maintenons notre présence dans différents marchés de financement, ce qui nous permet de surveiller continuellement les faits nouveaux et les tendances qui se manifestent, de manière à cibler les opportunités ou les risques et à prendre sans délai les mesures qui s'imposent. Nous avons recours à des programmes enregistrés d'émission de titres d'emprunt à plus long terme. Le tableau ci-après présente un sommaire de ces programmes et des plafonds autorisés, par secteur géographique.

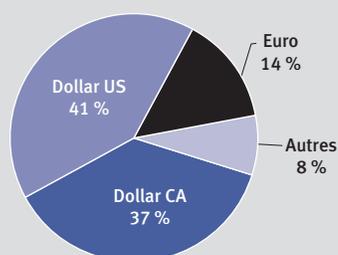
Programmes par secteur géographique

Canada	États-Unis	Europe/Asie
<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base au Canada – 25 milliards de dollars 	<ul style="list-style-type: none"> Prospectus préalable de base enregistré auprès de la SEC – 40 milliards de dollars US Programme d'obligations sécurisées enregistré auprès de la SEC – 15 milliards de dollars US (1) 	<ul style="list-style-type: none"> Programme européen d'émission de titres d'emprunt – 40 milliards de dollars US Programme mondial d'obligations sécurisées – 32 milliards d'euros Programmes d'émission au Japon – 1 billion de yens

(1) Sous réserve de la limite prévue par le programme mondial d'obligations sécurisées, qui est établie à 32 milliards d'euros. En raison de l'édiction de la *Regulation AB II* de la SEC aux États-Unis en date du 23 novembre 2016, nous ne sommes plus en mesure d'émettre de nouvelle série d'obligations sécurisées inscrites à la SEC dans le cadre du programme actuel.

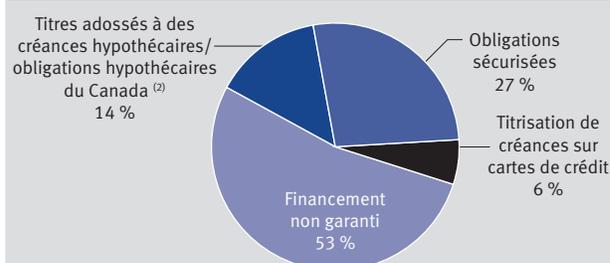
Nous obtenons également du financement à long terme à l'aide de billets de dépôt canadiens, de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH du Canada, d'obligations hypothécaires du Canada, de titres adossés à des créances sur cartes de crédit, d'obligations kangourou (émises sur le marché australien par des firmes étrangères) et de certificats de dépôt Yankee (émis sur le marché américain par des firmes étrangères). Nous évaluons continuellement les possibilités de percer de nouveaux marchés et des secteurs d'investissement inexploités, car la diversification nous donne une plus grande souplesse du financement de gros, elle réduit la concentration du financement et la dépendance envers ce dernier, et donne généralement lieu à des réductions des coûts de financement. Comme l'indiquent les graphiques ci-dessous, notre profil actuel de la dette à long terme est bien diversifié en ce qui concerne chaque monnaie et chaque produit. Le maintien de notations compétitives est aussi un élément essentiel du financement rentable.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par monnaie d'émission
(144 milliards de dollars au 31 janvier 2017)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

Composition du financement de la dette à long terme⁽¹⁾ par produit
(144 milliards de dollars au 31 janvier 2017)



(1) Selon une durée à l'échéance initiale supérieure à un an.

(2) Titres adossés à des créances hypothécaires et obligations hypothécaires du Canada

Le tableau ci-après illustre la composition de notre financement de gros selon la durée à courir jusqu'à l'échéance.

Composition du financement de gros (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – Sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	4 299 \$	49 \$	33 \$	30 \$	4 411 \$	– \$	– \$	4 411 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	5 894	5 272	6 987	12 155	30 308	1 144	52	31 504
Papier commercial adossé à des actifs (3)	1 149	2 142	3 764	2 894	9 949	–	–	9 949
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	2 941	4 514	2 238	6 941	16 634	21 398	41 728	79 760
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	45	163	358	579	1 145	2 451	7 108	10 704
Titrisation de prêts hypothécaires	–	514	651	1 354	2 519	5 330	12 370	20 219
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	608	1 757	6 473	8 838	7 798	30 545	47 181
Passif subordonné	–	–	115	–	115	–	9 384	9 499
Autres (7)	1 861	1 278	120	2 170	5 429	9	4 885	10 323
Total	16 189 \$	14 540 \$	16 023 \$	32 596 \$	79 348 \$	38 130 \$	106 072 \$	223 550 \$
Comprend :								
– Financement garanti	2 471 \$	4 468 \$	6 172 \$	10 721 \$	23 832 \$	13 128 \$	42 915 \$	79 875 \$
– Financement non garanti	13 718	10 072	9 851	21 875	55 516	25 002	63 157	143 675

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016							
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an – Sous-total	De 1 an à 2 ans	2 ans et plus	Total
Dépôts provenant de banques (2)	1 375 \$	80 \$	30 \$	38 \$	1 523 \$	– \$	– \$	1 523 \$
Certificats de dépôt et papier commercial	3 072	8 950	10 692	5 199	27 913	1 220	54	29 187
Papier commercial adossé à des actifs (3)	1 503	1 600	3 551	2 923	9 577	–	–	9 577
Billets à moyen terme non garantis de premier rang (4)	1 135	9 140	7 582	7 282	25 139	18 156	43 073	86 368
Obligations structurées non garanties de premier rang (5)	141	305	213	554	1 213	1 871	6 493	9 577
Titrisation de prêts hypothécaires	–	686	514	1 435	2 635	3 432	14 378	20 445
Obligations sécurisées/titres adossés à des actifs (6)	–	1 674	626	5 834	8 134	10 700	30 692	49 526
Passif subordonné	–	–	–	128	128	–	9 469	9 597
Autres (7)	1 173	2 053	43	738	4 007	13	5 073	9 093
Total	8 399 \$	24 488 \$	23 251 \$	24 131 \$	80 269 \$	35 392 \$	109 232 \$	224 893 \$
Comprend :								
– Financement garanti	2 502 \$	5 528 \$	4 691 \$	10 192 \$	22 913 \$	14 132 \$	45 071 \$	82 116 \$
– Financement non garanti	5 897	18 960	18 560	13 939	57 356	21 260	64 161	142 777

(1) Ne tient pas compte des acceptations bancaires ni des conventions de rachat.

(2) Inclut seulement les dépôts constitués à partir de la trésorerie. Ne tient pas compte des dépôts liés aux services que nous fournissons à ces banques (p. ex., services de garde, gestion de la trésorerie).

(3) Inclut seulement le passif consolidé, y compris notre programme de papier commercial garanti par des créances.

(4) Inclut les billets de dépôt.

(5) Inclut les billets pour lesquels le résultat est fonction des fluctuations du taux de change, des marchandises et des titres de participation.

(6) Inclut les prêts sur cartes de crédit, les prêts-auto et les prêts hypothécaires.

(7) Inclut les obligations encaissables par anticipation (garanties) de 2 526 millions de dollars (2 567 millions au 31 octobre 2016), les billets de dépôt au porteur (non garantis) de 3 103 millions de dollars (1 652 millions au 31 octobre 2016) et d'autres dépôts structurés à long terme (non garantis) de 4 694 millions de dollars (4 874 millions au 31 octobre 2016).

Notations

Notre capacité à accéder aux marchés du financement non garanti et à mener, de façon rentable, certaines activités de titrisation dépend principalement du maintien de notations concurrentielles. Les notations et les perspectives fournies par les agences de notation reflètent le point de vue de ces dernières et leurs méthodes. Les notations font l'objet de modifications, en raison de facteurs comprenant, notamment, notre solidité financière, notre situation concurrentielle et nos liquidités, ainsi que d'autres facteurs qui sont en partie indépendants de notre volonté.

Le tableau ci-après présente nos principales notations⁽¹⁾ :

Notations

	Au 23 février 2017		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's (2)	P-1	Aa3	négative
Standard & Poor's (3)	A-1+	AA-	négative
Fitch Ratings (4)	F1+	AA	négative
Dominion Bond Rating Services (5)	R-1 (élevée)	AA	négative

(1) Les notations ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention d'une obligation financière, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les notations sont déterminées par les agences de notation en fonction des critères que celles-ci établissent à l'occasion et elles peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

(2) Le 11 juin 2014, Moody's a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

(3) Le 6 juin 2016, S&P a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

(4) Le 25 janvier 2016, Fitch Ratings a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

(5) Le 20 mai 2015, DBRS a révisé notre perspective en la faisant passer de stable à négative.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

Nous sommes tenus de donner des biens en garantie à certaines contreparties dans l'éventualité où nos notations actuelles baisseraient. Le tableau ci-après illustre les obligations additionnelles au titre des garanties susceptibles d'être requises à la date de clôture advenant une révision à la baisse de un cran, de deux crans ou de trois crans de nos notations. Ces obligations additionnelles au titre des garanties constituent des exigences supplémentaires pour chaque révision à la baisse consécutive et elles ne représentent pas l'incidence cumulative de multiples révisions à la baisse. Les montants présentés varient périodiquement en raison de plusieurs facteurs, dont le transfert d'activités de négociation à des infrastructures du marché financier ayant fait l'objet d'une compensation centrale et à des Bourses, l'expiration de transactions mettant en jeu des événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, l'application de limites internes aux nouveaux accords afin d'exclure les événements susceptibles de déclencher des révisions à la baisse, ainsi que le passage de position négative à position positive des positions évaluées à la valeur de marché dans le cours normal des activités. Aucun titre d'emprunt de premier rang en circulation sur le marché ne comporte de modalités faisant en sorte qu'une révision des notations déclencherait un remboursement anticipé du capital.

Obligations contractuelles supplémentaires découlant de révisions à la baisse des notations

(en millions de dollars canadiens)	Au					
	31 janvier 2017			31 octobre 2016		
	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans	Révision à la baisse de 1 cran	Révision à la baisse de 2 crans	Révision à la baisse de 3 crans
Exigences contractuelles liées au financement des dérivés ou aux marges	602 \$	139 \$	382 \$	487 \$	117 \$	501 \$
Autres exigences contractuelles liées au financement ou aux marges (1)	268	72	–	293	473	–

(1) Comprennent les CPG émis dans le cadre de nos activités sur les marchés des obligations municipales à New York.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme est une mesure prévue par l'accord de Bâle III utilisée pour évaluer la suffisance des actifs liquides de haute qualité disponibles pour satisfaire aux besoins de liquidités sur une période de 30 jours advenant une grave crise de liquidité. Le ratio de liquidité à court terme minimal exigé par le CBCB et le BSIF est de 100 % à l'heure actuelle.

Le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme selon le modèle de déclaration prévu par l'accord de Bâle, calculé à partir de la moyenne des positions quotidiennes liées au ratio de liquidité à court terme enregistrées au cours du trimestre.

Modèle commun de déclaration du ratio de liquidité à court terme (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2017		le 31 octobre 2016	
	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)	Valeur non pondérée totale (moyenne) (2)	Valeur pondérée totale (moyenne)
Actifs liquides de haute qualité				
Total des actifs liquides de haute qualité		204 885		207 541
Sorties de trésorerie				
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :				
<i>Dépôts stables</i> (3)	231 747	18 183	224 518	17 372
<i>Dépôts moins stables</i>	71 308	2 139	72 570	2 177
<i>Dépôts moins stables</i>	160 439	16 044	151 948	15 195
Financement de gros non garanti, dont :	241 522	105 606	234 455	99 877
<i>Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives</i> (4)	105 417	25 382	106 040	25 491
<i>Dépôts non opérationnels</i>	119 045	63 165	113 719	59 690
<i>Dettes non garanties</i>	17 060	17 060	14 696	14 696
Financement de gros garanti		24 023		26 069
Exigences supplémentaires, dont :	228 314	67 752	226 706	67 106
<i>Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées</i>	61 055	35 594	59 910	34 299
<i>Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette</i>	6 124	6 124	5 364	5 364
<i>Facilités de crédit et de liquidité</i>	161 134	26 034	161 432	27 443
Autres obligations de financement contractuelles (5)	35 186	35 186	30 951	30 951
Autres obligations de financement conditionnelles (6)	446 246	6 784	448 854	6 814
Total des sorties de trésorerie		257 535		248 189
Entrées de trésorerie				
Prêts garantis (p. ex., conventions de revente)	125 027	34 130	126 615	31 978
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	10 850	7 357	10 559	7 042
Autres entrées de trésorerie	49 063	49 063	45 207	45 207
Total des entrées de trésorerie		90 550		84 227
		Total de la valeur ajustée		Total de la valeur ajustée
Total des actifs liquides de haute qualité		204 885		207 541
Total des sorties de trésorerie nettes		166 984		163 962
Ratio de liquidité à court terme		123 %		127 %

(1) Le ratio de liquidité à court terme est calculé conformément à la Ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, laquelle reflète à son tour les normes de liquidité publiées par le CBCB. Depuis le premier trimestre de 2017, le BSIF exige que les banques canadiennes communiquent le ratio de liquidité à court terme en fonction de la moyenne des positions quotidiennes enregistrées au cours du trimestre. Antérieurement, le ratio de liquidité à court terme était présenté en fonction de la moyenne des positions de fin de mois enregistrées au cours du trimestre. Le ratio de liquidité à court terme pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 correspond à une moyenne de 62 positions quotidiennes.

(2) À l'exception des autres obligations de financement conditionnel, les entrées et sorties non pondérées représentent des éléments venant à échéance ou remboursables par anticipation dans 30 jours tout au plus. Les autres obligations de financement conditionnel comprennent aussi les titres d'emprunt dont la durée restante jusqu'à l'échéance dépasse 30 jours.

(3) Selon la définition du CBCB, les dépôts stables de détail et de petites entreprises constituent des dépôts qui sont assurés et qui sont soit détenus dans des comptes courants, soit ceux de clients avec lesquels la banque entretient des relations durables, ce qui rend les retraits improbables.

(4) Les dépôts opérationnels qui ne sont pas des dépôts de détail ou des dépôts de petites ou moyennes entreprises constituent des dépôts que les clients doivent laisser à la banque afin d'y accéder plus aisément et d'être en mesure d'utiliser les systèmes de paiement et de règlement, principalement pour la compensation, la garde et la gestion de trésorerie.

(5) Les autres obligations de financement contractuelles comprennent principalement les sorties liées aux opérations sur valeur non réglées et les sorties liées aux engagements afférents à des titres vendus à découvert.

(6) Les autres obligations de financement conditionnelles comprennent les sorties liées à d'autres facilités hors bilan dont le facteur de retrait du ratio de liquidités à court terme est faible (de 0 % à 5 %).

Nous gérons notre position liée au ratio de liquidité à court terme en fonction d'une fourchette cible qui reflète la tolérance de la direction au risque de liquidité et qui tient compte de la composition des activités et des actifs ainsi que des capacités en matière de financement. Cette fourchette est revue périodiquement à la lumière des modifications apportées aux exigences internes et des faits nouveaux externes.

Nous détenons des actifs liquides de haute qualité libellés dans les principales monnaies, dont l'étendue du marché et l'envergure sont fiables. Nos pratiques de gestion de la trésorerie permettent de nous assurer que les différents niveaux d'actifs liquides de haute qualité sont gérés activement, de manière à atteindre les objectifs cibles en matière de ratio de liquidité à court terme. Nos actifs de niveau 1, calculés en respectant la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF et les exigences du CBCB concernant le ratio de liquidité à court terme, représentent 79 % du total des actifs liquides de haute qualité. Ces actifs comprennent la trésorerie, les placements auprès de banques centrales et les titres assortis de notations élevées émis ou garantis par des gouvernements, par des banques centrales ou par des entités supranationales.

Le ratio de liquidité à court terme tient compte des flux de trésorerie provenant des activités au bilan et hors bilan qui sont prévus ou qui pourraient être enregistrés dans un délai de 30 jours advenant une sévère crise de liquidité. Les sorties de trésorerie découlent de l'application de facteurs de retrait et de non-renouvellement aux dépôts à terme et à vue, classées par type de client (prêts de gros, prêts de détail et petites et moyennes entreprises). Les sorties de trésorerie découlent aussi des activités commerciales qui donnent lieu à des exigences en matière de financement conditionnel et de garanties, comme le financement de rachat, les dérivés, la vente de titres à découvert et les engagements en matière de crédit et de liquidité consentis aux clients. Les entrées de trésorerie résultent principalement de l'arrivée à échéance de prêts garantis, de prêts interbancaires et de titres qui ne font pas partie des actifs liquides de haute qualité.

Le ratio de liquidité à court terme ne reflète pas la capacité de financement sur le marché à laquelle la Banque pourrait, selon la direction, avoir accès advenant une crise. Un taux de sortie de 100 % est appliqué à tous les titres d'emprunt de gros arrivant à échéance aux fins du calcul du ratio de liquidité à court terme.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Nous gérons activement notre ratio de liquidité à court terme par rapport aux limites internes. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, la moyenne du ratio de liquidité à court terme correspond à 123 %, ce qui représente un excédent d'environ 38 milliards de dollars, soit 4 % de moins que la moyenne du trimestre précédent.

Échéances contractuelles des actifs financiers, des passifs financiers et des éléments hors bilan

Les tableaux ci-après présentent le profil des échéances contractuelles résiduelles liées à tous nos actifs, passifs et éléments hors bilan, en fonction de leur valeur comptable (c'est-à-dire le coût amorti ou la juste valeur), à la date du bilan. Les éléments hors bilan sont répartis selon la date d'échéance du contrat.

Les renseignements détaillés sur les échéances contractuelles et les engagements de financement constituent une source de renseignements aux fins de la gestion du risque de liquidité. Ces renseignements détaillés servent notamment à modéliser un bilan préparé selon l'approche de la comptabilité behavioriste et qui est basé sur les échéances réelles, de manière à calculer les mesures du risque de liquidité. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Évaluation du risque.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017									
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	Total
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	45 483 \$	404 \$	– \$	– \$	115 \$	– \$	– \$	– \$	1 741 \$	47 743 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	106 441	15	–	23	12	45	88	5 553	30 015	142 192
Titres disponibles à la vente	1 639	3 131	1 832	1 629	2 300	10 180	22 847	37 487	1 590	82 635
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	88 899	45 366	25 269	13 135	12 612	5 448	294	–	6 262	197 285
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	16 279	12 903	20 838	20 821	22 249	108 973	195 878	39 276	84 793	522 010
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	9 896	4 041	19	2	–	–	1	–	–	13 959
Dérivés	6 455	7 599	4 328	3 888	4 132	10 049	22 150	38 818	–	97 419
Autres actifs financiers	26 504	779	463	177	161	73	113	180	1 460	29 910
Total des actifs financiers	301 596 \$	74 238 \$	52 749 \$	39 675 \$	41 581 \$	134 768 \$	241 371 \$	121 314 \$	125 861 \$	1 133 153 \$
Autres actifs non financiers	1 035	1 396	376	329	171	1 213	3 003	2 026	19 064	28 613
Total de l'actif	302 631 \$	75 634 \$	53 125 \$	40 004 \$	41 752 \$	135 981 \$	244 374 \$	123 340 \$	144 925 \$	1 161 766 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	42 441 \$	26 723 \$	20 237 \$	28 398 \$	24 104 \$	41 395 \$	48 236 \$	18 351 \$	414 358 \$	664 243 \$
Emprunts garantis	1 155	3 715	7 165	3 937	3 218	7 962	17 737	8 729	–	53 618
Obligations sécurisées	–	–	–	3 246	1 836	7 194	24 787	2 588	–	39 651
Autres										
Acceptations	9 896	4 041	19	2	–	–	1	–	–	13 959
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	–	–	–	–	–	–	–	–	37 969
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	99 524	9 511	5 884	750	412	16	12	–	7 365	123 474
Dérivés	6 804	8 141	4 684	3 279	4 346	11 164	21 120	36 100	8	95 646
Autres passifs financiers	22 112	945	389	201	260	146	375	4 284	407	29 119
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	111	9 376	–	9 487
Total des passifs financiers	219 901 \$	53 076 \$	38 378 \$	39 813 \$	34 176 \$	67 877 \$	112 379 \$	79 428 \$	422 138 \$	1 067 166 \$
Autres passifs non financiers	750	584	172	164	1 875	2 400	819	8 163	7 522	22 449
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	72 151	72 151
Total du passif et des capitaux propres	220 651 \$	53 660 \$	38 550 \$	39 977 \$	36 051 \$	70 277 \$	113 198 \$	87 591 \$	501 811 \$	1 161 766 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	286 \$	1 484 \$	2 948 \$	1 159 \$	3 582 \$	1 911 \$	6 108 \$	318 \$	48 \$	17 844 \$
Engagements en vertu de baux	59	121	183	181	177	680	1 574	2 536	–	5 511
Engagements de crédit	968	2 826	6 397	9 389	9 141	35 671	133 912	16 320	4 162	218 786
Autres engagements liés au crédit	713	796	1 226	1 147	1 448	662	705	290	93 804	100 791
Autres engagements	685	–	–	–	–	–	–	–	438	1 123
Total des éléments hors bilan	2 711 \$	5 227 \$	10 754 \$	11 876 \$	14 348 \$	38 924 \$	142 299 \$	19 464 \$	98 452 \$	344 055 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement présentée précédemment.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016									Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 ans à 5 ans	5 ans et plus	Sans échéance précise	
Actif										
Trésorerie et dépôts auprès des banques	38 931 \$	342 \$	2 \$	– \$	192 \$	– \$	– \$	– \$	3 313 \$	42 780 \$
Valeurs mobilières										
Titres détenus à des fins de transaction (1)	98 843	5	18	–	24	40	117	6 183	46 062	151 292
Titres disponibles à la vente	1 648	4 854	2 011	1 810	1 687	8 869	25 709	36 587	1 626	84 801
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	81 801	42 092	24 771	14 988	11 090	3 380	303	–	7 877	186 302
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur prêts)	15 526	13 154	16 863	21 512	23 120	109 075	198 054	38 887	85 413	521 604
Autres										
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	8 362	4 403	73	3	–	–	2	–	–	12 843
Dérivés	8 443	10 367	4 800	3 355	3 511	12 794	26 563	49 099	12	118 944
Autres actifs financiers	28 659	741	484	222	62	43	38	414	1 372	32 035
Total des actifs financiers	282 213 \$	75 958 \$	49 022 \$	41 890 \$	39 686 \$	134 201 \$	250 786 \$	131 170 \$	145 675 \$	1 150 601 \$
Autres actifs non financiers	1 259	887	130	295	237	2 579	1 824	2 991	19 455	29 657
Total de l'actif	283 472 \$	76 845 \$	49 152 \$	42 185 \$	39 923 \$	136 780 \$	252 610 \$	134 161 \$	165 130 \$	1 180 258 \$
Passifs et capitaux propres										
Dépôts (2)										
Emprunts non garantis	30 680 \$	35 333 \$	35 540 \$	16 684 \$	23 586 \$	34 044 \$	55 239 \$	15 123 \$	415 130 \$	661 359 \$
Emprunts garantis	1 545	4 788	4 947	5 700	2 290	7 256	20 660	8 569	–	55 755
Obligations sécurisées	–	–	–	–	3 348	9 376	24 936	2 815	–	40 475
Autres										
Acceptations	8 362	4 403	73	3	–	–	2	–	–	12 843
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 369	–	–	–	–	–	–	–	–	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	88 702	6 113	1 568	–	756	8	21	–	6 273	103 441
Dérivés	7 334	10 904	5 809	3 939	2 976	13 562	25 945	46 081	–	116 550
Autres passifs financiers	22 700	2 212	375	125	218	154	290	4 762	482	31 318
Débitures subordonnées	–	–	–	–	–	–	115	9 647	–	9 762
Total des passifs financiers	209 692 \$	63 753 \$	48 312 \$	26 451 \$	33 174 \$	64 400 \$	127 208 \$	86 997 \$	421 885 \$	1 081 872 \$
Autres passifs non financiers	863	3 692	276	155	154	1 199	2 466	9 408	8 561	26 774
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	71 612	71 612
Total du passif et des capitaux propres	210 555 \$	67 445 \$	48 588 \$	26 606 \$	33 328 \$	65 599 \$	129 674 \$	96 405 \$	502 058 \$	1 180 258 \$
Éléments hors bilan										
Garanties financières	736 \$	2 255 \$	1 897 \$	3 199 \$	1 251 \$	3 010 \$	6 403 \$	79 \$	56 \$	18 886 \$
Engagements en vertu de baux	62	123	184	181	177	661	1 528	2 131	–	5 047
Engagements de crédit	3 723	5 481	9 783	7 190	12 074	31 384	132 092	18 284	3 220	223 231
Autres engagements liés au crédit	433	791	1 420	1 339	1 158	678	758	306	90 241	97 124
Autres engagements	477	63	–	–	–	–	–	–	–	540
Total des éléments hors bilan	5 431 \$	8 713 \$	13 284 \$	11 909 \$	14 660 \$	35 733 \$	140 781 \$	20 800 \$	93 517 \$	344 828 \$

(1) Les titres d'emprunt détenus à des fins de transaction classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont pris en compte dans la catégorie Moins de 1 mois, car nous ne prévoyons pas détenir ces actifs jusqu'à leur échéance contractuelle.

(2) La majeure partie des dépôts basés sur les relations sont remboursables à vue ou à court préavis selon ce qui est prévu au contrat; toutefois, en pratique, ces soldes de clients forment notre principale source pour répondre à nos besoins d'exploitation et de liquidités, tel qu'il est expliqué à la rubrique Profil des dépôts et du financement présentée précédemment.

Gestion des fonds propres

Nous continuons de gérer nos fonds propres conformément à notre cadre de gestion des fonds propres tel qu'il est décrit dans notre rapport annuel 2016. En outre, nous continuons de surveiller les faits nouveaux en matière de fonds propres réglementaires et de nous y préparer, afin d'assurer le respect intégral et opportun des nouvelles exigences. Pour de plus amples renseignements sur les faits nouveaux en matière de réglementation concernant notre cadre de gestion des fonds propres, se reporter à la rubrique Examen de la conjoncture économique, des marchés et du contexte réglementaire et perspectives du présent rapport aux actionnaires portant sur leur premier trimestre de 2017.

Le BSIF s'attend à ce que les banques canadiennes se conforment déjà aux ratios cibles « tout compris » de Bâle III (exigences du CBCB prenant effet le 1^{er} janvier 2019 – ratios minimaux plus la réserve de conservation des fonds propres) en ce qui concerne le ratio des fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de première catégorie et le ratio du total des fonds propres. Afin d'assurer une mise en application similaire à celle effectuée dans d'autres pays, le BSIF a autorisé, en date du 1^{er} janvier 2014, les banques canadiennes à appliquer progressivement les exigences de fonds propres relatives à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit sur une période de cinq ans se terminant le 31 décembre 2018. En 2017, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation lié au crédit appliqués aux fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres s'établissent à respectivement 72 %, 77 % et 81 % et ils atteindront 100 % pour chaque catégorie de fonds propres d'ici 2019.

Nous sommes tenus d'inclure un supplément au titre des fonds propres pondérés en fonction des risques de 1 %, car nous avons été désignés comme « banque d'importance systémique intérieure » par le BSIF en 2013 (à l'instar de cinq autres banques canadiennes), conformément aux données du tableau ci-dessous. En outre, à compter du premier trimestre de 2017, le BSIF applique les exigences du CBCB relatives à la réserve de fonds propres anticyclique, dont le calcul correspond à la moyenne pondérée des réserves existant dans les territoires où les banques ont un risque de crédit. Au 31 janvier 2017, l'effet de la réserve anticyclique sur nos exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires était négligeable.

Le tableau ci-après présente un sommaire des ratios cibles réglementaires établis par le BSIF en vertu de l'accord de Bâle III :

Ratios de fonds propres et de levier en vertu de l'accord de Bâle III	Exigences de ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF applicables aux grandes banques en vertu de l'accord de Bâle III					Ratios de fonds propres et de levier de RBC au 31 janvier 2017	Ratios cibles des fonds propres réglementaires du BSIF atteints ou dépassés
	Ratio minimal	Réserve de fonds propres ⁽¹⁾	Ratio minimal y compris la réserve de fonds propres	Supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure ⁽²⁾	Ratio minimal y compris la réserve de fonds propres et le supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure ⁽²⁾		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	>4,5 %	2,5 %	>7,0 %	1,0 %	>8,0 %	11,0 %	✓
Fonds propres de première catégorie	>6,0 %	2,5 %	>8,5 %	1,0 %	>9,5 %	12,6 %	✓
Total des fonds propres	>8,0 %	2,5 %	>10,5 %	1,0 %	>11,5 %	14,7 %	✓
Ratio de levier	>3,0 %	s.o.	>3,0 %	s.o.	>3,0 %	4,4 %	✓

(1) Les réserves de fonds propres comprennent la réserve de conservation des fonds propres et la réserve de fonds propres anticyclique, comme le BSIF le prescrit.

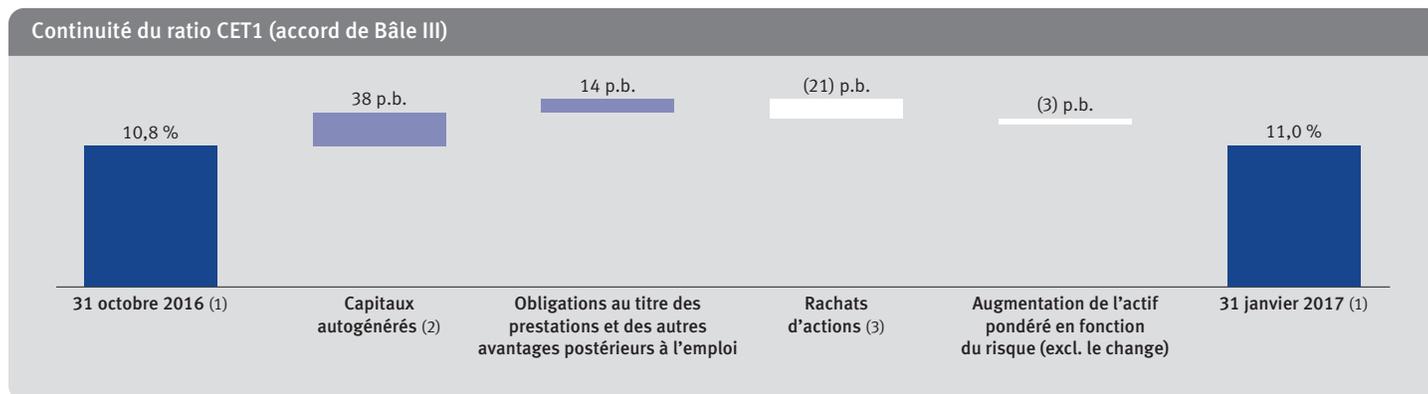
(2) Le supplément qui s'applique aux banques d'importance systémique intérieure concerne les fonds propres pondérés en fonction des risques et il a pris effet le 1^{er} janvier 2016.

Les tableaux qui suivent présentent des détails sur nos fonds propres réglementaires, notre actif pondéré en fonction des risques et nos ratios de fonds propres. Notre position de capital demeure solide, et nos ratios de fonds propres restent bien supérieurs aux cibles de fonds propres réglementaires fixées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les coefficients et sauf indication contraire)	Au		
	31 janvier 2017	31 octobre 2016	31 janvier 2016
Fonds propres (1)			
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	48 880 \$	48 181 \$	45 672 \$
Fonds propres de première catégorie	55 959	55 270	51 992
Total des fonds propres	65 377	64 950	61 752
Actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)			
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	442 508	447 436	459 929
Aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie	443 304	448 662	461 286
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	443 940	449 712	462 449
L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres comprend : (1)			
Risque de crédit	362 051 \$	369 751 \$	372 125 \$
Risque de marché	25 095	23 964	37 232
Risque opérationnel	56 794	55 997	53 092
Aux fins du calcul du ratio du total des fonds propres	443 940 \$	449 712 \$	462 449 \$
Ratios de fonds propres et ratio de levier (1), (3)			
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires (« ratio CET1 »)	11,0 %	10,8 %	9,9 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,6 %	12,3 %	11,3 %
Ratio du total des fonds propres	14,7 %	14,4 %	13,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %	4,0 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 260,0 \$	1 265,1 \$	1 288,5 \$

- (1) Les fonds propres, l'actif pondéré en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés à l'aide des normes de fonds propres du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III. Les ratios de levier sont calculés à l'aide de la ligne directrice sur les exigences de levier du BSIF en vertu de l'accord de Bâle III.
- (2) En 2016, les facteurs scalaires relatifs à l'ajustement de l'évaluation liée au crédit appliqués aux fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de première catégorie et au total des fonds propres étaient respectivement de 64 %, 71 % et 77 %. Pour l'exercice 2017, ces facteurs scalaires sont de 72 %, 77 % et 81 % respectivement.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio CET1, notre ratio de fonds propres de première catégorie, notre ratio du total des fonds propres et notre ratio de levier transitoires étaient de 11,6 %, 12,7 %, 14,7 % et 4,5 %, respectivement, au 31 janvier 2017. La base transitoire prévoit le calcul des fonds propres en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles au cours de l'exercice courant.

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016



- (1) Représente des chiffres arrondis.
- (2) Les capitaux autogénérés comprennent un montant de 1,7 milliard de dollars qui représente le bénéfice net disponibles pour les actionnaires, moins les dividendes sur les actions ordinaires et privilégiées.
- (3) Compte tenu du rachat de 1,1 million d'actions ordinaires au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017 et du nombre d'actions ordinaires attendu que nous sommes tenus de racheter au tiers vendeur dans le cadre du programme de rachat d'actions particulier, comme il est mentionné à la rubrique Principales activités de gestion des fonds propres ci-après.

Notre ratio CET1 s'est chiffré à 11,0 %, en hausse de 20 points de base par rapport au trimestre précédent, qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés et l'effet favorable de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par les rachats d'actions et l'augmentation de l'actif pondéré en fonction des risques (exclusion faite de l'incidence du change).

L'actif pondéré en fonction des risques aux fins du calcul du ratio CET1 a diminué de 5 milliards de dollars à cause surtout de l'incidence du change, facteur partiellement neutralisé par la croissance de l'actif pondéré en fonction des risques (exclusion faite de l'incidence du change) qui résulte principalement des nouveaux cadres réglementaires.

Notre ratio de fonds propres de première catégorie s'est établi à 12,6 %, en hausse de 30 points de base, en raison des facteurs mentionnés plus haut pour le ratio CET1.

Notre ratio du total des fonds propres de 14,7 % représente une hausse de 30 points de base qui découle des facteurs mentionnés plus haut pour le ratio CET1.

Notre ratio de levier de 4,4 % est au même niveau que celui du trimestre précédent, ce qui s'explique principalement par les capitaux autogénérés et l'effet favorable de la hausse des taux d'actualisation servant au calcul de nos obligations au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, facteurs atténués par les rachats d'actions et l'augmentation de l'exposition du ratio de levier (exclusion faite de l'incidence du change) dans les mises en pension de titres principalement.

Principales activités de gestion des fonds propres

Le tableau suivant présente nos principales activités de gestion des fonds propres :

(en millions de dollars, sauf le nombre d'actions)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Fonds propres de première catégorie		
Actions ordinaires émises		
Dans le cadre des régimes de rémunération fondée sur des actions (1)	1 479	96 \$
Achetées à des fins d'annulation (2), (3)	(11 333)	(137)

(1) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.

(2) Selon la valeur comptable.

(3) Les chiffres comprennent 10,2 millions d'actions ordinaires qui reflètent le nombre d'actions ordinaires attendu que nous sommes tenus de racheter en vertu d'un programme de rachat d'actions particulier.

En vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, approuvée par la TSX le 30 mai 2016, nous sommes autorisés à racheter jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires. Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2016 et se poursuivra jusqu'au 31 mai 2017, ou plus tôt si nous rachetons la totalité des actions autorisées aux termes de l'offre publique de rachat. Le 27 janvier 2017, la TSX a approuvé une modification de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités autorisant le rachat d'actions ordinaires dans le cadre de programmes de rachat d'actions particuliers. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, environ 1,1 million d'actions ordinaires ont été rachetées au total. Le coût des actions rachetées a totalisé 102 millions de dollars, soit une valeur comptable de 13 millions de dollars et une prime de 89 millions de dollars.

Le 27 janvier 2017, nous avons conclu une entente dans le cadre d'un programme de rachat d'actions particulier en vue de racheter tout au plus quelque 14,2 millions d'actions ordinaires. Le prix des actions sera inférieur au cours en vigueur sur les marchés au moment du rachat. Les rachats auront lieu entre le 1^{er} février 2017 et le 31 mars 2017 et s'accumuleront jusqu'à concurrence de la limite de 20 millions d'actions ordinaires permise aux termes de l'offre publique de rachat. Nous avons réduit de 10,2 millions le nombre d'actions ordinaires en circulation afin de rendre compte du nombre d'actions ordinaires attendu que nous sommes tenus de racheter en vertu de ce programme de rachat d'actions particulier.

Principales données concernant les actions (1)

(en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions et sauf indication contraire)	Au 31 janvier 2017		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions ordinaires en circulation (1)	1 475 540	17 898 \$	0,83 \$
Actions privilégiées de premier rang en circulation			
À dividende non cumulatif, série W (2)	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AJ (3)	13 579	339	0,22
À dividende non cumulatif, série AK (3)	2 421	61	0,15
À dividende non cumulatif, série AL (3)	12 000	300	0,27
À dividende non cumulatif, série AZ (3), (4)	20 000	500	0,25
À dividende non cumulatif, série BB (3), (4)	20 000	500	0,24
À dividende non cumulatif, série BD (3), (4)	24 000	600	0,23
À dividende non cumulatif, série BF (3), (4)	12 000	300	0,23
À dividende non cumulatif, série BH (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BI (4)	6 000	150	0,31
À dividende non cumulatif, série BJ (4)	6 000	150	0,33
À dividende non cumulatif, série BK (3), (4)	29 000	725	0,34
À dividende non cumulatif, série BM (3), (4)	30 000	750	0,34
À dividende non cumulatif, série C-1 (5)	82	107	13,75 \$ US
À dividende non cumulatif, série C-2 (5)	20	31	16,88 \$ US
Actions propres détenues – privilégiées	13	–	
Actions propres détenues – ordinaires	(515)	(33)	
Options sur actions			
En cours	11 382		
Exerçables	6 209		
Dividendes			
Actions ordinaires		1 232	
Actions privilégiées		75	

- (1) Pour plus de détail au sujet de nos activités de gestion des fonds propres, se reporter à la note 10 des états financiers résumés.
- (2) Depuis le 24 février 2010, nous avons le droit de convertir ces actions en actions ordinaires, à notre gré et sous réserve de certaines restrictions.
- (3) Le taux de dividende sera révisé tous les cinq ans.
- (4) Instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV.
- (5) Représente 3 282 000 et 815 400 actions représentatives d'actions étrangères relatives aux actions privilégiées de série C-1 et de série C-2, respectivement. Chaque action représentative d'action étrangère représente un quarantième de droit sur une action de série C-1 et de série C-2, respectivement.

Au 17 février 2017, 1 475 621 816 actions ordinaires étaient en circulation; ce nombre tient compte de la réduction de 10,2 millions d'actions ordinaires que nous sommes tenus de racheter dans le cadre du programme de rachat d'actions particulier. Au 17 février 2017, le nombre d'options sur actions et d'attribution d'actions en cours s'établissait à 11 295 121 et le nombre d'actions propres privilégiées et ordinaires s'établissait à (2 167) et à (344 189), respectivement.

Les clauses relatives aux FPUNV exigent la conversion des instruments de fonds propres en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF considère la Banque comme non viable ou si le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial au Canada annonce publiquement que la Banque a accepté ou a convenu d'accepter une injection de capitaux. Si un événement déclencheur faisant intervenir les FPUNV devait se produire, les actions privilégiées de série AZ, les actions privilégiées de série BB, les actions privilégiées de série BD, les actions privilégiées de série BF, les actions privilégiées de série BH, les actions privilégiées de série BI, les actions privilégiées de série BJ, les actions privilégiées de série BK, les actions privilégiées de série BM, les débetures subordonnées échéant le 17 juillet 2024, les débetures subordonnées échéant le 29 septembre 2026, les débetures subordonnées échéant le 4 juin 2025, les débetures subordonnées échéant le 20 janvier 2026 et les débetures subordonnées échéant le 27 janvier 2026, qui sont des instruments de fonds propres relatifs aux FPUNV, seraient converties en actions ordinaires de RBC selon une formule de conversion automatique, à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher contractuel de 5,00 \$; ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (cours moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$ et en tenant compte des dividendes et intérêts cumulés estimatifs, ces instruments de capital relatifs aux FPUNV se convertiraient en un maximum de 2 744 millions d'actions ordinaires de RBC, au total, ce qui représenterait un effet dilutif de 65,03 % selon le nombre d'actions ordinaires de RBC en circulation au 31 janvier 2017.

Capital attribué

La méthode que nous utilisons consiste à attribuer le capital à nos secteurs d'exploitation selon le montant le plus élevé entre le capital économique pleinement diversifié et les exigences en matière de fonds propres réglementaires de l'accord de Bâle III. L'attribution du capital fondée sur le risque fournit une mesure du rendement uniforme des secteurs d'exploitation, ce qui permet une comparaison avec notre objectif de rendement global et aide la direction à déterminer l'affectation des ressources en fonction d'autres facteurs.

L'information qui suit donne un aperçu de notre capital attribué :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Risque de crédit	21 050 \$	20 500 \$	20 450 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	3 150	3 000	3 550
Risque opérationnel	5 100	5 000	4 750
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	3 150	3 100	3 100
Risque d'assurance	600	600	650
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	15 700	15 750	16 650
Attribution de fonds propres réglementaires	11 050	8 800	8 500
Capital attribué	59 800 \$	56 750 \$	57 650 \$
Capital non attribué	4 850	6 350	3 800
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	64 650 \$	63 100 \$	61 450 \$

Premier trimestre de 2017 par rapport au quatrième trimestre de 2016

Le capital attribué de 3 milliards de dollars reflète principalement une plus grande attribution de fonds propres réglementaires (surtout par suite d'une hausse du taux d'attribution) et une augmentation du risque de crédit en raison de la croissance des activités.

Notre capitalisation demeure favorable, et les niveaux actuels des capitaux disponibles excèdent le capital attribué requis pour couvrir tous nos risques significatifs.

Banques d'importance systémique mondiale selon 12 indicateurs d'évaluation ⁽¹⁾

Le CBCB et le CSF se servent de 12 indicateurs pour déterminer l'importance systémique des grandes banques mondiales. Le 21 novembre 2016, le Conseil de stabilité financière a publié la liste des banques d'importance systémique mondiale et RBC n'était pas désignée comme telle. Le tableau ci-après présente les 12 indicateurs à partir desquels est faite cette détermination.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 octobre 2016	31 octobre 2015
Activité transfrontière ⁽²⁾		
Créances transfrontières	473 111 \$	401 488 \$
Passifs transfrontières	443 350	273 742
Taille ⁽³⁾		
Expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III	1 266 442	1 183 027
Interdépendance ⁽⁴⁾		
Actifs dans le système financier	127 556	127 856
Passifs dans le système financier	125 955	142 955
Titres en circulation	324 601	284 360
Substituabilité/infrastructure financière ⁽⁵⁾		
Activité de paiement	40 663 480	37 729 748
Actifs sous garde	3 798 828	3 419 329
Valeurs des transactions placées sur les marchés obligataires et boursiers	196 850	202 055
Complexité ⁽⁶⁾		
Valeur notionnelle des dérivés de gré à gré	11 731 898	12 104 451
Titres détenus à des fins de transaction et disponibles à la vente	50 280	67 562
Actifs de niveau 3	4 270	5 626

(1) Les indicateurs d'importance systémique mondiale des banques reposent sur la méthodologie prescrite dans le document publié par le CBCB en juillet 2013 et les lignes directrices du CBCB et du BSIF de janvier 2014. Les indicateurs s'appuient sur les principes de consolidation prescrits par la réglementation, ce qui en exclut les filiales de RBC Assurances.

(2) Représente le niveau d'interaction d'une banque hors de son territoire.

(3) Représente le total des expositions au bilan et hors bilan de la Banque selon les règles de ratio de levier de Bâle III, avant ajustements réglementaires.

(4) Représente les transactions avec d'autres institutions financières.

(5) Représente la mesure dans laquelle les services de la Banque pourraient être remplacés par ceux d'autres institutions.

(6) Tient compte du degré de complexité et du volume des activités de négociation de la Banque en ce qui concerne les dérivés, les titres détenus à des fins de négociation, les titres disponibles à la vente et les actifs de niveau 3.

Quatrième trimestre de 2016 par rapport au quatrième trimestre de 2015

Les créances transfrontières ont augmenté de 72 milliards de dollars, ou 18 %, et les passifs transfrontières ont augmenté de 170 milliards de dollars, ou 62 %, par suite surtout de l'intégration de City National et de l'augmentation de l'activité transfrontière alimentée par la croissance de notre bilan.

Les expositions totales telles que définies par le ratio de levier de Bâle III se sont accrues de 83 milliards de dollars, ou 7 %, essentiellement en raison de l'intégration de City National et d'une augmentation des expositions dans les secteurs Marchés des Capitaux et Services bancaires canadiens.

L'activité de paiement a augmenté de 2 934 milliards de dollars, ou 8 %, en raison principalement de l'intégration de City National.

Les actifs sous garde ont augmenté de 379 milliards de dollars, ou 11 %, du fait surtout de la croissance des activités et de l'appréciation du capital découlant des conditions de marché favorables.

Information financière supplémentaire

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

Certaines activités et transactions nous exposent au risque de défaillance lié aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain. Notre exposition aux prêts hypothécaires résidentiels à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, qui s'établissait à 69 millions de dollars, représentait moins de 0,1 % du total de notre actif au 31 janvier 2017, contre 446 millions, ou moins de 0,1 %, un an auparavant. La baisse de 377 millions de dollars s'explique principalement par la vente de certains titres.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales

La juste valeur du total de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales au Canada et aux États-Unis s'élevait à 420 millions de dollars au 31 janvier 2017.

Actifs et passifs évalués à la juste valeur

Nos instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans les niveaux 1, 2 ou 3, selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur définie dans la Norme internationale d'information financière (IFRS) 13, *Évaluation de la juste valeur*. Pour plus de détails sur la juste valeur de nos instruments financiers et sur les transferts d'instruments entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Le tableau ci-dessous illustre le total de la juste valeur de chaque catégorie principale d'actifs financiers et de passifs financiers évalués à la juste valeur, ainsi que le pourcentage de la juste valeur pour chaque catégorie classée dans les niveaux 1, 2 ou 3 :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au 31 janvier 2017				
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers					
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	142 192 \$	30 %	70 %	– %	100 %
Titres disponibles à la vente	67 632	1	95	4	100
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	129 509	–	100	–	100
Prêts	3 659	–	88	12	100
Dérivés (1)	168 724	1	99	–	100
Passifs financiers					
Dépôts	101 498 \$	– %	100 %	– %	100 %
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	50	50	–	100
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	110 788	–	100	–	100
Dérivés (1)	167 074	1	98	1	100

(1) Les actifs et passifs dérivés présentés dans le tableau ci-dessus ne reflètent pas l'incidence de la compensation.

Questions en matière de comptabilité et de contrôle

Nos états financiers résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les principales méthodes comptables sont présentées à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Les changements futurs de méthodes comptables et d'information à fournir qui ne sont pas encore en vigueur pour RBC sont aussi décrits à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de présentation de l'information

Au 31 janvier 2017, la direction a évalué l'efficacité de nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information conformément aux règles adoptées par la SEC des États-Unis. Cette évaluation a été faite sous la supervision et avec le concours du président et chef de la direction et du chef des finances. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef des finances ont conclu que nos contrôles et processus liés à la présentation de l'information étaient efficaces au 31 janvier 2017.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous n'avons effectué aucune modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence significative ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Transactions entre parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous offrons des services bancaires habituels et des services d'exploitation et concluons d'autres transactions avec des sociétés affiliées ou avec d'autres sociétés liées, y compris avec nos coentreprises, selon des modalités semblables à celles des parties non liées. Nous consentons des prêts à des administrateurs, à des dirigeants et à d'autres employés à des taux normalement consentis à nos clients privilégiés. Nous offrons en outre des régimes d'attribution d'actions différées et d'autres régimes aux administrateurs qui ne sont pas nos employés, aux dirigeants et à certains autres employés clés. Pour plus de détails, se reporter aux notes 12 et 29 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Index des recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements, qui a été mis en place par le Conseil de stabilité financière, a publié un rapport (intitulé *Enhancing the Risk Disclosures of Banks*) dans lequel il présente 32 recommandations visant une présentation de renseignements transparents et de grande qualité concernant les risques. En conséquence, les informations supplémentaires à fournir sont présentées dans notre rapport annuel 2016, dans notre rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2017 ainsi que dans notre document d'information financière complémentaire (IFC).

L'index qui suit présente un sommaire de nos renseignements à fournir selon les recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements :

Catégorie de risque	Recommandation	Information à fournir	Référence		
			Page du rapport aux actionnaires	Page du rapport annuel	Page de l'IFC
Généralités	1	Table des matières sur les informations relatives aux risques à fournir conformément aux recommandations du Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements	57	129	1
	2	Définir la terminologie et les mesures relatives aux risques		56-62, 235-237	–
	3	Risques principaux et risques émergents		54-56	–
	4	Nouveaux ratios réglementaires	51-52	101-105	–
Gouvernance, gestion du risque et modèle d'affaires	5	Structure de gestion des risques		56-62	–
	6	Culture à l'égard du risque		56-58	–
	7	Risques relatifs au contexte dans lequel nous exerçons nos activités		111	–
	8	Simulation de crise		59, 75	–
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9	Ratios de fonds propres minimaux en vertu de l'accord de Bâle III et supplément s'appliquant aux banques d'importance systémique intérieure	51	101-105	–
	10	Composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable et du bilan réglementaire		–	21-24
	11	État de l'évolution des fonds propres réglementaires		–	25
	12	Planification stratégique en matière de fonds propres		100-105	–
	13	Actif pondéré en fonction des risques par secteur d'activité		–	28
	14	Analyse des exigences en matière de fonds propres et renseignements sur le modèle d'évaluation connexe		62-66	26-27
	15	Information relative au risque de crédit lié aux actifs pondérés en fonction des risques et mesures de risque connexes		–	42-44
	16	Évolution de l'actif pondéré en fonction des risques par catégorie de risque		–	28
Liquidités	17	Information relative au contrôle ex post en vertu de l'accord de Bâle		59, 64	42
	18	Analyse quantitative et qualitative de notre réserve de liquidités	43-44	83-85, 88-90	–
Financement	19	Actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan, et obligations contractuelles découlant de révisions des notations	44, 46-47	85, 88	–
	20	Analyse de l'ensemble des actifs, passifs et engagements hors bilan consolidés en fonction de la durée contractuelle résiduelle à la date du bilan	49-50	90-91	–
	21	Sources de financement et stratégie de financement	44-46	85-86	–
Risque de marché	22	Liens entre les postes du bilan et les mesures de risque de marché relatives aux portefeuilles de négociation et aux portefeuilles autres que de négociation	41-42	80-81	–
	23	Ventilation des facteurs de risque de marché	37-40	74-79	–
	24	Informations relatives à la validation et au contrôle ex post des mesures de risque de marché		75	–
	25	Principales techniques de gestion des risques au-delà des mesures et paramètres de risque présentés		74-77	–
Risque de crédit	26	Profil de risque de crédit de la Banque	30-37	62-74, 175-178, 124-128	31-44
		Sommaire quantitatif de l'ensemble des expositions au risque de crédit en rapprochement avec le bilan	70-71		40
	27	Politiques de détermination des prêts douteux		64-66, 114-115, 146-147	–
	28	Rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et des provisions pour dépréciation au cours de l'exercice		–	33,37
	29	Quantification de l'exposition notionnelle brute aux dérivés négociés hors cote ou en Bourse		67	46
	30	Mesures d'atténuation du risque de crédit, y compris les garanties détenues pour toutes les sources de risque de crédit		65	41
Autres	31	Autres types de risque		92-100	–
	32	Événements publics comportant des risques		95-98, 219-220	–

États financiers consolidés intermédiaires résumés (non audité)

Bilans consolidés intermédiaires résumés (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Actif		
Trésorerie et montants à recevoir de banques	25 363 \$	14 929 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	22 380	27 851
Valeurs mobilières		
Titres détenus à des fins de transaction	142 192	151 292
Titres disponibles à la vente (note 4)	82 635	84 801
	224 827	236 093
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	197 285	186 302
Prêts (note 5)		
Prêts de détail	370 161	369 470
Prêts de gros	154 088	154 369
	524 249	523 839
Provision pour pertes sur prêts (note 5)	(2 239)	(2 235)
	522 010	521 604
Actif net des fonds distincts	1 021	981
Autres		
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	13 959	12 843
Dérivés	97 419	118 944
Locaux et matériel, montant net	2 746	2 836
Goodwill	10 967	11 156
Autres immobilisations incorporelles	4 537	4 648
Autres actifs	39 252	42 071
	168 880	192 498
Total de l'actif	1 161 766 \$	1 180 258 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts (note 7)		
Particuliers	253 106 \$	250 550 \$
Entreprises et gouvernements	481 577	488 007
Banques	22 829	19 032
	757 512	757 589
Passif net au titre des fonds distincts	1 021	981
Autres		
Acceptations	13 959	12 843
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	123 474	103 441
Dérivés	95 646	116 550
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	8 785	9 164
Autres passifs	41 762	47 947
	321 595	340 314
Débiteures subordonnées	9 487	9 762
Total du passif	1 089 615	1 108 646
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Actions privilégiées	6 713	6 713
Actions ordinaires (émises – 1 475 025 219 et 1 484 234 375) (note 10)	17 865	17 859
Bénéfices non distribués	42 996	41 519
Autres composantes des capitaux propres	3 992	4 926
	71 566	71 017
Participations ne donnant pas le contrôle	585	595
Total des capitaux propres	72 151	71 612
Total du passif et des capitaux propres	1 161 766 \$	1 180 258 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Comptes consolidés intermédiaires résumés de résultat (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
Revenu d'intérêt		
Prêts	4 581 \$	4 434 \$
Valeurs mobilières	1 221	1 184
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	603	405
Dépôts et autres	54	33
	6 459	6 056
Frais d'intérêt		
Dépôts et autres	1 504	1 293
Autres passifs	565	530
Débitures subordonnées	66	37
	2 135	1 860
Revenu net d'intérêt	4 324	4 196
Revenus autres que d'intérêt		
Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires	497	1 159
Revenus tirés des activités de négociation	263	90
Commissions de gestion de placements et de services de garde	1 128	1 054
Revenus tirés des fonds communs de placement	745	719
Commissions de courtage en valeurs mobilières	399	367
Frais bancaires	438	431
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	468	374
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	227	182
Revenus sur cartes	236	216
Commissions de crédit	356	263
Profits nets sur les titres disponibles à la vente (note 4)	27	52
Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées (note 6)	251	47
Autres	187	209
	5 222	5 163
Total des revenus	9 546	9 359
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 5)	294	410
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	183	829
Frais autres que d'intérêt		
Ressources humaines (note 8)	3 263	3 076
Matériel	356	356
Frais d'occupation	399	393
Communications	221	203
Honoraires	255	240
Amortissement des autres immobilisations incorporelles	252	234
Autres	469	458
	5 215	4 960
Bénéfice avant impôt	3 854	3 160
Impôt sur le bénéfice	827	713
Bénéfice net	3 027 \$	2 447 \$
Bénéfice net attribuable aux :		
Actionnaires	3 015 \$	2 426 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	12	21
	3 027 \$	2 447 \$
Bénéfice de base par action (en dollars) (note 11)	1,98 \$	1,59 \$
Bénéfice dilué par action (en dollars) (note 11)	1,97	1,58
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,83	0,79

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés du résultat global (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
Bénéfice net	3 027 \$	2 447 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt		
Éléments qui seront reclassés en résultat dans une période future :		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	(129)	19
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(12)	(35)
	(141)	(16)
Écarts de change		
Profits (pertes) de change latents	(1 462)	3 019
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	543	(1 172)
Reclassement en résultat de pertes (profits) de change	(10)	–
	(929)	1 847
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	96	(89)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	37	30
	133	(59)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat dans une période future :		
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (note 8)	597	(454)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(33)	120
	564	(334)
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	(373)	1 438
Total du bénéfice global	2 654 \$	3 885 \$
Total du bénéfice global attribuable aux :		
Actionnaires	2 645 \$	3 859 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	9	26
	2 654 \$	3 885 \$

L'incidence de l'impôt sur le résultat sur les états consolidés intermédiaires résumés du résultat global est présentée dans le tableau suivant.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
Impôt sur les autres éléments du résultat global		
Profits nets (pertes nettes) latents sur les titres disponibles à la vente	(68)\$	30 \$
Reclassement en résultat de pertes nettes (profits nets) sur les titres disponibles à la vente	(4)	(15)
Profits (pertes) de change latents	(2)	4
Profits nets (pertes nettes) de change liés aux activités de couverture	183	(417)
Profits nets (pertes nettes) sur les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	36	(32)
Reclassement en résultat de pertes (profits) sur les dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	13	11
Réévaluations des régimes d'avantages du personnel	206	(152)
Variation nette de la juste valeur attribuable au risque de crédit lié aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	(13)	43
Total de la charge (l'économie) d'impôt	351 \$	(528)\$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

États consolidés intermédiaires résumés des variations des capitaux propres (non audité)

	Autres composantes des capitaux propres										Total des capitaux propres	
	Actions privilégiées	Actions ordinaires	Actions propres – privilégiées	Actions propres – ordinaires	Bénéfices non distribués	Titres disponibles à la vente	Écart de change	Couvertures de flux de trésorerie	Composantes des capitaux propres autres	Capitaux propres attribuables aux actionnaires		Participations ne donnant pas le contrôle
Solde au 31 octobre 2015	5 100 \$	14 573 \$	(2) \$	38 \$	37 811 \$	315 \$	4 427 \$	(116) \$	4 626 \$	62 146 \$	1 798 \$	63 944 \$
Variation des capitaux propres												
Capital social émis	1 105	3 201	-	-	(7)	-	-	-	-	4 299	-	4 299
Rachat de titres de fiducie de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 200)	(1 200)
Actions propres – vente	-	-	40	989	-	-	-	-	-	1 029	-	1 029
Actions propres – achat	-	-	(39)	(939)	-	-	-	-	-	(978)	-	(978)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(6)	-	-	-	-	(6)	-	(6)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 175)	-	-	-	-	(1 175)	-	(1 175)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(60)	-	-	-	-	(60)	(46)	(106)
Autres	-	-	-	-	201	-	-	-	-	201	(5)	196
Bénéfice net	-	-	-	-	2 426	-	-	-	-	2 426	21	2 447
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(334)	(16)	1 842	(59)	1 767	1 433	5	1 438
Solde au 31 janvier 2016	6 205 \$	17 774 \$	(1) \$	88 \$	38 856 \$	299 \$	6 269 \$	(175) \$	6 393 \$	69 315 \$	573 \$	69 888 \$
Solde au 31 octobre 2016	6 713 \$	17 939 \$	- \$	(80) \$	41 519 \$	340 \$	4 685 \$	(99) \$	4 926 \$	71 017 \$	595 \$	71 612 \$
Variations des capitaux propres												
Capital social émis	-	96	-	-	-	-	-	-	-	96	-	96
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	-	(137)	-	-	(814)	-	-	-	-	(951)	-	(951)
Actions propres – vente	-	-	21	1 191	-	-	-	-	-	1 212	-	1 212
Actions propres – achat	-	-	(21)	(1 144)	-	-	-	-	-	(1 165)	-	(1 165)
Attributions de rémunération fondée sur des actions	-	-	-	-	(12)	-	-	-	-	(12)	-	(12)
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	-	(1 232)	-	-	-	-	(1 232)	-	(1 232)
Dividendes sur actions privilégiées et autres	-	-	-	-	(75)	-	-	-	-	(75)	(17)	(92)
Autres	-	-	-	-	31	-	-	-	-	31	(2)	29
Bénéfice net	-	-	-	-	3 015	-	-	-	-	3 015	12	3 027
Total des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	564	(141)	(926)	133	(934)	(370)	(3)	(373)
Solde au 31 janvier 2017	6 713 \$	17 898 \$	- \$	(33) \$	42 996 \$	199 \$	3 759 \$	34 \$	3 992 \$	71 566 \$	585 \$	72 151 \$

Les notes annexes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie (non audité)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	3 027 \$	2 447 \$
Ajustements liés aux éléments sans effet sur la trésorerie et autres		
Dotation à la provision pour pertes sur créances	294	410
Amortissement	162	152
Impôt différé	304	91
Amortissement et perte de valeur des autres immobilisations incorporelles	252	234
Variations nettes des participations dans des coentreprises et des entreprises associées	(250)	(41)
Pertes (profits) à la vente de locaux et de matériel	(7)	1
Pertes (profits) sur les titres disponibles à la vente	(46)	(75)
Pertes (profits) à la cession d'activités	-	8
Perte de valeur de titres disponibles à la vente	17	24
Ajustements liés à la variation nette des actifs et passifs d'exploitation		
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	(379)	195
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	(186)	(221)
Impôt exigible	(1 115)	(204)
Actifs dérivés	21 525	(26 840)
Passifs dérivés	(20 904)	24 066
Titres détenus à des fins de transaction	9 073	(3 364)
Prêts, déduction faite de la titrisation	(415)	(13 956)
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	(10 983)	(21 310)
Dépôt, déduction faite de la titrisation	(77)	30 099
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	20 033	16 022
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(12 400)	4 273
Montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	5	616
Autres	(554)	(6 512)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	7 376	6 115
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Variation des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	5 471	833
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	2 234	2 625
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	11 021	6 658
Acquisition de titres disponibles à la vente	(13 753)	(9 493)
Produit de l'arrivée à échéance de titres détenus jusqu'à leur échéance	297	978
Acquisitions de titres détenus jusqu'à leur échéance	(573)	(548)
Acquisitions nettes de locaux, de matériel et d'autres immobilisations incorporelles	(257)	(407)
Flux de trésorerie affectés aux acquisitions	-	(2 964)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	4 440	(2 318)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Rachat de titres de fiducie de capital	-	(1 200)
Émission de débentures subordonnées	-	3 606
Remboursement de débentures subordonnées	-	(1 500)
Émission d'actions ordinaires	96	86
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(102)	-
Émission d'actions privilégiées	-	725
Actions propres – vente	1 212	1 029
Actions propres – achat	(1 165)	(978)
Dividendes versés	(1 309)	(1 195)
Frais d'émission	-	(7)
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	(17)	(46)
Variation des emprunts à court terme des filiales	(5)	2
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	(1 290)	522
Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les montants à recevoir de banques	(92)	279
Variation nette de la trésorerie et des montants à recevoir de banques	10 434	4 598
Trésorerie et montants à recevoir de banques au début de la période (1)	14 929	12 452
Trésorerie et montants à recevoir de banques à la fin de la période (1)	25 363 \$	17 050 \$
Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les éléments suivants :		
Intérêts versés	2 074 \$	1 818 \$
Intérêts reçus	6 043	5 710
Dividendes reçus	592	424
Impôt sur le résultat payé	2 002	212

(1) Nous sommes tenus de maintenir des soldes auprès des banques centrales et d'autres organismes de réglementation. Le total des soldes était de 1,7 milliard de dollars au 31 janvier 2017 (3,3 milliards au 31 octobre 2016; 2,2 milliards au 31 janvier 2016; 2,6 milliards au 31 octobre 2015).

Note 1 Informations générales

Nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers résumés) sont présentés conformément à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers résumés ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans les états financiers annuels, et ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2016 et les notes annexes présentés aux pages 130 à 232 de notre rapport annuel 2016. L'information présentée dans les tableaux est en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages. Le 23 février 2017, le Conseil d'administration a autorisé la publication des états financiers résumés.

Note 2 Sommaire des principales méthodes comptables, estimations et jugements

Les présents états financiers résumés ont été préparés au moyen des mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Les principales méthodes comptables et changements de méthodes comptables et d'informations à fournir qui ne sont pas encore entrés en vigueur pour nous sont présentés à la note 2 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers**Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers**

Les tableaux suivants donnent une comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier. Pour une description des techniques d'évaluation et des données utilisées pour déterminer la juste valeur de nos instruments financiers, se reporter aux notes 2 et 3 de nos états financiers consolidés annuels audités de 2016. Aucun changement important n'a été apporté à nos méthodes d'évaluation de la juste valeur au cours du trimestre.

	Au 31 janvier 2017						
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Juste valeur	
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	13 365 \$	– \$	9 015 \$	9 015 \$	22 380 \$	22 380 \$
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	132 397	9 795	–	–	–	142 192	142 192
Titres disponibles à la vente ⁽¹⁾	–	–	67 717	14 918	14 899	82 635	82 616
	132 397	9 795	67 717	14 918	14 899	224 827	224 808
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	129 509	–	67 776	67 599	197 285	197 108
Prêts							
Prêts de détail	90	–	–	368 834	368 036	368 924	368 126
Prêts de gros	1 534	2 035	–	149 517	149 189	153 086	152 758
	1 624	2 035	–	518 351	517 225	522 010	520 884
Autres							
Dérivés	97 419	–	–	–	–	97 419	97 419
Autres actifs ⁽²⁾	–	971	–	42 895	42 895	43 866	43 866
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	150 \$	14 152 \$	–	238 804 \$	238 960 \$	253 106 \$	253 262 \$
Entreprises et gouvernements ⁽³⁾	–	82 720	–	398 857	400 256	481 577	482 976
Banques ⁽⁴⁾	–	4 476	–	18 353	18 359	22 829	22 835
	150	101 348	–	656 014	657 575	757 512	759 073
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	37 969	–	–	–	–	37 969	37 969
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	110 788	–	12 686	12 689	123 474	123 477
Dérivés	95 646	–	–	–	–	95 646	95 646
Autres passifs ⁽⁵⁾	161	3	–	42 911	42 880	43 075	43 044
Débitures subordonnées	–	117	–	9 370	9 604	9 487	9 721

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 octobre 2016

	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable		Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Juste valeur			
				Instruments financiers évalués au coût amorti	Instruments financiers évalués au coût amorti		
(en millions de dollars canadiens)							
Actifs financiers							
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	– \$	15 967 \$	– \$	11 884 \$	11 884 \$	27 851 \$	27 851 \$
Valeurs mobilières							
Titres détenus à des fins de transaction	141 265	10 027	–	–	–	151 292	151 292
Titres disponibles à la vente (1)	–	–	69 922	14 879	15 207	84 801	85 129
	141 265	10 027	69 922	14 879	15 207	236 093	236 421
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	–	121 692	–	64 610	64 498	186 302	186 190
Prêts							
Prêts de détail	71	–	–	368 145	369 012	368 216	369 083
Prêts de gros	1 437	904	–	151 047	150 720	153 388	153 061
	1 508	904	–	519 192	519 732	521 604	522 144
Autres							
Dérivés	118 944	–	–	–	–	118 944	118 944
Autres actifs (2)	–	894	–	43 981	43 979	44 875	44 873
Passifs financiers							
Dépôts							
Particuliers	113 \$	15 142 \$	–	235 295 \$	235 490 \$	250 550 \$	250 745 \$
Entreprises et gouvernements (3)	–	82 871	–	405 136	406 881	488 007	489 752
Banques (4)	–	730	–	18 302	18 312	19 032	19 042
	113	98 743	–	658 733	660 683	757 589	759 539
Autres							
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	50 369	–	–	–	–	50 369	50 369
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	88 863	–	14 578	14 583	103 441	103 446
Dérivés	116 550	–	–	–	–	116 550	116 550
Autres passifs (5)	282	10	–	43 865	43 838	44 157	44 130
Débiteures subordonnées	–	131	–	9 631	9 700	9 762	9 831

(1) Les titres disponibles à la vente comprennent les titres détenus jusqu'à leur échéance qui sont comptabilisés au coût amorti.

(2) Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres actifs.

(3) Le poste Entreprises et gouvernements comprend les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques.

(4) Les dépôts de banques correspondent aux dépôts venant d'institutions de dépôts réglementées.

(5) Comprend les acceptations et les instruments financiers comptabilisés dans les autres passifs.

Juste valeur des actifs et des passifs évalués à la juste valeur de façon récurrente et classés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur

(en millions de dollars canadiens)	Au												
	31 janvier 2017					31 octobre 2016							
	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	Évaluation à la juste valeur selon le			Total de la juste valeur, montant brut	Ajustements de compensation	Actifs/passifs à la juste valeur	
Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1				Niveau 2	Niveau 3					
Actifs financiers													
Dépôts productifs d'intérêts auprès de banques	- \$	13 365 \$	-	13 365 \$		\$	13 365 \$	- \$	15 967 \$	- \$	15 967 \$	\$	15 967 \$
Valeurs mobilières													
Titres détenus à des fins de transaction													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	11 683	8 616	-	20 299		20 299	13 072	10 214	-	23 286		23 286	
Provinces et municipalités	-	10 573	-	10 573		10 573	-	11 928	-	11 928		11 928	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	2 783	48 748	1	51 532		51 532	3 358	37 002	1	40 361		40 361	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE (2)	768	6 366	-	7 134		7 134	1 390	5 530	-	6 920		6 920	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	1 655	-	1 655		1 655	-	1 457	-	1 457		1 457	
Titres adossés à des actifs TGC (3)	-	-	-	-		-	-	-	-	-		-	
Titres non garantis par des créances	-	629	4	633		633	-	557	4	561		561	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	128	20 152	71	20 351		20 351	25	20 630	62	20 717		20 717	
Titres de participation	26 780	2 874	361	30 015		30 015	43 155	2 531	376	46 062		46 062	
	42 142	99 613	437	142 192		142 192	61 000	89 849	443	151 292		151 292	
Titres disponibles à la vente (4)													
Créances d'entités gouvernementales canadiennes (1)													
Gouvernement fédéral	1	393	-	394		394	44	378	-	422		422	
Provinces et municipalités	-	2 210	-	2 210		2 210	-	2 364	-	2 364		2 364	
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (1)	60	24 962	719	25 741		25 741	1	24 668	747	25 416		25 416	
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	485	9 957	-	10 442		10 442	3 416	10 484	-	13 900		13 900	
Titres adossés à des créances hypothécaires (1)	-	456	-	456		456	-	395	-	395		395	
Titres adossés à des actifs TGC	-	2 350	-	2 350		2 350	-	1 630	-	1 630		1 630	
Titres non garantis par des créances	-	2 499	202	2 701		2 701	-	1 886	217	2 103		2 103	
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	-	20 939	894	21 833		21 833	-	21 110	956	22 066		22 066	
Titres de participation	388	320	716	1 424		1 424	376	331	756	1 463		1 463	
Titres en substitut de prêt	56	25	-	81		81	49	25	-	74		74	
	990	64 111	2 531	67 632		67 632	3 886	63 271	2 676	69 833		69 833	
Actifs achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés													
Prêts	-	129 509	-	129 509		129 509	-	121 692	-	121 692		121 692	
Autres	-	3 217	442	3 659		3 659	-	2 083	329	2 412		2 412	
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	7	116 203	430	116 640		116 640	3	153 216	555	153 774		153 774	
Contrats de change	-	46 732	34	46 766		46 766	-	56 752	26	56 778		56 778	
Dérivés de crédit	-	69	-	69		69	-	191	-	191		191	
Autres contrats	2 515	3 773	104	6 392		6 392	2 855	3 613	307	6 775		6 775	
Ajustements de l'évaluation	-	(1 139)	(4)	(1 143)		(1 143)	-	(1 429)	(3)	(1 432)		(1 432)	
Total des dérivés, montant brut	2 522	165 638	564	168 724		168 724	2 858	212 343	885	216 086		216 086	
Ajustements de compensation	-	-	-	-		-	(71 305)	(71 305)	-	(71 305)		(71 305)	
Total des dérivés	844	127	-	971		97 419	762	132	-	894		118 944	
Autres actifs	-	-	-	-		971	-	-	-	-		894	
	46 498 \$	475 580 \$	3 974 \$	526 052 \$		(71 305) \$	454 747 \$	68 506 \$	505 337 \$	4 333 \$	578 176 \$	(97 142) \$	481 034 \$
Passifs financiers													
Dépôts													
Particuliers	- \$	13 938 \$	364 \$	14 302 \$		14 302 \$	- \$	14 830 \$	425 \$	15 255 \$		15 255 \$	
Entreprises et gouvernements	-	82 718	2	82 720		82 720	-	82 869	2	82 871		82 871	
Banques	-	4 476	-	4 476		4 476	-	730	-	730		730	
Autres													
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	19 173	18 796	-	37 969		37 969	32 672	17 696	1	50 369		50 369	
Engagements afférents à des actifs vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	-	110 788	-	110 788		110 788	-	88 863	-	88 863		88 863	
Dérivés													
Contrats de taux d'intérêt	-	110 079	837	110 916		110 916	-	145 055	1 003	146 058		146 058	
Contrats de change	-	48 145	18	48 163		48 163	-	57 438	41	57 479		57 479	
Dérivés de crédit	-	158	-	158		158	-	263	-	263		263	
Autres contrats	2 486	5 042	344	7 872		7 872	3 135	5 543	429	9 107		9 107	
Ajustements de l'évaluation	-	(42)	7	(35)		(35)	-	(133)	7	(126)		(126)	
Total des dérivés, montant brut	2 486	163 382	1 206	167 074		167 074	3 135	208 166	1 480	212 781		212 781	
Ajustements de compensation	-	-	-	-		-	(71 428)	(71 428)	-	(71 428)		(71 428)	
Total des dérivés	76	2	86	164		164	124	80	88	292		116 550	
Autres passifs	-	-	-	-		-	-	-	-	-		292	
Débiteures subordonnées	-	117	-	117		117	-	131	-	131		131	
	21 735 \$	394 217 \$	1 658 \$	417 610 \$		(71 428) \$	346 182 \$	35 931 \$	413 365 \$	1 996 \$	451 292 \$	(96 231) \$	355 061 \$

(1) Au 31 janvier 2017, la valeur des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et commerciales inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction s'établissait respectivement à 29 274 millions et à 10 millions de dollars (14 987 millions et 10 millions au 31 octobre 2016), et la valeur de ceux inclus dans tous les niveaux de la juste valeur des titres disponibles à la vente se chiffrait respectivement à 13 058 millions et à 410 millions de dollars (13 212 millions et 346 millions au 31 octobre 2016).

(2) OCDE signifie « Organisation de Coopération et de Développement Économiques ».

(3) TGC signifie « titres garantis par des créances ».

(4) Ne tient pas compte d'un montant de 85 millions de dollars (89 millions au 31 octobre 2016) de titres disponibles à la vente comptabilisés au coût.

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Information quantitative sur les évaluations de la juste valeur à l'aide de données non observables importantes (instruments de niveau 3)**

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, aucun changement important n'est intervenu dans les techniques d'évaluation, les sensibilités aux données non observables ou les relations entre les données non observables utilisées pour déterminer la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, certains changements aux fourchettes et aux moyennes pondérées des données non observables ont eu lieu, mais n'ont pas eu d'incidence significative sur les profits (pertes) latents comptabilisés en résultat et relatifs aux instruments financiers de niveau 3. Pour des informations quantitatives sur les évaluations de la juste valeur utilisant des données non observables importantes, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Variations de l'évaluation de la juste valeur des instruments évalués de façon récurrente et classés au niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations des évaluations récurrentes de la juste valeur pour les instruments classés au niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017								
	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
(en millions de dollars canadiens)									
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1	–	–	–	–	–	–	1	–
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres adossés à des actifs TGC	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Titres non garantis par des créances	4	–	–	–	–	–	–	4	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	62	(1)	–	19	(19)	20	(10)	71	–
Titres de participation	376	(18)	(11)	38	(35)	12	(1)	361	(19)
	443	(19)	(11)	57	(54)	32	(11)	437	(19)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	747	(3)	(10)	–	(15)	–	–	719	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances	217	–	6	–	(21)	–	–	202	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	956	–	(29)	3	(30)	–	(6)	894	s.o.
Titres de participation	756	12	(12)	9	(49)	–	–	716	s.o.
	2 676	9	(45)	12	(115)	–	(6)	2 531	s.o.
Prêts	329	(1)	(4)	119	(1)	–	–	442	(1)
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt	(448)	9	–	26	–	3	3	(407)	13
Contrats de change	(15)	31	–	–	(1)	2	(1)	16	31
Dérivés de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres contrats	(122)	(4)	4	(18)	8	(22)	(86)	(240)	(10)
Ajustements de l'évaluation	(10)	–	–	–	(1)	–	–	(11)	–
Autres actifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–
	2 853 \$	25 \$	(56)\$	196 \$	(164)\$	15 \$	(101)\$	2 768 \$	14 \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers	(425)\$	(13)\$	7 \$	(61)\$	29 \$	(68)\$	167 \$	(364)\$	(6)\$
Entreprises et gouvernements	(2)	–	–	–	–	–	–	(2)	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1)	–	–	–	1	–	–	–	–
Autres passifs	(88)	(1)	3	–	–	–	–	(86)	–
	(516)\$	(14)\$	10 \$	(61)\$	30 \$	(68)\$	167 \$	(452)\$	(6)\$

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016									
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au début de la période	Total des profits (pertes) réalisés/latents compris dans le résultat	Total des profits (pertes) latents compris dans les autres éléments du résultat global (1)	Achats d'actifs/émissions de passifs	Ventes d'actifs/règlements de passifs et autres (2)	Transferts vers le niveau 3	Transferts hors du niveau 3	Juste valeur à la fin de la période	Variations des profits (pertes) latents compris dans le résultat relativement aux actifs et passifs encore détenus
Actifs									
Valeurs mobilières									
Titres détenus à des fins de transaction									
Créances d'entités gouvernementales canadiennes									
Provinces et municipalités	5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	5 \$	– \$
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	16	–	1	–	(6)	–	–	11	–
Titres adossés à des créances hypothécaires									
	15	–	1	8	–	–	–	24	–
Titres adossés à des actifs									
TGC									
	5	–	–	–	(5)	1	–	1	–
Titres non garantis par des créances									
	23	(2)	2	18	(21)	–	–	20	(3)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	191	(1)	7	32	(63)	140	(9)	297	–
Titres de participation									
	123	(5)	20	246	(9)	3	–	378	(5)
	378	(8)	31	304	(104)	144	(9)	736	(8)
Titres disponibles à la vente									
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains									
	797	–	39	93	(98)	–	–	831	s.o.
Titres adossés à des actifs									
Titres non garantis par des créances									
	197	–	6	7	5	–	–	215	s.o.
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances									
	1 757	–	114	772	(712)	13	(2)	1 942	s.o.
Titres de participation									
	987	31	16	42	(79)	–	–	997	s.o.
	3 738	31	175	914	(884)	13	(2)	3 985	s.o.
Prêts	472	8	31	–	(60)	–	–	451	8
Autres									
Soldes nets des dérivés (3)									
Contrats de taux d'intérêt									
	(446)	(28)	–	20	(15)	–	(2)	(471)	(29)
Contrats de change									
	58	1	–	–	–	1	(5)	55	1
Dérivés de crédit									
	(1)	(1)	–	–	–	–	–	(2)	–
Autres contrats									
	(313)	(90)	(22)	(40)	122	(15)	24	(334)	(22)
Ajustements de l'évaluation									
	(47)	–	(1)	–	2	–	–	(46)	–
Autres actifs									
	–	–	–	2	–	–	–	2	–
	3 839 \$	(87) \$	214 \$	1 200 \$	(939) \$	143 \$	6 \$	4 376 \$	(50) \$
Passifs									
Dépôts									
Particuliers									
	(389) \$	37 \$	(11) \$	(82) \$	11 \$	(108) \$	141 \$	(401) \$	32 \$
Entreprises et gouvernements									
	(8)	–	–	–	8	–	–	–	–
Autres									
Engagements afférents à des titres vendus à découvert									
	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres passifs									
	(47)	(24)	(10)	(92)	11	–	–	(162)	(23)
	(444) \$	13 \$	(21) \$	(174) \$	30 \$	(108) \$	141 \$	(563) \$	9 \$

(1) Ces montants comprennent les profits et les pertes de change découlant de la consolidation des filiales étrangères à l'égard des instruments de niveau 3, s'il y a lieu. Des profits latents sur les titres disponibles à la vente de 21 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 (pertes de 41 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016) ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, exclusion faite des profits ou des pertes de change découlant de la consolidation.

(2) Comprend l'amortissement des primes ou des escomptes comptabilisés en résultat net.

(3) Le montant net des dérivés au 31 janvier 2017 comprenait des actifs dérivés de 564 millions de dollars (918 millions au 31 janvier 2016) et des passifs dérivés de 1 206 millions (1 716 millions au 31 janvier 2016).

s.o. sans objet

Note 3 Juste valeur des instruments financiers (suite)**Transferts entre les niveaux de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur pour les instruments inscrits à la juste valeur de façon récurrente**

Les transferts entre les niveaux 1 et 2 sont effectués selon que la juste valeur est obtenue au moyen des cours des marchés actifs (niveau 1).

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, les transferts hors du niveau 1 vers le niveau 2 comprenaient des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains de 401 millions de dollars et des engagements afférents à des titres vendus à découvert de 181 millions de dollars (de la catégorie des titres détenus à des fins de transaction).

Les transferts entre le niveau 2 et le niveau 3 sont principalement attribuables à un changement dans l'observabilité d'une donnée sur le marché ou à un changement dans l'importance de l'incidence d'une donnée non observable sur la juste valeur d'un instrument financier.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, les transferts d'options sur actions négociées sur le marché hors cote dans les autres contrats étaient attribuables à des changements dans l'observabilité des données sur le marché et des transferts liés à des dépôts de particuliers ont découlé de changements dans l'importance de l'incidence des données non observables sur leur juste valeur.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, les transferts importants du niveau 3 vers le niveau 2 dans les autres contrats comprenaient des options sur actions négociées sur le marché hors cote d'un montant de 49 millions de dollars, soit des actifs liés aux dérivés de 154 millions de dollars et des passifs liés aux dérivés de 105 millions. De plus, les transferts importants du niveau 3 vers le niveau 2 comprenaient des dépôts de particuliers de 167 millions de dollars.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, les transferts importants hors du niveau 2 vers le niveau 3 ont porté sur 68 millions de dollars de dépôts des particuliers.

Variations positive et négative de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles

Un instrument financier est classé au niveau 3 si une ou plusieurs de ses données non observables peuvent avoir une incidence importante sur l'évaluation de sa juste valeur. Dans le cadre de l'établissement des états financiers, les niveaux appropriés de ces données non observables sont choisis de manière à tenir compte des indications actuelles du marché et du jugement de la direction. En raison de la nature non observable des cours ou des taux, il peut y avoir une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3.

Le tableau suivant résume les effets, sur la juste valeur des instruments financiers de niveau 3, de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles. Cette analyse de sensibilité vise à illustrer l'incidence éventuelle que peut avoir le facteur d'incertitude relative lié à la juste valeur des instruments financiers de niveau 3. Pour la présentation des sensibilités ci-dessous, nous avons compensé les soldes lorsque : i) la variation du facteur d'évaluation créait une variation des justes valeurs positive et négative qui se compensait, ii) les deux éléments qui se compensaient étaient classés au niveau 3 et iii) les risques étaient gérés et présentés sur la base du solde net. En ce qui concerne la sensibilité globale, il est en pratique improbable que l'ensemble des autres hypothèses raisonnablement possibles se réalisent simultanément.

	Au					
	31 janvier 2017			31 octobre 2016		
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Juste valeur des instruments de niveau 3	Variation positive de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles	Variation négative de la juste valeur découlant de l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles
Valeurs mobilières						
Titres détenus à des fins de transaction						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$	– \$
Titres adossés à des actifs	4	–	–	4	–	–
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	71	1	(1)	62	1	(1)
Titres de participation	361	–	–	376	–	–
Titres disponibles à la vente						
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains	719	13	(28)	747	14	(31)
Titres adossés à des actifs	202	13	(19)	217	13	(19)
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	894	7	(7)	956	8	(8)
Titres de participation	716	75	(13)	756	74	(13)
Prêts	442	8	(11)	329	9	(10)
Dérivés	564	21	(20)	885	17	(16)
	3 974 \$	138 \$	(99)\$	4 333 \$	136 \$	(98)\$
Dépôts	(366)\$	9 \$	(9)\$	(427)\$	13 \$	(13)\$
Dérivés	(1 206)	32	(46)	(1 480)	33	(53)
Autres						
Titres vendus à découvert et autres passifs	(86)	–	–	(89)	–	–
	(1 658)\$	41 \$	(55)\$	(1 996)\$	46 \$	(66)\$

Note 4 Valeurs mobilières

Profits et pertes latents sur les titres disponibles à la vente (1), (2)

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2017				31 octobre 2016			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Créances d'entités gouvernementales canadiennes								
Gouvernement fédéral	395 \$	1 \$	(2)\$	394 \$	418 \$	4 \$	– \$	422 \$
Provinces et municipalités	2 223	2	(15)	2 210	2 344	22	(2)	2 364
Créances d'États, de municipalités et d'organismes américains (3)	25 921	56	(236)	25 741	25 489	57	(130)	25 416
Créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE	10 437	23	(18)	10 442	13 875	35	(10)	13 900
Titres adossés à des créances hypothécaires	453	4	(1)	456	392	5	(2)	395
Titres adossés à des actifs								
TGC	2 347	4	(1)	2 350	1 628	2	–	1 630
Titres non garantis par des créances	2 740	6	(45)	2 701	2 158	5	(60)	2 103
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	21 834	59	(60)	21 833	22 015	89	(38)	22 066
Titres de participation	1 248	269	(8)	1 509	1 291	273	(12)	1 552
Titres en substitut de prêt	70	11	–	81	70	4	–	74
	67 668 \$	435 \$	(386)\$	67 717 \$	69 680 \$	496 \$	(254)\$	69 922 \$

- (1) Ne comprend pas les titres détenus jusqu'à leur échéance d'un montant de 14 918 millions de dollars au 31 janvier 2017 (14 879 millions au 31 octobre 2016), qui sont comptabilisés au coût amorti.
- (2) La plupart des titres adossés à des créances hypothécaires se rapportent à des prêts hypothécaires résidentiels. Le coût/coût amorti, les profits bruts latents, les pertes brutes latentes et la juste valeur liés aux titres adossés à des créances hypothécaires commerciales se chiffraient à 411 millions de dollars, à néant, à 1 million et à 410 millions, respectivement, au 31 janvier 2017 (346 millions, 1 million, 1 million et 346 millions au 31 octobre 2016).
- (3) Comprend des titres émis par des entités autres que des agences et adossés à des actifs assurés par le gouvernement, des titres adossés à des créances hypothécaires et des titres adossés à des actifs émis par des organismes gouvernementaux des États-Unis.

Les titres disponibles à la vente font l'objet de tests pour vérifier s'il y a une indication objective de dépréciation à chaque date de clôture, ou plus souvent si la situation le justifie. Selon la nature des titres faisant l'objet d'un test de dépréciation, nous appliquons des méthodes particulières pour évaluer si le coût/coût amorti du titre sera recouvré. Au 31 janvier 2017, les pertes brutes latentes sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 386 millions de dollars (254 millions au 31 octobre 2016). Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation des titres disponibles à la vente qui affichaient une perte latente au 31 janvier 2017.

Profits nets et pertes nettes sur les titres disponibles à la vente (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
Profits réalisés	48 \$	73 \$
Pertes réalisées	(4)	(1)
Pertes de valeur	(17)	(20)
	27 \$	52 \$

- (1) Les montants qui suivent ont trait à nos activités d'assurance et ils ne sont pas inscrits au poste Profits nets sur les titres disponibles à la vente. Ils sont comptabilisés au poste Primes d'assurance, revenus de placement et honoraires du compte consolidé intermédiaire résumé de résultat pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 : profits réalisés de 2 millions de dollars (3 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016); pertes de valeur de néant (4 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). Aucune perte réalisée n'a été comptabilisée pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 ni pour le trimestre clos le 31 janvier 2016.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, des profits nets de 27 millions de dollars ont été inscrits dans les revenus autres que d'intérêt (52 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2016). Les résultats du trimestre considéré reflètent des profits nets réalisés de 44 millions de dollars, principalement composés de distributions et de profits à la vente liés à certains titres de participation et créances d'entités gouvernementales d'autres pays membres de l'OCDE. Les profits nets comprennent également des pertes de valeur de 17 millions de dollars principalement liées à des titres de participation et à des créances d'États, de municipalités et d'organismes américains.

Titres détenus jusqu'à leur échéance

Les titres détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti font périodiquement l'objet de tests de dépréciation et sont classés comme dépréciés lorsque la direction estime que le plein recouvrement du capital et des intérêts aux dates prévues n'est plus raisonnablement assuré. Le test de dépréciation des titres détenus jusqu'à leur échéance se fonde principalement sur le modèle de dépréciation utilisé pour les prêts. Nous sommes d'avis qu'il n'y avait pas d'indication objective de dépréciation de nos titres détenus jusqu'à leur échéance au 31 janvier 2017.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux

Provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	273 \$	6 \$	(13)\$	2 \$	(5)\$	(5)\$	258 \$
Prêts aux particuliers	529	109	(138)	29	(3)	–	526
Prêts sur cartes de crédit	386	110	(141)	32	–	–	387
Prêts aux petites entreprises	65	7	(9)	3	(1)	–	65
	1 253	232	(301)	66	(9)	(5)	1 236
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	979	62	(35)	32	(21)	(16)	1 001
Prêts aux banques	–	–	–	–	–	–	–
	979	62	(35)	32	(21)	(16)	1 001
Prêts dépréciés acquis	3	–	–	–	–	(1)	2
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 235	294	(336)	98	(30)	(22)	2 239
Provision pour éléments hors bilan et autres ⁽¹⁾	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 326 \$	294 \$	(336)\$	98 \$	(30)\$	(22)\$	2 330 \$
Évalués individuellement	365 \$	26 \$	(10)\$	26 \$	(17)\$	(13)\$	377 \$
Évalués collectivement	1 961	268	(326)	72	(13)	(9)	1 953
Total de la provision pour pertes sur créances	2 326 \$	294 \$	(336)\$	98 \$	(30)\$	(22)\$	2 330 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 octobre 2016						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	258 \$	28 \$	(11)\$	1 \$	(6)\$	3 \$	273 \$
Prêts aux particuliers	521	118	(142)	30	(5)	7	529
Prêts sur cartes de crédit	385	107	(139)	31	–	2	386
Prêts aux petites entreprises	65	9	(11)	3	(1)	–	65
	1 229	262	(303)	65	(12)	12	1 253
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	938	99	(51)	8	(19)	4	979
Prêts aux banques	2	(3)	–	–	–	1	–
	940	96	(51)	8	(19)	5	979
Prêts dépréciés acquis	8	–	–	–	–	(5)	3
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 177	358	(354)	73	(31)	12	2 235
Provision pour éléments hors bilan et autres ⁽¹⁾	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 268 \$	358 \$	(354)\$	73 \$	(31)\$	12 \$	2 326 \$
Évalués individuellement	322 \$	55 \$	(21)\$	6 \$	(18)\$	21 \$	365 \$
Évalués collectivement	1 946	303	(333)	67	(13)	(9)	1 961
Total de la provision pour pertes sur créances	2 268 \$	358 \$	(354)\$	73 \$	(31)\$	12 \$	2 326 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016						
	Solde au début de la période	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Sorties du bilan	Recouvrements	Désactualisation	Écart de change/autres	Solde à la fin de la période
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	242 \$	28 \$	(10)\$	– \$	(6)\$	12 \$	266 \$
Prêts aux particuliers	530	118	(130)	26	(3)	7	548
Prêts sur cartes de crédit	386	104	(132)	28	–	–	386
Prêts aux petites entreprises	64	8	(10)	3	(1)	–	64
	1 222	258	(282)	57	(10)	19	1 264
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises	805	150	(65)	6	(10)	15	901
Prêts aux banques	2	–	–	–	–	–	2
	807	150	(65)	6	(10)	15	903
Prêts dépréciés acquis	–	2	–	–	–	–	2
Total de la provision pour pertes sur prêts	2 029	410	(347)	63	(20)	34	2 169
Provision pour éléments hors bilan et autres (1)	91	–	–	–	–	–	91
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	410 \$	(347)\$	63 \$	(20)\$	34 \$	2 260 \$
Évalués individuellement	252 \$	122 \$	(43)\$	4 \$	(9)\$	14 \$	340 \$
Évalués collectivement	1 868	288	(304)	59	(11)	20	1 920
Total de la provision pour pertes sur créances	2 120 \$	410 \$	(347)\$	63 \$	(20)\$	34 \$	2 260 \$

(1) La provision pour éléments hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte à titre de provisions, au poste Autres passifs.

Prêts en souffrance mais non douteux

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2017				31 octobre 2016			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Prêts de détail	3 311 \$	1 361 \$	362 \$	5 034 \$	3 450 \$	1 296 \$	337 \$	5 083 \$
Prêts de gros	1 193	470	2	1 665	848	372	–	1 220
	4 504 \$	1 831 \$	364 \$	6 699 \$	4 298 \$	1 668 \$	337 \$	6 303 \$

Valeur comptable brute des prêts évalués individuellement comme étant douteux (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Prêts de détail (2)	16 \$	16 \$
Prêts de gros (2)		
Prêts aux entreprises	1 919	2 130
Prêts aux banques	–	2
Prêts dépréciés acquis	348	418
Total	2 283 \$	2 566 \$

(1) Le solde moyen brut des prêts évalués individuellement comme étant douteux pour le trimestre clos le 31 janvier 2017 s'est établi à 2 424 millions de dollars (2 487 millions pour le trimestre clos le 31 octobre 2016).

(2) Exclusion faite des prêts dépréciés acquis (PDA).

Prêts dépréciés acquis

Les PDA découlant de l'acquisition de City National se composent de prêts de détail, de prêts de gros et de prêts assurés par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Le tableau suivant présente le détail de nos PDA.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
City National		
Solde de capital dû (1)	337 \$	409 \$
Ajustements de la juste valeur relatifs à la qualité du crédit	(8)	(12)
Prime (escompte) liée au taux d'intérêt et autres primes (escomptes)	19	21
Valeur comptable	348	418
Provision évaluée individuellement	(2)	(3)
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe	346 \$	415 \$

(1) Représente le montant contractuel dû, déduction faite des radiations, depuis l'acquisition du prêt.

Note 5 Provision pour pertes sur créances et prêts douteux (suite)*Prêts assurés par la FDIC*

Les prêts assurés par la FDIC sont des prêts qui, à la date de clôture, font l'objet d'accords de partage de pertes avec la FDIC, aux termes desquels la FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes subies sur le portefeuille de prêts sous-jacent. Au 31 janvier 2017, le solde des prêts assurés par la FDIC était inclus sous la rubrique Prêts, dans le bilan consolidé, et s'établissait à 8 millions de dollars (374 millions au 31 octobre 2016). La diminution du solde des prêts assurés par la FDIC pour le trimestre tient principalement à l'échéance de certains accords de partage de pertes et aux remboursements sur l'encours des prêts. Au 31 janvier 2017, les soldes respectifs des actifs compensatoires et des passifs au titre des dispositions de récupération étaient de néant (2 millions au 31 octobre 2016) et de 25 millions de dollars (26 millions au 31 octobre 2016).

Note 6 Coentreprises

Le 21 décembre 2016, Moneris Solutions Corporation (Moneris) a conclu la vente de ses activités américaines à Vantiv, Inc. pour 576 millions de dollars (430 millions de dollars américains). Nous détenons une participation de 50 % dans Moneris que nous comptabilisons en tant que participation dans une coentreprise. Au cours du premier trimestre, notre part du profit qui est comptabilisé par Moneris correspond à 212 millions de dollars (avant et après impôt) et elle est présentée au poste Quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées, sous la rubrique Revenus autres que d'intérêt.

Note 7 Dépôts

Le tableau suivant présente nos passifs au titre des dépôts.

(en millions de dollars canadiens)	Au							
	31 janvier 2017				31 octobre 2016			
	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total	À vue (1)	Sur préavis (2)	À terme (3)	Total
Particuliers	130 577 \$	46 887 \$	75 642 \$	253 106 \$	128 206 \$	46 096 \$	76 248 \$	250 550 \$
Entreprises et gouvernements	219 649	9 239	252 689	481 577	221 506	10 740	255 761	488 007
Banques	8 001	5	14 823	22 829	8 533	49	10 450	19 032
	358 227 \$	56 131 \$	343 154 \$	757 512 \$	358 245 \$	56 885 \$	342 459 \$	757 589 \$
Dépôts non productifs d'intérêts (4)								
Canada	80 081 \$	4 950 \$	– \$	85 031 \$	78 692 \$	4 686 \$	– \$	83 378 \$
États-Unis	31 332	112	–	31 444	34 172	93	–	34 265
Europe (5)	566	–	–	566	1 009	–	–	1 009
Autres pays	6 292	5	–	6 297	5 753	4	–	5 757
Dépôts productifs d'intérêts (4)								
Canada	204 986	15 283	268 881	489 150	200 911	14 979	272 999	488 889
États-Unis	931	31 096	43 914	75 941	999	32 388	41 427	74 814
Europe (5)	30 478	1 222	20 228	51 928	32 864	1 108	17 966	51 938
Autres pays	3 561	3 463	10 131	17 155	3 845	3 627	10 067	17 539
	358 227 \$	56 131 \$	343 154 \$	757 512 \$	358 245 \$	56 885 \$	342 459 \$	757 589 \$

- (1) Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour lesquels nous n'avons pas le droit d'exiger un avis de retrait. Ces dépôts comprennent des comptes d'épargne et des comptes-chèques.
- (2) Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.
- (3) Les dépôts à terme comprennent les dépôts remboursables à une date fixe. Ces dépôts comprennent les dépôts à terme, les certificats de placement garanti et d'autres instruments semblables.
- (4) La répartition géographique des dépôts est fondée sur l'origine des dépôts et le pays où les revenus sont comptabilisés. Au 31 janvier 2017, les dépôts libellés en dollars américains, en livres sterling, en euros et en autres devises s'élevaient respectivement à 264 milliards de dollars, 16 milliards, 34 milliards et 30 milliards (264 milliards, 16 milliards, 37 milliards et 29 milliards au 31 octobre 2016).
- (5) Comprend le Royaume-Uni, le Luxembourg et les îles Anglo-Normandes.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles de nos passifs au titre des dépôts à terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Moins de 1 an :		
moins de 3 mois	74 034 \$	72 346 \$
de 3 à 6 mois	27 402	40 487
de 6 à 12 mois	64 739	51 608
De 1 à 2 ans	56 551	50 676
De 2 à 3 ans	32 544	39 499
De 3 à 4 ans	34 251	31 482
De 4 à 5 ans	23 965	29 854
Plus de 5 ans	29 668	26 507
	343 154 \$	342 459 \$
Montant global des dépôts à terme en coupures de 100 000 \$ ou plus	310 000 \$	309 000 \$

Note 8 Avantages du personnel – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons un certain nombre de régimes à cotisations définies et à prestations définies, lesquels fournissent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les tableaux qui suivent présentent la composition de notre charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi et la composition de nos réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Charge au titre des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
Coûts des services rendus	95 \$	78 \$	10 \$	9 \$
Coûts des services passés	(2)	–	–	–
Frais (revenu) d'intérêt, montant net	11	(1)	17	18
Réévaluation des autres avantages à long terme	–	–	(4)	4
Frais administratifs	3	3	–	–
Charge au titre des régimes à prestations définies	107 \$	80 \$	23 \$	31 \$
Charge au titre des régimes à cotisations définies	47	52	–	–
	154 \$	132 \$	23 \$	31 \$

Réévaluations des régimes d'avantages du personnel (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos			
	Régimes de retraite à prestations définies		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016	le 31 janvier 2017	le 31 janvier 2016
(Gains) pertes actuarielles :				
Modifications des hypothèses financières	(765)\$	358 \$	(92)\$	61 \$
Ajustements liés à l'expérience	–	–	(2)	(1)
Rendement de l'actif des régimes (excluant les intérêts en fonction du taux d'actualisation)	56	188	–	–
	(709)\$	546 \$	(94)\$	60 \$

(1) Les hypothèses fondées sur le marché, y compris les modifications des hypothèses financières et le rendement des actifs des régimes, sont revues et mises à jour chaque trimestre. Toutes les autres hypothèses sont mises à jour à l'occasion de notre examen annuel des hypothèses des régimes.

Note 9 Impôt sur le résultat**Avis de cotisation et contrôles fiscaux**

Au cours du premier trimestre, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a établi à l'égard de la Banque Royale du Canada une nouvelle cotisation augmentant d'environ 209 millions de dollars l'impôt sur le résultat, y compris les intérêts, en refusant la déductibilité fiscale relative à certains dividendes reçus de sociétés canadiennes en 2011, au motif qu'ils s'inscrivaient dans un « mécanisme de transfert de dividendes ». Il se peut que l'ARC établisse à notre égard une nouvelle cotisation augmentant l'impôt sur le résultat pour les exercices à venir de la même façon. Nous sommes convaincus que notre position fiscale était appropriée et entendons nous défendre avec vigueur. Des modifications avaient été introduites dans le budget fédéral canadien de 2015 afin d'interdire la déduction des dividendes relatifs à des mécanismes similaires, avec application prospective à compter du 1^{er} mai 2017.

Note 10 Transactions importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Actions ordinaires émises (1)**

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions)	Pour les trimestres clos			
	le 31 janvier 2017		le 31 janvier 2016	
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant
Émises en vertu des régimes de rémunération fondée sur des actions (2)	1 479	96 \$	1 589	86 \$
Émises dans le cadre de l'acquisition de City National	–	–	41 619	3 115
Rachetées aux fins d'annulation (3)	(11 333)	(137)	–	–
	(9 854)	(41)\$	43 208	3 201 \$

- (1) Les exigences de notre régime de réinvestissement des dividendes sont remplies soit au moyen d'achats d'actions sur le marché libre, soit au moyen d'actions propres. Au cours des trimestres clos les 31 janvier 2017 et 2016, les exigences de notre régime de réinvestissement de dividendes ont été remplies au moyen d'achat d'actions sur le marché libre.
- (2) Les montants comprennent les espèces reçues au titre des options sur actions exercées au cours de la période et les ajustements de la juste valeur des options sur actions.
- (3) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2017, nous avons racheté, aux fins d'annulation, des actions ordinaires dont la juste valeur totalisait 102 millions de dollars (coût moyen de 90,21 \$ l'action) et la valeur comptable, 13 millions de dollars (valeur comptable de 12,09 \$ l'action). Nous avons aussi réduit le nombre d'actions ordinaires en circulation de 10,2 millions d'actions afin de rendre compte du nombre d'actions ordinaires que nous sommes tenus de racheter dans le cadre du programme de rachat d'actions spécifique qui est décrit à la rubrique Gestion des fonds propres du rapport de gestion. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2016, nous n'avons racheté aucune action ordinaire aux fins d'annulation.

Note 11 Bénéfice par action

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Pour les trimestres clos		
	le 31 janvier 2017	le 31 octobre 2016	le 31 janvier 2016
Bénéfice de base par action			
Bénéfice net	3 027 \$	2 543 \$	2 447 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(75)	(75)	(60)
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(12)	(10)	(21)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 940	2 458	2 366
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 484 262	1 483 869	1 486 560
Bénéfice de base par action (en dollars)	1,98 \$	1,66 \$	1,59 \$
Bénéfice dilué par action			
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	2 940 \$	2 458 \$	2 366 \$
Incidence dilutive des actions échangeables	4	4	4
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires, compte tenu de l'incidence dilutive des actions échangeables	2 944	2 462	2 370
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	1 484 262	1 483 869	1 486 560
Options sur actions (1)	3 778	3 334	3 384
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération fondée sur des actions	739	737	718
Actions échangeables (2)	3 571	3 932	4 373
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 492 350	1 491 872	1 495 035
Bénéfice dilué par action (en dollars)	1,97 \$	1,65 \$	1,58 \$

- (1) L'effet de dilution des options sur actions a été établi au moyen de la méthode des actions propres. Lorsque le prix d'exercice des options en cours excède le cours moyen du marché de nos actions ordinaires, les options sont exclues du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017, un nombre moyen d'options en cours de 191 171 ayant un prix d'exercice moyen de 90,23 \$ a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 octobre 2016, aucune option en cours n'avait été exclue du calcul du bénéfice dilué par action. Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016, un nombre moyen d'options en cours de 2 096 192 ayant un prix d'exercice moyen de 77,21 \$ avait été exclu du calcul du bénéfice dilué par action.
- (2) Comprend les actions privilégiées échangeables et les titres de fiducie de capital.

Note 12 Actions en justice et questions de réglementation

Nous sommes une importante institution mondiale qui est soumise à de nombreuses exigences juridiques et réglementaires complexes, lesquelles sont en constante évolution. Par conséquent, nous sommes et avons été parties à diverses procédures judiciaires, y compris des poursuites en responsabilité, des vérifications réglementaires, des enquêtes, des audits et des demandes de renseignements de la part de diverses agences de réglementation gouvernementales et autorités chargées de l'exécution de la loi, dans divers territoires. Certaines de ces procédures pourraient faire intervenir de nouvelles théories et interprétations juridiques et pourraient être entendues tant en droit criminel que civil, et certaines procédures pourraient donner lieu à des sanctions civiles, réglementaires ou pénales. Nous revoyons régulièrement l'état d'avancement de toutes les procédures et exercerons notre jugement afin de les résoudre au mieux de nos intérêts. Ces procédures judiciaires font largement appel à l'exercice du jugement et soulèvent beaucoup d'incertitudes; le risque financier et les autres risques qui y sont associés, compte tenu des charges à payer courantes, pourraient avoir une incidence significative sur nos résultats d'exploitation de toute période donnée.

Nos actions en justice et questions de réglementation importantes comprennent toutes les affaires présentées dans nos états financiers consolidés annuels audités de 2016, mises à jour ci-dessous :

Enquêtes réglementaires et litiges relatifs au LIBOR

Le 20 décembre 2016, le tribunal du district des États-Unis du district sud de New York (tribunal du district) a rejeté une partie substantielle des recours collectifs consolidés concernant le LIBOR pour des motifs d'incompétence du tribunal et de l'absence de droit d'exercer une action.

Procédure liée à Royal Bank of Canada Trust Company (Bahamas) Limited (RBC Bahamas)

Le 12 janvier 2017, le tribunal français a acquitté toutes les parties, y compris RBC Bahamas. Le bureau du procureur français a interjeté appel de ce jugement.

Litige relatif aux districts scolaires du Wisconsin

En décembre 2016, ce litige a été réglé pour un montant négligeable.

Note 13 Résultats par secteur d'exploitation

Les tableaux qui suivent présentent les données relatives aux résultats d'exploitation de nos secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2017						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 649 \$	541 \$	– \$	237 \$	947 \$	(50)\$	4 324 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 381	1 890	497	394	1 124	(64)	5 222
Total des revenus	4 030	2 431	497	631	2 071	(114)	9 546
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	249	13	–	–	32	–	294
Frais autres que d'intérêt	1 723	1 855	140	350	1 125	22	5 215
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	2 058	563	174	281	914	(136)	3 854
Charge (économie) d'impôt	466	133	40	67	252	(131)	827
Bénéfice net	1 592 \$	430 \$	134 \$	214 \$	662 \$	(5)\$	3 027 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	98 \$	114 \$	4 \$	13 \$	5 \$	180 \$	414 \$
Provisions pour restructuration	–	–	–	–	–	–	–

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine (1)	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux (2)	Services de soutien généraux (2)	
Revenu net d'intérêt (3), (4)	2 572 \$	469 \$	– \$	226 \$	1 062 \$	(133)\$	4 196 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 111	1 618	1 159	324	918	33	5 163
Total des revenus	3 683	2 087	1 159	550	1 980	(100)	9 359
Dotation à la provision pour pertes sur créances Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	284	5	–	–	120	1	410
Frais autres que d'intérêt	1 676	1 678	160	361	1 075	10	4 960
Bénéfice net (perte nette) avant impôt	1 723	404	170	189	785	(111)	3 160
Charge (économie) d'impôt	433	101	39	46	215	(121)	713
Bénéfice net	1 290 \$	303 \$	131 \$	143 \$	570 \$	10 \$	2 447 \$
Les frais autres que d'intérêt comprennent :							
Amortissements	82 \$	106 \$	4 \$	13 \$	7 \$	174 \$	386 \$
Provisions pour restructuration	–	8	–	–	–	–	8

(1) Au premier trimestre de 2016, nous avons modifié la structure organisationnelle de nos établissements de gestion de patrimoine, ce qui a donné naissance à un nouveau secteur d'exploitation, soit Gestion de patrimoine – États-Unis (y compris City National), qui représente les anciens établissements de Gestion de patrimoine aux États-Unis et de City National. Ce nouveau secteur d'exploitation s'ajoute à nos autres établissements de gestion de patrimoine pour former un seul secteur à présenter, car tous ces établissements ont des produits, cadres réglementaires, procédés, clients et réseaux de distribution comparables et ils présentent des caractéristiques économiques semblables (la marge avant impôt, par exemple).

(2) Majoration au montant imposable équivalent.

(3) Le revenu intersectoriel et la quote-part des bénéfices des coentreprises et des entreprises associées ne sont pas significatifs.

(4) Le revenu d'intérêt est présenté déduction faite des frais d'intérêt, puisque la direction se fie essentiellement au revenu net d'intérêt comme mesure du rendement.

Les tableaux qui suivent présentent le total de l'actif et le total du passif de nos secteurs d'exploitation.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2017						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	414 333 \$	86 436 \$	13 663 \$	131 626 \$	486 540 \$	29 168 \$	1 161 766 \$
Total du passif	414 387 \$	86 523 \$	13 712 \$	131 528 \$	486 561 \$	(43 096)\$	1 089 615 \$

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 octobre 2016						Total
	Services bancaires aux particuliers et aux entreprises	Gestion de patrimoine	Assurances	Services aux investisseurs et de trésorerie	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	
Total de l'actif	411 251 \$	91 901 \$	14 245 \$	139 701 \$	492 899 \$	30 261 \$	1 180 258 \$
Total du passif	411 320 \$	91 908 \$	14 281 \$	139 608 \$	493 044 \$	(41 515)\$	1 108 646 \$

Note 14 Gestion des fonds propres**Fonds propres réglementaires et ratios**

Le BSIF établit des objectifs précis pour les fonds propres requis au titre des risques et le ratio de levier pour les institutions de dépôt au Canada. Au premier trimestre de 2017, nous nous sommes conformés à toutes les exigences de fonds propres et de levier imposées par le BSIF.

(en millions de dollars canadiens, sauf les ratios de fonds propres et les ratios de levier)	Au	
	31 janvier 2017	31 octobre 2016
Fonds propres (1)		
Fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	48 880 \$	48 181 \$
Fonds propres de première catégorie	55 959	55 270
Total des fonds propres	65 377	64 950
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul des ratios de fonds propres (1), (2)		
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	442 508	447 436
Ratio de fonds propres de première catégorie	443 304	448 662
Ratio du total des fonds propres	443 940	449 712
Actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du total des fonds propres (1)		
Risque de crédit	362 051	369 751
Risque de marché	25 095	23 964
Risque opérationnel	56 794	55 997
	443 940 \$	449 712 \$
Ratios de fonds propres et ratios de levier (1), (3)		
Ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires	11,0 %	10,8 %
Ratio de fonds propres de première catégorie	12,6 %	12,3 %
Ratio du total des fonds propres	14,7 %	14,4 %
Ratio de levier	4,4 %	4,4 %
Exposition du ratio de levier (en milliards)	1 260,0 \$	1 265,1 \$

- (1) Les fonds propres, les actifs pondérés en fonction des risques et les ratios de fonds propres sont calculés conformément aux exigences en matière d'adéquation des fonds propres du BSIF. Le ratio de levier est calculé conformément aux exigences de levier du BSIF.
- (2) Depuis le troisième trimestre de 2014, l'ajustement de l'évaluation lié au crédit relatif au calcul des actifs pondérés en fonction des risques mis en place au premier trimestre de 2014 doit tenir compte de pourcentages différents pour chaque catégorie de fonds propres. Cette modification reflète l'application progressive des ajustements de l'évaluation liés au crédit qui se terminera au quatrième trimestre de 2018. Au cours de la période d'application progressive, les actifs pondérés en fonction des risques aux fins du calcul du ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, du ratio de fonds propres de première catégorie et du ratio du total des fonds propres seront assujettis chaque année à différents pourcentages au titre des ajustements de l'évaluation liés au crédit.
- (3) Afin d'accroître la comparabilité avec les autres institutions financières mondiales, notre ratio de fonds propres de première catégorie sous forme d'actions ordinaires, notre ratio de fonds propres de première catégorie, notre ratio du total des fonds propres et notre ratio de levier transitoires étaient de 11,6 %, 12,7 %, 14,7 % et 4,5 %, respectivement, au 31 janvier 2017. La base transitoire prévoit le calcul du capital en fonction de l'application des ajustements réglementaires et du retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles au cours de l'exercice courant.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 1-888-212-5533

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal :
Société de fiducie Computershare du Canada
1500, boul. Robert-Bourassa
Bureau 700
Montréal (Québec) H3A 3S8
Canada
Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555
(appels internationaux)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web : computershare.com/rbc

Co-agent des transferts (États-Unis) :
Computershare Trust Company, N.A.
250 Royall Street
Canton, Massachusetts 02021
États-Unis

Co-agent des transferts
(Royaume-Uni) :
Computershare Investor Services PLC
Securities Services –
Registrars
P.O. Box 82,
The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 6ZZ
Royaume-Uni

Inscriptions en Bourse (Symbole : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires de la Banque :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SIX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto, à l'exception des séries C-1 et C-2. Les actions dépositaires connexes aux actions privilégiées de séries C-1 et C-2 sont inscrites à la NYSE.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins de l'impôt sur le revenu au Canada, l'action ordinaire de la Banque Royale du Canada s'établissait à 29,52 \$ par action au jour d'évaluation (le 22 décembre 1971). Ce prix correspond à 7,38 \$ par action, après ajustement pour tenir compte des deux divisions d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et de février 1990. Le dividende en actions de une action pour une, versé en octobre 2000 et en avril 2006, n'a eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements au registre des actionnaires ou aux changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession et au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue,
8^e étage
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Canada

Téléphone : 1-866-586-7635
(au Canada et aux États-Unis)
ou 514-982-7555 (appels internationaux)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(au Canada et aux États-Unis)
ou 416-263-9394
(appels internationaux)
Courriel :
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Services aux actionnaires
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
South Tower
Toronto (Ontario) M5J 2J5
Canada
Téléphone : 416-955-7806

Analystes financiers, gestionnaires de portefeuille, investisseurs institutionnels

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
North Tower
Toronto (Ontario) M5J 2W7
Canada
Téléphone : 416-955-7802

Il est aussi possible de visiter le site Web suivant : rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire les dividendes sur leurs actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande par écrit à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Sauf indication contraire, aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que les dividendes réputés) que verse RBC à des résidents du Canada sur ses actions ordinaires et privilégiées sont désignés comme des « dividendes admissibles ».

Dates de paiement des dividendes pour 2017

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration

	Dates ex-dividende	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF, AG, AJ, AK, AL, AZ, BB, BD, BF, BH, BI, BJ, BK et BM	24 janvier 21 avril 24 juillet 24 octobre	26 janvier 25 avril 26 juillet 26 octobre	24 février 24 mai 24 août 24 novembre
Actions privilégiées de série C-1 (en dollars US)	1 ^{er} février 3 mai 2 août 1 ^{er} novembre	3 février 5 mai 4 août 3 novembre	13 février 15 mai 14 août 13 novembre
Actions privilégiées de série C-2 (en dollars US)	25 janvier 26 avril 26 juillet 25 octobre	27 janvier 28 avril 28 juillet 27 octobre	7 février 8 mai 7 août 7 novembre

Gouvernance

Les résumés des différences importantes entre les pratiques de RBC en matière de gouvernance d'entreprise et les pratiques en matière de gouvernance d'entreprise que doivent respecter les entreprises nationales américaines en vertu des conditions d'admission en Bourse de la NYSE et de la Nasdaq sont présentés sur notre site Web, à l'adresse rbc.com/gouvernance.

Rachat d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant la période de un an commençant le 1^{er} juin 2016, nous pourrions racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. En vertu de l'avis d'intention modifié déposé auprès de la TSX et d'un ordre d'exemption émis par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario le 27 janvier 2017, nous sommes également autorisés à acheter des actions aux termes de programmes de rachat d'actions particuliers à un prix inférieur aux cours en vigueur sur le marché. Nous déterminerons le montant des rachats et le moment où ils auront lieu sous réserve d'une consultation préalable avec le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).

Il est possible d'obtenir sans frais un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités en communiquant avec le secrétaire de la Banque, à notre adresse postale de Toronto.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2017

Premier trimestre	24 février
Deuxième trimestre	25 mai
Troisième trimestre	23 août
Quatrième trimestre	29 novembre

Assemblée annuelle de 2017

L'assemblée annuelle des actionnaires ordinaires se tiendra le jeudi 6 avril 2017, à 9 h 30 (heure normale de l'Est) au Sony Centre for the Performing Arts, au 1 Front Street East, Toronto (Ontario) Canada.

L'information disponible sur les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou l'information pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du rapport. Dans ce rapport aux actionnaires, les références à des sites Web ne constituent pas des hyperliens et ne sont faites qu'à titre d'information pour le lecteur, et à aucune autre fin.

Les désignations commerciales utilisées dans le présent rapport comprennent le symbole du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC ASSURANCES, lesquelles sont des désignations commerciales de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada ou par ses filiales autorisées. Toutes les autres désignations commerciales mentionnées dans le présent rapport, y compris celles qui ne sont pas la propriété de la Banque Royale du Canada, sont la propriété de leurs propriétaires respectifs.